

Renouveau argentin

Les cinq condamnations, dont deux à perpétuité, prononcées dans le procès des neuf commandants argentins des trois juntas militaires passeraient presque aujourd'hui pour l'aboutissement normal d'une situation qui ne l'était pas. Et pourtant que de chemin parcouru depuis ces pages sanglantes des années noires ! De la répression, commencée en 1973 et poussée à l'extrême entre 1976 et 1982, au verdict de ce « procès du siècle », le long calvaire de cette période a d'abord été minutieusement retracé. C'est l'œuvre de la Commission nationale sur les disparitions de personnes, la CONADEP, dont l'écrivain Ernesto Sabato a assuré la présidence.

Mais le procès est surtout dû à la volonté politique d'un président qui n'a jamais rendu son engagement en faveur des droits de l'homme, M. Raúl Alfonsín. « La plus grande concession que je fais aux forces armées, c'est le temps que je leur consacre », affirmait-il il y a tout juste un an. Sa ténacité et son habileté ont en raison d'un combat dont bien peu de gens à l'époque imaginaient qu'il sortirait vainqueur. Au moment même où le verdict sanctionnant les responsabilités des commandants en matière de droits de l'homme est rendu, une autre procédure se poursuit pour déterminer les responsabilités des généraux dans l'affaire des Malvinas.

Une page est en train d'être tournée en Argentine, et l'on peut comprendre la légitime colère du procureur Straussner - qui s'est pourtant déclaré en désaccord avec la sentence - en apprenant la déclaration de la présidente des Mères de la place de Mai considérant que « la justice n'est pas indépendante ». L'impossible oubli des mères de disparus, bien légitime, les contraindrait parfois à jouer le rôle d'Antigone.

Car au-delà des péripéties et du vraisemblable appel que déposeront d'une part les défenseurs des généraux et amiraux condamnés, d'autre part des organisations des droits de l'homme, voire le procureur, c'est la réussite de la transition démocratique qui échoit actuellement. Et pas seulement en matière de droits de l'homme.

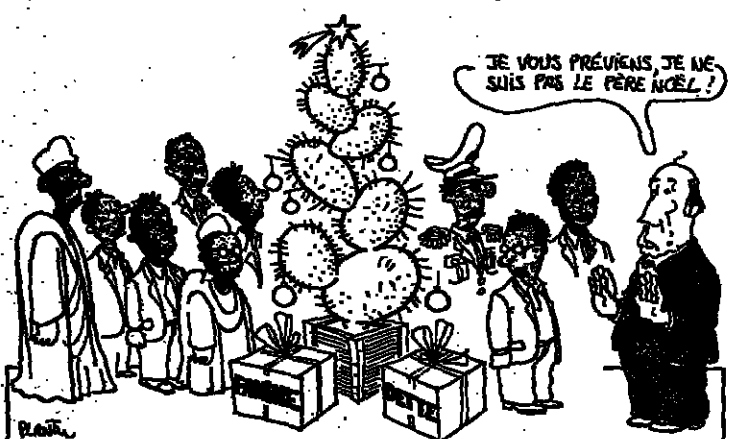
Le succès du plan économique Austral entrepris par ce même gouvernement est aujourd'hui salué par tous, y compris au sein d'une population pourtant éprouvée par la baisse du pouvoir d'achat qu'il entraîne. Et cela six mois après sa mise en application. Les élections législatives de novembre dernier ont confirmé cette réussite en donnant aux radicaux une majorité accrue.

Le président Alfonsín est tout à fait en droit d'estimer que cette marque de confiance annonce une période de renouveau pour l'Argentine. Alors que son proche voisin chilien se débat dans une situation de plus en plus dramatique, la répression policière s'ajoutant aux innombrables difficultés économiques, on ne peut que saluer les résultats obtenus par une équipe qui a su relever les défis d'une conjoncture pourtant bien peu brillante deux ans auparavant. « Je ne suis dans la capitale que temporairement, pour six ans, ni plus ni moins », déclarait-il y a peu le président Alfonsín. Ces deux premières années sont à marquer d'une pierre blanche.

AVANT LA RENCONTRE PLÉNIÈRE

M. Mitterrand réunit les Africains francophones

Le douzième sommet franco-africain s'ouvre, ce mercredi 11 décembre, par une réunion à l'Élysée réservée aux seuls chefs d'État et de délégation francophones. Outre les relations entre la France et le continent noir, le Tchad, la lutte contre l'apartheid et le problème de la dette domineront les débats.



« La grand-messe franco-africaine ». L'expression est devenue banale pour désigner la conférence des chefs d'État de France et d'Afrique qui réunit chaque année, alternativement en France et en Afrique, environ trente-cinq pays. Pourtant, au-delà du cliché, il n'est pas indifférent de constater que vingt-cinq ans après la plupart des indépendances, Paris reste un phare pour nombre de pays d'Afrique et pas seulement francophones. Onze seulement en 1973, premier sommet autour de

Georges Pompidou, ces derniers sont aujourd'hui trente-cinq sur les trente-sept invités à Paris. Un chiffre volontairement moins élevé qu'à Bujumbura en 1984 (quarante-six invitations), car Paris a cherché à tenir compte du souhait des francophones de revenir à un club homogène et des accusations de transformer cette réunion annuelle en « OUA bis ».

FRANÇOISE CHÉPAUX.
(Lire la suite page 4.)

L'ÉTAT ET LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE

Le RPR s'éloigne du libéralisme pur et dur

Une politique économique de possible cohabitation se dessine. Tournant le dos au libéralisme pur et dur, M. Michel Noir, député RPR du Rhône, a évoqué, le mardi 10 décembre, le nécessaire rôle incitatif de l'État dans les « technologies stratégiques », définissant une politique industrielle proche de celle de la majorité actuelle.

Plus les élections approchent, plus le RPR recentre son discours sur l'économie. Il est désormais bien difficile de trouver dans ses propositions une quelconque « rupture avec le socialisme » tel qu'il est actuellement conduit.

M. Michel Noir, lors d'une conférence de presse tenue le mardi 10 décembre, a ainsi évoqué le nécessaire rôle « incitatif » de l'État vis-à-vis des entreprises sur les « technologies stratégiques ». Les dénationalisations, selon le député du Rhône, seront « progressives sur cinq ans » et, dans toute la mesure du possible, devront s'effectuer par ouverture du capital aux salariés des entreprises et par augmentation de capital. Autant de méthodes qui ne devraient pas poser de « problème de conscience » à M. Mitterrand.

Cohabitation oblige, le RPR abandonne le libéralisme pur et dur dont il croyait avoir découvert les vertus chez M. Reagan et M. Thatcher après 1981. Cette évolution, de plus en plus nette depuis deux ou trois mois, s'explique d'abord par le succès dans l'opinion de M. Barre.

Les Français, attachés à la protection sociale notamment, ne semblent guère apprécier les médecines fortes, et les sondages prouvent qu'ils goûtent en revanche le conservatisme pragmatique de l'ancien premier ministre. Le paradoxe de l'an passé qui voyait un Barre proposer une politique économique très proche de celle conduite par M. Fabius et refuser la cohabitation et un Chirac, armé d'une idéologie de « rupture », l'accepter est en voie de dissolution.

Les déboires des « modèles » du RPR comptent aussi dans cette évolution. Le « miracle » des États-Unis, où la croissance a baissé et où les déficits budgétaires et commerciaux ont fait l'inverse, est devenu moins présentable. Les critiques adressées en Grande-Bretagne au premier ministre dans les rangs conservateurs eux-mêmes, inquiets des 3,3 millions de chômeurs et de la révolte des quartiers pauvres, transforment le « thatchérisme » d'idéal en repoussoir.

ÉRIC LE BOUCHER.
(Lire la suite page 2.)

Prix : + 0,2 %
en novembre

L'inflation, pour 1985,
devrait être inférieure à 5 %.

PAGE 24

M. Mitterrand le 15 décembre sur TF 1

Yves Mouroi interrogera une nouvelle fois en direct, dimanche soir, le président de la République.

PAGE 24

Pétrole : toujours la baisse

Les Britanniques refusent toute coopération avec l'OPEP.

PAGE 24

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Silverado » : un western des familles

Oshina tourne à Paris : le mari, la femme et le singe

Pages 11 et 13

Etranger (2 à 4) • Politique (6 à 8) • Société (9 et 10) • Communication (10) • Education (19) • Économie (21 à 23)

Programmes des spectacles (14 à 17) • Radio-télévision (17) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (18) • Carnet (18) • Annonces classées (20)

QUATRE CENTS HOMMES D'AFFAIRES AMÉRICAINS A MOSCOU

La ruée vers le marché soviétique

Quatre cents hommes d'affaires américains représentant deux cent trente sociétés privées sont à Moscou depuis le lundi 9 décembre avec le secrétaire d'État au commerce, M. Baldrige. Ils ont été reçus mardi par M. Gorbatchev.

La relance des relations commerciales soviéto-américaines s'annonce presque aussi délicate que la reprise des discussions politiques et stratégiques entre les Deux Grands. Le sommet Reagan-Gorbatchev de Genève en a jeté les premiers jalons. La réunion à Moscou du conseil commercial et économique États-

Unis-URSS en a illustré les obstacles.

La session du conseil qui s'est officiellement ouverte mardi avait été précédée par la signature d'une série d'accords de coopération en matière d'équipements minier et pétrolier comme dans le domaine de la chimie et de la pétrochimie. Un lever de rideau prometteur pour une réunion, la première depuis sept ans, qui avait attiré plus de quatre cents dirigeants américains. Les déclarations officielles ont cependant refroidi quelque peu les enthousiasmes.

Au nom du président Reagan, le secrétaire américain au commerce, M. Malcom Baldrige, a

plaidé pour un essor des échanges bilatéraux tout en maintenant clairement les restrictions américaines à l'encontre de toute exportation de technologie avancée ou à caractère stratégique.

La réplique du numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a été tout aussi claire. Tant que les États-Unis ne lèveront pas ces restrictions et ne reviendront pas sur leur refus d'accorder à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée, les perspectives commerciales entre les deux pays resteront limitées.

Chacun se renvoie la balle. Les Américains reprochent aux Soviétiques d'avoir, par leur aventurisme, gâché des relations fructueuses. Depuis l'embargo sur les

céréales imposé au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan en janvier 1980 (pour être suspendu il est vrai en avril 1981), la part américaine du marché céréalier soviétique - un débouché à la mesure des difficultés agricoles de l'URSS - est tombée de 80 % à quelque 25 ou 30 %.

De son côté, M. Gorbatchev, tout en soulignant qu'il n'était pas question de mendier la technologie américaine, a mis l'accent sur la portée politique d'un assouplissement de la position commerciale de la Maison Blanche à l'égard de Moscou.

FRANÇOISE CROUGNEAU.
(Lire la suite page 3.)

LES INGÉNIEURS ET LA RECHERCHE TECHNOLOGIQUE

Un défi pour les grandes écoles

La France est fière de ses grandes écoles. L'étranger les lui envie et elles assurent, pour l'essentiel, l'encadrement technique, administratif - voire politique - de notre société.

Et pourtant elles ne sont pas à l'abri des critiques. Tout en faisant leur éloge, le mathématicien Laurent Schwartz, qui fut longtemps professeur à Polytechnique, soulignait, dans son rapport pour la commission du bilan en 1981, qu'elles s'étaient trop tenues à l'écart de la recherche. Cette lacune était à ses yeux la cause principale du retard de notre pays en matière industrielle et technologique.

Effectivement, le grand mouvement d'investissement en faveur de la recherche scientifique qui avait marqué les années 60 et 70 s'était porté sur les universités, sur le CNRS, et sur de nouveaux organismes spécialisés (pour l'agriculture, la médecine, l'énergie atomique, l'aérospatiale...), mais avait peu touché les écoles. Seules quelques-unes d'entre elles (comme les Mines de Paris) ont pris résolument le virage.

C'est pour remédier à cette carence que le gouvernement a pris, depuis 1981, une série de mesures dont M. Hubert Curien, ministre de la recherche, a fait le bilan devant le conseil des ministres du mercredi 11 décembre. Les dotations budgétaires pour la recherche et le nombre des postes de chercheurs ont été augmentés. Des laboratoires et des équipes du CNRS ont été implantés dans des écoles. Des conventions ont été créées pour permettre aux futurs ingénieurs de préparer une thèse. (Actuellement, 5 % seulement des 12000 ingénieurs diplômés chaque année ont reçu une formation sanctionnée par un doctorat. M. Curien souhaiterait doubler ce pourcentage en quatre ou cinq ans.)

L'initiative la plus importante est la création des « pôles de formation d'ingénieurs par la recherche en technologie » (pôles FIRTECH), qui associent des écoles, des universités et des entreprises pour des projets de recherche sur des technologies adaptées au tissu industriel. A la fin 1985, huit pôles FIRTECH

seront créés ou en cours de création en mécanique et matériaux (Grenoble et Paris); biotechnologie (Compiègne et Toulouse); intelligence artificielle et communication (Grenoble); robotique (Toulouse); génie chimique et contrôle des systèmes industriels (Nancy et Compiègne). Il devrait y en avoir, à terme, une quarantaine.

La formation par la recherche n'est toutefois qu'un des problèmes posés aux grandes écoles pour s'adapter aux nombreuses transformations technologiques qui remettent en cause le rôle même de l'ingénieur dans la production, sa compétence, sa fonction sociale. Ces questions, qui auront de profondes répercussions sur la conception et l'organisation des écoles, seront au centre de la rencontre organisée par la conférence des grandes écoles, les 12 et 13 décembre à HEC, sur le thème : « Ingénieurs et cadres du XXI^e siècle. Conséquences pour la formation ? »

F. G.
(Lire notre article « Les ingénieurs face au choc du futur » page 19.)

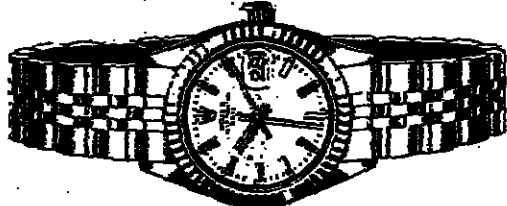
CÉRÉSOLE
WEMPE

JOAILLER

16 rue Royale, Paris 8^e

présente
la collection
complète
Rolex Oyster

ROLEX
GENÈVE



صباحنا من الامل

étranger

EUROPE

Norvège

M. Tchazov, colauréat du prix Nobel de la paix, a esquivé un entretien avec Amnesty International

De notre envoyé spécial

Oslo. — La section norvégienne d'Amnesty International avait demandé à rencontrer le docteur Evgeni Tchazov, colauréat du prix Nobel de la paix — mais cette fois en sa qualité de vice-ministre de la santé publique de l'URSS, — pour évoquer le cas du psychiatre soviétique Anatoli Koryagin, condamné en 1981 à sept ans de camp de travail et cinq ans d'exil intérieur pour avoir dénoncé l'usage de la psychiatrie à des fins politiques. M. Tchazov avait fait savoir qu'il acceptait cet entretien au Grand Hôtel, où il réside à Oslo. Rendez-vous était pris pour le mardi 10 décembre à 15 heures. A l'heure convenue, pas de médecin. Celui-ci attend, à l'hôtel de la presse, dans un bureau de l'université. Le représentant d'Amnesty, M. Per Thomas Andersen, s'engouffre dans un taxi et se rend à l'adresse indiquée. Beaucoup de peine pour rien. L'entretien durera en tout et pour tout deux minutes, ces échanges de mains, quelques échanges de civilités. Le docteur Tchazov refuse de discuter de Koryagin, qui serait très malade, et même de prendre le dossier qu'Amnesty International veut lui remettre. « Envoyez-moi ces papiers à Moscou », dit-il seulement.

Quelques minutes plus tard, à son retour à l'hôtel, sa mémoire lui fait soudain défaut. « Avez-vous rencontré Amnesty ? » — « Vous savez, j'ai vu beaucoup de monde aujourd'hui, alors il est possible que parmi toutes ces personnes... » En dehors de la lutte contre les armes nucléaires, terrain sur lequel il est très prolix, le docteur Tchazov a es-

quivé toutes les questions d'ordre politique ou humanitaire. Il se dit prêt à y répondre, mais en d'autres circonstances, et à Moscou.

La cérémonie de remise du prix, mardi 10 décembre à l'université, n'a été marquée par aucun incident. Dans la salle d'honneur : traditions, famille royale, musique de Grieg et applaudissements pour les fondateurs de l'International des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW), Evgeni Tchazov et le cardiologue américain Bernard Lown. Mais dehors, c'est André Sakharov qui est l'homme du jour. Son portrait est partout. Les manifestants — entre cent et deux cents — brandissent des banderoles et des pancartes sur lesquelles on peut lire, pêle-mêle : « La paix, mais à quel prix ? », « A-t-on oublié Sakharov ? », « Les Afghans goûtent les plaisirs de la paix version soviétique ». Il y a aussi quelques contre-manifestants qui disent « Non à la guerre froide ! » mais tout cela se passe calmement, sans la moindre animosité.

Une mise au point du comité

Dans son discours de présentation du Prix de la paix 1985, le président du comité Nobel, M. Egil Aarvik, a tenu à préciser deux choses. D'une part, que le comité ne formulait aucun jugement sur le programme concret élaboré par l'International des médecins pour l'éradication des armes nucléaires. « Dans ce domaine, nous sommes tous dans le même bateau », a-t-il dit. « Pour reprendre les termes de Nikita Khrouchtchev :

« Après les premières explosions de bombes atomiques, personne ne pourra distinguer les cendres communistes des cendres capitalistes. » (...) Ce qui est important est que cette organisation s'est engagée dans la voie de la fraternisation et de la réconciliation qui sont aujourd'hui les clés du problème du désarmement. » Ces propositions de l'organisation, qui ont été réitérées à la tribune par MM. Tchazov et Lown, présentent de grandes similitudes avec les thèses officiellement développées par les Soviétiques : moratoire immédiat sur les essais nucléaires aux Etats-Unis et en URSS, gel des arsenaux à leur niveau actuel, engagement des Super-Grands à ne pas utiliser le premier l'arme nucléaire, non-militarisation de l'espace.

D'autre part, M. Aarvik a souligné que le prix Nobel avait récompensé ces dix dernières années, « à juste titre », plusieurs défenseurs des droits de l'homme et des droits civiques et que le comité suivait attentivement la longue marche de ces anciens lauréats « avec l'espoir que les idées qu'ils représentent pourront progresser et être réalisées dans la liberté qui est le droit de tous les humains ». Il est clair que le président du comité faisait allusion ici à André Sakharov et à Lech Walesa.

ALAIN DEBOVE.

URSS

LE DEVOIR DE GARDER SON CHAPEAU

Comme chaque année, le geste symbolique tenté le 10 décembre par une poignée de « dissidents » soviétiques à l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme a été déjoué à l'avance par les soins du KGB. La manifestation — répétée tant bien que mal sous la même forme depuis près de vingt ans — consiste à s'approcher de la statue de Pouchkine, au centre de Moscou, et à ôter son chapeau (tous les Soviétiques se déplaçant l'hiver avec un couvre-chef).

Mardi, sous une neige qui tombait en abondance, un petit groupe de manifestants a tenté de se retrouver place Pouchkine. A peine l'un d'entre eux eut-il déclaré son intention de lire un poème que les policiers en civil qui attendaient depuis plusieurs heures autour de la statue se jetèrent sur les « manifestants », qui n'eurent même pas le temps de se découvrir. Quelques cris, une poignée de tracts confisqués, une douzaine d'interpellations, quelques journalistes bousculés au passage et une caméra de télévision brisée, et ce fut tout. Un policier expliqua par la suite que les personnes arrêtées avaient « troublé la paix publique ».

Le même jour, la Pravda célébrait à sa manière le trente-septième anniversaire de la déclaration des droits de l'homme en exaltant les « libertés politiques et les droits sociaux étendus » dont jouissent les citoyens de l'URSS, par contraste avec le monde capitaliste où « des dizaines de millions de personnes sont privées de tous droits et mènent une existence misérable ». Quant à la télévision soviétique, elle a illustré sa dénonciation de l'« exploitation capitaliste des Noirs aux Etats-Unis par un reportage sur le chanteur Michael Jackson. — (Reuters, UPI, AP.)

● **Manifestations à Santiago.** — La police chilienne a fait usage de gaz lacrymogènes et de caïrons à eau pour disperser, mardi 10 décembre, une manifestation sur les marches de la cathédrale de Santiago marquant le trente-septième anniversaire de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Une centaine de jeunes gens ont, d'autre part, défilé mardi soir et bloqué la circulation sur la principale avenue de la capitale. Une vingtaine de personnes ont été arrêtées, dont deux photographes de périodiques d'opposition. — (AFP-Reuters.)

● **Première réunion de la conférence anglo-irlandaise.** — Le renforcement de la coopération entre Dublin et Londres dans la lutte contre le terrorisme est le sujet le plus important et le plus délicat à l'ordre du jour de la rencontre qui devait avoir lieu ce mercredi 11 décembre à Belfast entre M. Peter Barry, ministre irlandais des affaires étrangères, et M. Tom King, secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord. — (Corresp.)

Italie

La ligne « centriste » de M. Natta s'est imposée devant le comité central du PCI

De notre correspondant

Rome. — Le comité central du Parti communiste italien, réuni en un marathon de quatre journées, s'est achevé le mardi 10 décembre. Il a mis la touche finale aux « thèses » qui seront présentées au dix-septième congrès, en avril prochain, à Florence.

Fait nouveau, les journalistes ont été informés assez minutieusement du contenu des amendements de l'avant-projet, du résultat des discussions et du résultat du vote.

Le texte final, qui ne s'éloigne que d'une façon secondaire de l'avant-projet préparé par des fidèles du secrétaire général, M. Alessandro Natta, a été approuvé par 236 voix contre 12 abstentions.

Tout au long de la réunion, les hommes que l'on classe « à gauche » de l'échiquier communiste ont fait valoir contre le noyau dirigeant du parti. Il s'agit de la petite aile pro-soviétique de M. Armando Cossutta et de l'inclassable Pietro Ingrao, leader respecté dans le parti, volontiers chantre d'une « certaine » « spontanéisme » révolutionnaire et aujourd'hui adopté d'une « troisième voie » entre le communisme et le capitalisme... qui ne serait pas le socialisme !

En revanche, l'« aile droite », qui prône ouvertement une évolution social-démocratique du PCI, est restée dans le rang.

L'un de ses tenants les plus notables, M. Giorgio Napolitano, président du groupe à la Chambre et partisan d'un rapprochement avec le PS, n'avait pas, dit-on ici, jugé opportun de hausser la voix aux approches d'un congrès où des positions importantes seront sans doute à prendre, dans la perspective de la succession de M. Natta.

Quant à la figure de proue du « communiste social-démocrate », le secrétaire général du syndicat CGIL, M. Luciano Lama, il était en situation trop difficile pour mener une partie active. Sa gestion à la tête du syndicat est qualifiée d'« oligarchique », et on lui reproche d'écouter plus attentivement M. Craxi que les doléances de la base.

Les opposants « de gauche » ont proposé une foule d'amendements, destinés moins à faire triompher leurs propres « thèses » — les jeux, de ce point de vue, semblaient faits dès le départ — qu'à contraindre l'énorme « marais » centriste à se découvrir clairement par la façon dont il les repousserait. L'image qui s'est alors imposée est celle d'un parti dont l'axe s'est visiblement déplacé du centre gauche au centre droit. Les thèmes sur lesquels les « gauches » ont choisi de se battre n'étaient certes pas inattendus. Le parti devait-il, par exemple, revenir sur le jugement négatif, formellement porté après les événements de 1981 en Pologne, sur le « socialisme réel » des pays de l'Est ?

Gouvernement de programme

Comme l'avant-projet ne manquait pas de saluer « la nouvelle direction soviétique », pour avoir « repris avec décision des initiatives politiques et diplomatiques », il n'est pas apparu nécessaire de forcer la note. Mais la gauche souhaitait vivement que la responsabilité particulière de Washington, dans la course aux armements spatiaux, soit clairement proclamée. Comme le débat s'échauffait, M. Natta a jugé préférable le « renvoi » en commission, pour une nou-

velle rédaction, laquelle n'a naturellement pas donné satisfaction aux opposants.

Enfin, le secrétaire général a vu triompher sa principale proposition de politique intérieure, visant à défendre l'idée d'un « gouvernement de programme », face à celle d'un « gouvernement constituant », soutenue par M. Ingrao.

L'une et l'autre formule semble bien d'ailleurs recouvrir d'un voile pudique l'actuelle incapacité du PCI, en dépit de ses 30 % de voix, à influencer autrement qu'« en creux » sur la politique intérieure italienne.

L'expérience de « compromis historique » avec la démocratie chrétienne a tourné court en 1979, et la stratégie « alternative démocratique », autrement dit d'union de la gauche, supposait acquis... l'accord d'un PS pour l'heure plus que réticent.

Longtemps, le PC a, en manière de compensation à son éloignement prolongé du pouvoir central, eu un « os à ronger » : un droit de veto sur la politique sociale, et une forte participation à la gestion locale. Or, en raison de la crise économique et de ses conséquences, le contrôle du « social » échappe de plus en plus au PC. M. Craxi a même pu se permettre de le déifier ouvertement, en imposant en 1984 une limitation de la progression automatique des salaires, via l'échelle mobile.

Aut début de l'automne, les communistes italiens se trouvaient totalement « encalminés ». L'affaire de l'achille Laura, où M. Craxi a assumé, au moins sur le plan rhétorique, des positions nationalistes (c'est-à-dire de confrontation avec les Etats-Unis), a cependant permis à M. Natta et à ses amis, de sortir, sans paraître se renier, de l'impasse où ils s'étaient eux-mêmes engagés.

M. Craxi est désormais considéré comme un interlocuteur acceptable par la majorité des dirigeants communistes italiens, même si la DC et le PS paraissent aujourd'hui plus intéressés à se disputer mutuellement la part substantielle du pouvoir qu'à couvrir le PC au banquet.

JEAN-PIERRE CLERC.

Pologne

Un déplacement de M. Walesa en France est hautement improbable

Le procès en appel de l'historien Adam Michnik et de deux dirigeants de Solidarité, Bogdan Lis et Wladyslaw Frasyniuk, condamnés au printemps dernier à des peines de deux ans et demi à trois ans et demi de prison, aura lieu les 14 et 15 janvier prochain devant le Tribunal suprême de Pologne.

Ce type de procès en appel peut se dérouler sans la présence des accusés. A peu près au même moment, cinq dirigeants de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN), en particulier M. Leszek Moczulski, passeront en jugement devant le tribunal régional de Varsovie, a indiqué mardi 10 décembre le porte-parole du gouvernement. La veille, l'agence officielle PAP avait annoncé la libération de vingt-cinq prisonniers politiques, portant à cent quatre-vingt-six (dont vingt-deux femmes) le nombre des personnes libérées (sous condition) jusqu'à présent dans le cadre des « mesures de clémence humanitaire » décidées après les dernières élections législatives. Aucun des représentants les plus connus de Solidarité actuellement emprisonnés n'a bénéficié d'une telle mesure.

D'autre part, le major Gornicki, qui avait accompagné le général Jaruzelski lors de sa visite à Paris, s'est étonné du déroulement de ce séjour et a tourné en dérision ceux qui avaient manifesté à Paris contre la venue du premier secrétaire. Il s'en est pris en particulier à Yves Montand, « renégat plus ridicule que dangereux », qui, « dans sa vieillesse, a perdu sa voix et son talent ».

Interrogé sur l'éventualité d'un voyage de M. Walesa à Paris, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a déclaré que les diverses informations judiciaires dont il est l'objet constituaient un « sérieux obstacle à un tel déplacement » et que, par ailleurs, les autorités de Varsovie « ne pouvaient garantir » à M. Walesa que, au cas où il serait autorisé à partir à l'étranger, il pourrait ensuite regagner son pays.

L'hypothèse d'une venue de M. Walesa à Paris était née de la question posée par un journaliste au président Mitterrand, alors qu'il se trouvait aux Amériques aussitôt après sa rencontre avec le général Jaruzelski. M. Mitterrand avait alors déclaré que M. Walesa serait le bienvenu à Paris. L'intéressé, à Gdansk, avait répondu par une sorte de boutade, en disant que ses valises étaient prêtes, mais qu'il serait heureux d'avoir une invitation officielle — et surtout une garantie de retour. Après les déclarations du porte-

parole officiel, ce voyage éventuel est plus improbable que jamais.

A Wrocław, dans le sud-ouest du pays, un mot d'ordre de « préparation à la grève » a été lancé par l'Association indépendante des étudiants (une organisation illégale) pour prévenir l'éventuel renvoi de professeurs ou d'étudiants pour des motifs politiques. Dans la nuit du 5 décembre, des policiers en civil et en uniforme avaient pénétré dans la cité universitaire, arraché une grande quantité de tracts apposés sur les murs et procédé à quelques brèves interpellations.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-33-06-81
Tél. : (1) 42-46-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

3, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-95-91-81 ou 45-95-91-71
Tél. MONDIPUB 296 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 80 F. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$; Grèce, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 6 380 Y. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 236 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Thaïlande, 1,80 B. ; Yougoslavie, 110 ml.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

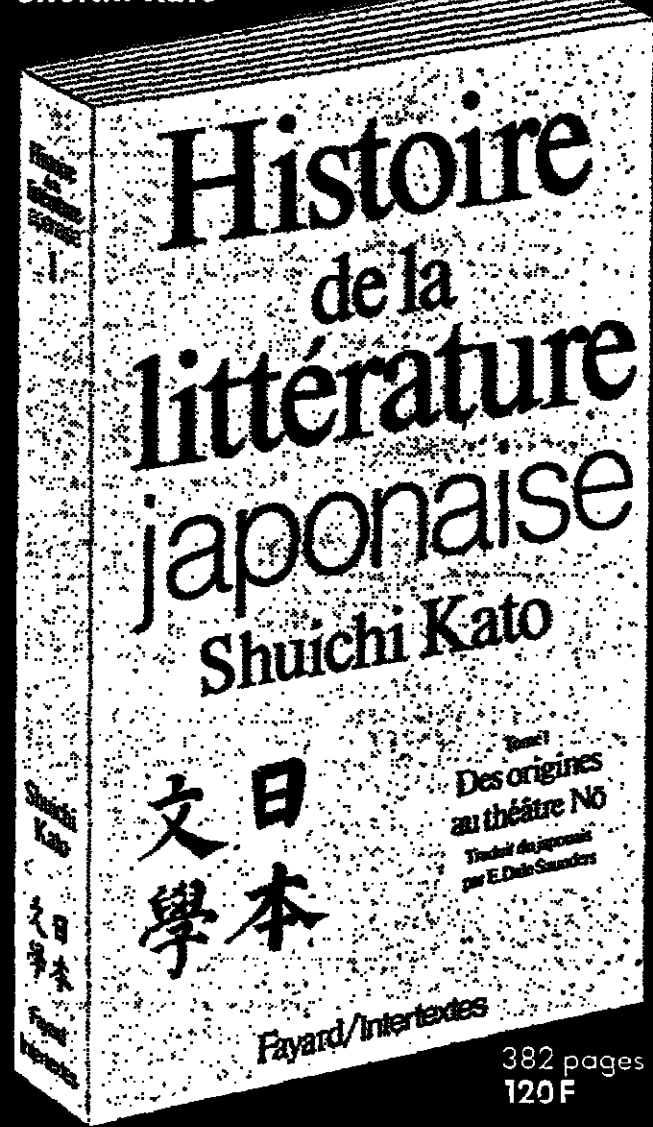
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0393-2037

“Si l'on veut appréhender le système de pensée, les valeurs de la culture nipponne, il faut l'aborder par la littérature.”

Shuichi Kato



382 pages
120 F

A PARAÎTRE :

Tome 2, L'isolement : du XVII^e au XIX^e siècle.
Tome 3, L'époque moderne.

FAYARD / INTERTEXTES

DIPLOMATIE

La ruée vers le marché soviétique

(Suite de la première page.)

S'il refuse d'y voir une « tragédie économique », le secrétaire général a regretté que les États-Unis n'occupent que le treizième rang parmi les partenaires commerciaux de l'URSS, qui ne figure, quant à elle, qu'à la seizième place dans le commerce extérieur américain. Une situation à laquelle M. Baldrige semble prêt à chercher remède sans tarder : « dans l'immédiat », de soumettre à un Congrès, réputé hostile, une législation permettant d'offrir aux Soviétiques la clause de la nation la plus favorisée.

Quelques beaux contrats pour l'avenir

Au-delà des clarifications des positions mutuelles, chacun a voulu voir dans ces retrouvailles commerciales une bonne base de départ pour des discussions qui s'annoncent longues.

Avec pragmatisme, les chefs d'entreprise américains présents à Moscou soulignent qu'en tout état de cause la situation ne pouvait que s'améliorer à l'avenir.

Le commerce américano-soviétique est tombé de quelques 4 milliards de dollars en 1979 à environ 2 milliards en 1980, pour ne reprendre que très modestement : actuellement, on estime à 2,6 milliards de dollars les ventes américaines - essentiellement de céréales - et à 600 millions seulement celles des Soviétiques.

Compte tenu des besoins en biens d'équipement de l'URSS, les hommes d'affaires américains estiment avoir quelques beaux contrats à engranger à l'avenir. En attendant qu'une coexistence politique accrue puisse se traduire vraiment en gains pour les exportateurs.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

M. Gorbatchev prêche la coexistence

Dans un discours prononcé mardi 10 décembre au Kremlin au cours d'un banquet offert en l'honneur de M. Malcolm Baldrige, ministre américain du Commerce, M. Gorbatchev s'est livré à un vigoureux plaidoyer en faveur de la coexistence et a invité les États-Unis à renoncer à leur « politique discriminatoire » imposant des restrictions politiques au commerce entre les deux pays. « Dans ce monde dangereux », a dit le secrétaire général du PC soviétique, nous n'avons pas le droit de négliger le facteur stabilisateur des relations qu'est le commerce (...). Si les entraves politiques sont éliminées, je suis certain que nous verrons s'ouvrir devant nous de vastes perspectives. »

Dans ce discours de vingt-cinq minutes, qui a été retransmis intégralement au journal télévisé soviétique dans la soirée, M. Gorbatchev a encore évoqué le récent sommet soviéto-américain de Genève, qu'il a présenté comme « un certain succès ». « Mais ce n'est que le premier pas », a-t-il dit. « Ceux qui le suivront exigeront plus d'efforts, une plus grande disposition à écouter, un désir et la capacité de comprendre et d'aller au-devant l'un de l'autre. » A propos de ces prochains sommets, une source gouvernementale ouest-allemande a précisé à Bonn, mardi, que la prochaine rencontre entre MM. Reagan et Gorbatchev devait avoir lieu aux États-Unis en juin prochain. — (AFP, Tass.)

Espagne

Un accord est en vue pour la réduction de la présence militaire américaine

De notre correspondant

Madrid. — Après plusieurs mois d'une polémique parfois vive entre les deux pays, les États-Unis ont finalement accepté, non sans quelques circonvolutions, le principe d'une réduction de leur présence militaire en Espagne. Tel est le principal résultat des conversations qu'ont eues à Madrid, les lundi 9 et mardi 10 décembre, les délégations des deux pays.

C'est dans des termes passablement alambiqués qu'un communiqué conjoint rendu public mardi soir, le confirme : « Les deux gouvernements ont décidé d'ouvrir, durant le premier semestre de 1986, des négociations préliminaires qui conduiront à la révision de leur traité d'amitié, de défense et de coopération. » (1). Le texte poursuit : « L'un des objectifs de ces négociations sera d'ajuster la présence militaire américaine en Espagne au niveau jugé nécessaire (...), ajustement qui impliquera une diminution échelonnée de ladite présence. » Ce communiqué précise, d'autre part, que les forces armées espagnoles devront assumer les responsabilités dont seront déchargées les militaires américains.

Le désaccord sur cette question durait depuis plus d'un an. C'est en octobre 1984, en effet, que le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, avait affirmé devant le Parlement que, en échange de son maintien dans l'OTAN, l'Espagne entendait obtenir une réduction de la présence militaire américaine sur son territoire. Plusieurs responsables du gouvernement l'avaient répété tout au long de l'année 1985, mais Washington affirmait, contre toute évidence, n'avoir été officiellement saisi d'aucune requête en ce sens. Le ton avait commencé à monter, et, le 28 novembre, M. Gonzalez avait menacé de prendre une décision unilatérale si le blocage persistait (Le Monde du 30 novembre).

Le gouvernement de Madrid considère qu'une réduction des effectifs militaires américains, voire la fermeture d'une des quatre bases utilisées par les États-Unis, comme celle de Torrejón (que sa proximité de la capitale rend particulièrement impopulaire), serait un bon argument pour convaincre l'opinion publique de voter en faveur du maintien dans l'OTAN lors du référendum prévu sur ce thème.

Washington, en revanche, veut éviter de s'engager avant de connaître, justement, le résultat de ce référendum. En fixant sans autre précision l'ouverture des négociations au premier semestre de l'an prochain, le communiqué donne finalement satisfaction aux deux parties : M. Gonzalez pourra invoquer la promesse américaine durant la campagne pour le référendum, mais les négociations ne commenceront, en fait, qu'après que ce dernier aura eu lieu, en mars vraisemblablement.

THÉRIER MALINIAK.

(1) Signé pour la première fois en 1953 et régulièrement renouvelé depuis.

FRANCOPHONIE

Lyrisme désargenté

Ce n'est pas la seconde réunion du Haut Conseil de la francophonie, tenue à Paris les 9 et 10 décembre (le Monde du 10 décembre), qui aura convaincu sur la capacité de cette instance - elle regroupe un assez bel échantillon de l'intelligentsia utilisant la français à travers le monde - à donner un souffle à l'ensemble francophone. « Beaucoup d'envoies, quelques propositions d'action, toujours les mêmes d'ailleurs, comme la nécessité de baisser le prix du livre français à l'étranger, mais pas de crédits à l'horizon », confiait l'un des benjamins du Haut Conseil, qui ne cachait pas, face à ce lyrisme désargenté, il avait eu envie de démissionner.

Plusieurs autres membres ne s'étaient pas dérangés, dont, paraît-il, les deux représentants belges. M. Mitterrand, qui est président de droit du Haut Conseil, ne lui a consacré qu'une petite heure, d'ailleurs occupée pour près de moitié par les revendications économiques du délégué vietnamien. M. Tahar Ben Jelloun (Maroc), fort d'avoir précédemment obtenu le maintien du lycée français de Tanger, a quand même eu la temps de demander au chef de l'Etat de « maintenir tous les lycées

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — « Cette visite marque la continuité et la qualité exceptionnelle des relations entre la France et Israël. » Visiblement satisfait, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a conclu en ces termes, mardi 10 décembre, un séjour de quarante-huit heures à Jérusalem qui, a-t-il dit, illustre l'attention que la France porte au Proche-Orient et « le rôle d'Israël sur la scène internationale ». A sa façon, plus carrée, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, a dressé le même constat : « Chaque visite tourne à la manifestation d'amitié, et quand il n'y a pas de visite, c'est qu'il n'y a pas d'amitié à manifester. »

On a donc célébré l'entente, du moins au chapitre des relations bilatérales, ce qui relève plutôt de la routine depuis 1981 si l'on excepte une période de friction au moment de l'intervention israélienne au Liban. Les deux parties sont convenues de réunir dès janvier à Jérusalem la commission mixte chargée de l'étude des dossiers économiques et notamment du projet, aujourd'hui en panne, de la construction de deux centrales nucléaires françaises en Israël.

Une délicate « cohabitation »

Les responsables israéliens sont surtout préoccupés par les répercussions sur leur économie de l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun. Cette question a été au centre des conversations que M. Dumas a eues mardi avec M. Shamir. Comme les pays du Maghreb, Israël redoute de voir ses productions agricoles subir de façon brutale la concurrence des produits espagnols et portugais sur les marchés européens. La commission de Bruxelles vient d'être mandatée pour amorcer des négociations à ce sujet. L'objectif est de maintenir à un niveau égal, au moins durant une période transitoire, le volume des échanges existant aujourd'hui entre Israël et les pays de la CEE, et dont la France, a dit M. Dumas.

M. Dumas avait longuement traité du Proche-Orient lundi avec M. Shamir et avec le premier ministre, M. Shimon Pérès, puis mardi

La guerre du Golfe

L'ARABIE SAOUDITE N'A REMARQUÉ « AUCUNE ÉVOLUTION » DANS L'ATTITUDE DE TÉHÉRAN

A l'issue de la visite officielle en Arabie saoudite du ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, le chef de la diplomatie saoudienne, l'émir Saoud el Fayçal, a déclaré qu'il n'avait remarqué « aucune évolution dans l'attitude de l'Iran vis-à-vis de la guerre du Golfe ».

La position iranienne a été réaffirmée à Téhéran par le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, qui a estimé, mardi, que « la paix (avec l'Irak) n'est envisageable que si l'Irak obtient réparation des dommages et justice pour les crimes dont le régime baasiste est responsable ». M. Mousavi a indiqué qu'une éventuelle condamnation de l'Irak par le Conseil de sécurité de l'ONU constituerait « un premier pas » vers cette « punition de l'agresseur », réclamée par Téhéran.

Le premier ministre iranien a ajouté que le voyage effectué par le ministre iranien des affaires étrangères en Arabie saoudite, n'avait « rien à voir avec le problème de la paix ou celui de l'attitude du Conseil de sécurité ». « M. Velayati est allé simplement expliquer aux autorités saoudiennes le point de vue de la République islamique », a-t-il dit.

Le chef du cabinet iranien a, dans ce contexte, salué le changement apparu dans la diplomatie des États du Golfe à l'occasion de leur sommet à Mascate (Oman) et en a conclu que ces pays avaient « abandonné l'espoir de voir s'élever la République islamique ». — (AFP.)

LA FIN DE LA VISITE DE M. DUMAS A JÉRUSALEM

La France considère « avec faveur » l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient

avec des personnalités palestiniennes, qui ont été reçues au consulat de France à Jérusalem : MM. Rachad Chawa (maire destitué de Gaza), Elias Freij (maire de Bethléem), Moustapha Natche (maire destitué d'Hébron), Khatem Abou Ghazaleh et Hassa Signora. Le ministre a indiqué à la presse qu'il avait rappelé à tous ses interlocuteurs les positions traditionnelles de la France, y compris la reconnaissance par Paris « du droit légitime des Palestiniens à une patrie ». De même, il a réaffirmé que la récente vague d'opérations terroristes n'avait pas entraîné de « révision » de la politique française à l'égard de l'OLP, une organisation, a-t-il souligné, qui, « si elle n'est pas représentative de l'ensemble du peuple palestinien », doit cependant avoir, « le moment venu, son mot à dire dans la négociation, au nom du peuple palestinien ». Sans attribuer de rôle particulier à Paris dans les efforts en cours pour relancer le processus de paix, M. Dumas a relevé que la France « voyait avec faveur se dessiner l'idée d'une conférence internationale au sein de laquelle auraient lieu des négociations directes entre les parties concernées ».

Une délicate « cohabitation »

Les responsables israéliens sont surtout préoccupés par les répercussions sur leur économie de l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun. Cette question a été au centre des conversations que M. Dumas a eues mardi avec M. Shamir. Comme les pays du Maghreb, Israël redoute de voir ses productions agricoles subir de façon brutale la concurrence des produits espagnols et portugais sur les marchés européens. La commission de Bruxelles vient d'être mandatée pour amorcer des négociations à ce sujet. L'objectif est de maintenir à un niveau égal, au moins durant une période transitoire, le volume des échanges existant aujourd'hui entre Israël et les pays de la CEE, et dont la France, a dit M. Dumas.

M. Dumas avait longuement traité du Proche-Orient lundi avec M. Shamir et avec le premier ministre, M. Shimon Pérès, puis mardi

unies, peut s'expliquer par la personnalité du nouveau haut-commissaire, âgé de quarante-sept ans, jusqu'à présent directeur des activités opérationnelles du Comité international de la Croix-Rouge, et qui conjugué des dons reconnus de gestionnaire, de négociateur et d'homme de terrain.

La Croix-Rouge internationale, dont le fonctionnement s'est nettement amélioré ces dernières années, doit une part de sa crédibilité mondiale à l'action politique et pratique de M. Hocké. Comme elle doit en grande partie son efficacité à travers le monde à la capacité dont il a fait preuve pour recueillir des fonds dès qu'elle en avait besoin pour financer des opérations d'urgence.

A LA TÊTE DU HAUT-COMMISSARIAT AUX RÉFUGIÉS

M. Jean-Pierre Hocké succède à M. Poul Hartling

M. Jean-Pierre Hocké, jusqu'à présent directeur des activités opérationnelles du Comité international de la Croix-Rouge, a été nommé mardi 10 décembre, à New-York, haut-commissaire pour les réfugiés par l'Assemblée générale des Nations unies. Il est le troisième Suisse à occuper cette fonction depuis la création du HCR en 1951. M. Hocké succède à M. Poul Hartling (Danemark). Son mandat de trois ans commencera le 1^{er} janvier prochain.

De notre correspondante

Genève. — Alors que son pays n'est pas membre de l'ONU, la Suisse vient d'être élu haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

Ce choix présente l'originalité d'avoir été fait en raison des capacités et de l'expérience du candidat, et non pas, comme il arrive souvent en Suisse, à la suite de marchandages politiques. M. Jean-Pierre Hocké semble bien être, en outre, de tous les candidats qui avaient postulé, celui qui avait le plus de chances de faire sortir le HCR de la crise budgétaire où il se débat depuis si longtemps. Et si les États-Unis ont appuyé avec force la candidature suisse, c'est avant tout par souci d'efficacité. Washington est en effet le principal donateur du HCR, dont le budget ne repose que sur des contributions volontaires. Depuis plusieurs mois, on n'y ménage pas les critiques sur la gestion de l'organisation.

M. Hocké était également soutenu par l'Angola, Cuba, l'Éthiopie, le Vietnam... La décision de M. Perez de Cuellar, entérinée par l'Assemblée générale des Nations

unies, peut s'expliquer par la personnalité du nouveau haut-commissaire, âgé de quarante-sept ans, jusqu'à présent directeur des activités opérationnelles du Comité international de la Croix-Rouge, et qui conjugué des dons reconnus de gestionnaire, de négociateur et d'homme de terrain.

La Croix-Rouge internationale, dont le fonctionnement s'est nettement amélioré ces dernières années, doit une part de sa crédibilité mondiale à l'action politique et pratique de M. Hocké. Comme elle doit en grande partie son efficacité à travers le monde à la capacité dont il a fait preuve pour recueillir des fonds dès qu'elle en avait besoin pour financer des opérations d'urgence.

Un cadeau empoisonné

Les débuts du nouveau « patron » du HCR ont pourtant été modestes. Après des études administratives et économiques, il est parti pour le Nigeria en 1963, pour... y vendre des Peugeot à la SOCA (Société commerciale pour l'Ouest africain).

En 1968, tandis qu'éclate la guerre du Biafra, le CICR est confronté, au Nigeria, à des difficultés qui paraissent insurmontables. C'est alors que M. Hocké est engagé par cet organisme. Un an plus tard, il est nommé chef de délégation au Nigeria et ne tarde pas à y faire la démonstration de ses capacités aussi bien que de ses ambitions. Pourtant, il n'a pas le profil d'un diplomate de carrière et n'est pas issu de l'aristocratie genevoise ou vaudoise. Mais il a trouvé le moyen de créer un style personnel de jeune loup à qui tout réussit.

Il ne cesse de monter en grade et est nommé chef de délégation au Liban, puis en Jordanie au moment de Septembre noir, enfin au Viet-

A vrai dire, indique-t-on de bonne source, ces conversations ont aussi laissé à M. Dumas le sentiment que la « cohabitation » était un exercice politique délicat... en Israël. Car, selon qu'on s'adresse à M. Shamir (Likoud) ou à M. Pérès (travailliste), les impressions recueillies sont sensiblement différentes : le premier réaffirme son opposition catégorique à toute idée de conférence internationale et affiche son pessimisme devant les rapprochements actuels entre la Jordanie et la Syrie et entre l'OLP et l'Égypte ; le second est, sur ces mêmes sujets, beaucoup plus serein et moins catégorique.

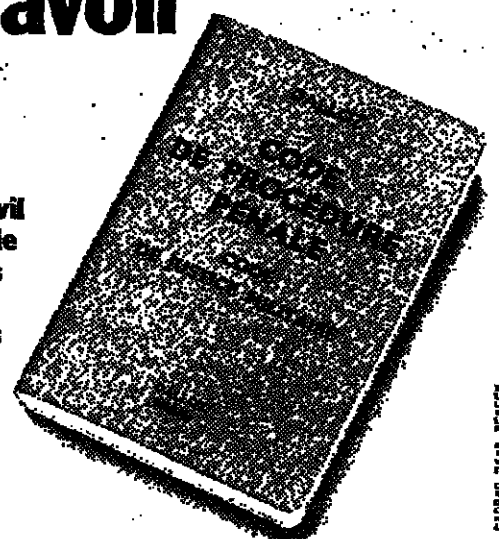
Les conversations ont également porté sur un éventuel dégel des relations entre le bloc de l'Est et l'État hébreu. Interrogé sur certaines rumeurs, le ministre a démenti que la question d'un éventuel rétablissement des relations entre l'URSS et Israël et celle de l'émigration des juifs soviétiques aient été abordées lors de la récente rencontre à Paris entre le président Mitterrand et le général Juretski. « Il est délicat », a dit M. Dumas, pour deux chefs d'État responsables de parler des problèmes d'un pays tiers. »

ALAIN FRACHON.

Le droit de savoir

20 codes Dalloz. Du code civil au code du travail en passant par le code de commerce et le code des loyers. Toutes les lois annotées, d'accès facile grâce à de nombreuses tables. Vous avez le droit de savoir.

CODES DALLOZ



صكرا من الامم

APRES COSMOS...

COMMENT
CARL SAGAN · ANN DRUYAN



Relié, 400 pages.
400 illustrations.
250 F

...LE RETOUR DE CARL SAGAN

صحنه من الاله

صوتنا من الامل

politique

Ultimes séances de l'ultime session au Parlement

Le Parlement vit les ultimes jours de l'ultime session de cette législature, celle de la gauche. Tous les ratés apparus au fil des ans dans le travail parlementaire atteignent maintenant leur paroxysme. Pour marquer une opposition de plus en plus déterminée, le Sénat a transgressé la procédure budgétaire : débattre des politiques menées par les divers ministres au cours de la discussion de la première partie de la loi de finances, théoriquement réservée à l'examen des recettes de l'Etat et des grandes masses de ses dépenses, est contraire à toutes les traditions et n'est pas conforme à l'esprit de la loi

organique régissant cette partie de l'activité parlementaire.

Pendant ce temps, l'obstruction menée par les communistes à l'Assemblée nationale contre le projet de loi sur la flexibilité du temps de travail confirme ce qu'avait déjà montré la droite : un petit groupe de députés peut bloquer les mécanismes législatifs, voire imposer ses vues à la majorité tant que le gouvernement refuse d'utiliser l'arme absolue, de l'engagement de responsabilité. Cette constatation commence à inquiéter de nombreux observateurs : que se passera-t-il si, après les élections de

mars, le Front national dispose de trente députés lui permettant de constituer un groupe parlementaire, et que on abuse de toutes les possibilités de règlement ?

Depuis le début de la législature, la majorité a été assaillie d'une forte filère législative. Aujourd'hui, c'est de la bouillasse. Pour passer leur bilan, pour régler des problèmes en suspens dans le sens qu'ils souhaitent, et ainsi éviter qu'ils ne le soient d'une autre manière par la future majorité, parce qu'un certain nombre d'arbitrages ont été traités en longueur, les cabinets ministériels vivent leurs derniers jours.

Dans cette dernière ligne droite, l'Assemblée comme le Sénat sont complètement embouteillés.

Tant et si bien que tous les textes en instance ne pourront être définitivement adoptés avant le 20 décembre à minuit, terme constitutionnel de cette session d'automne. Une session extraordinaire est d'ores et déjà certaine à la veille de Noël. Elle ne sera probablement pas suffisante. Il n'est donc pas exclu que le Parlement doive travailler dans les premiers jours de janvier, alors même que de nombreux députés seront surtout occupés par leur campagne électorale. Pour venir à bout de leur programme, les socialistes devront jouer les prolongations.

THIERRY BRÉMER.

AU SÉNAT

Rejet du budget et tentative de dialogue

Le Sénat a rejeté, mardi 10 décembre, par 231 voix contre 69, la première partie du projet de loi de finances pour 1986. Les sénateurs radicaux de gauche ainsi que M. Abel Sempé, M. Alain Pöcher, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance, n'ont pas pris part au vote. Seul, M. Edgar Faure s'est abstenu volontairement.

Ainsi communistes et opposition, celle-ci étant majoritaire au palais du Luxembourg, se sont retrouvés pour condamner le dernier budget de la législature. La dernière séance, consacrée au débat budgétaire commencé le 21 novembre, a été marquée par cette double offensive de la majorité sénatoriale et des élus communistes contre l'action gouvernementale.

Aux chiffres avancés tant par M. Maurice Blin (Un. centr., Ardennes), rapporteur général, comparant le pouvoir d'achat des ménages ou encore les prélèvements obligatoires entre, d'une part, 1974 et 1981 et, d'autre part, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, que par M. Jean-Pierre Fourcade (R.I. Haute-de-Seine), notamment sur le déficit de créations d'emplois constaté depuis quatre ans, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget, a beau jeu de répondre que mieux vaut, pour saisir la réalité, s'en tenir à la situation au même moment de pays équivalents, plutôt que de prendre en compte les résultats économiques dans le temps.

Donnant de cette façon raison à M. René Monory (Un. cent., Vienne), le secrétaire d'Etat n'en était que plus à l'aise pour reprocher aux deux anciens ministres de l'éco-

nomie de n'avoir pas fait les choix « courageux » auxquels la gauche a procédé en 1983. Il n'en était que plus à l'aise aussi pour ironiser sur les communistes, qui ont attendu plus d'un an après le virage de la rigueur pour quitter le gouvernement. Sur ce point, après avoir entendu les critiques de M. James Marson (P.C. Seine-Saint-Denis), M. Emmanuelli a estimé que la seule « raison de vivre » du PCF est de tomber « à bras raccourcis » sur le PS et d'« altérer » l'image des socialistes, « dernière composante de la gauche au pouvoir ». « Vous redoublez d'efforts pour que la droite revienne au pouvoir (...). Votre unique objectif est de démolir une formation politique qui allie justice et liberté », a-t-il ajouté.

L'autre aspect du débat a concerné la procédure choisie par la majorité sénatoriale pour l'examen du budget. Décidée à ne pas accepter une loi de finances « truquée, bloquée et en forme de piège », selon l'expression de M. Blin, elle a choisi une procédure qualifiée par M. Emmanuelli d'« originale », « curieuse », « bizarre » et « étrange », en résumé une « mascarade », consistant à allonger la discussion générale, qui habituellement dure trois jours, par des débats thématiques lui permettant de dresser un sévère réquisitoire de l'action du gouvernement menée depuis 1981 dans les secteurs les plus importants.

Ce choix n'a guère satisfait l'ensemble des représentants de la majorité sénatoriale, dans la mesure où il était le résultat d'un compromis entre le RPR, d'une part, certains indépendants (R.I.) favorables à l'abrégement du débat par le vote

d'une question préalable et les centristes et modérés de la Gauche démocratique, partisans d'une solution permettant l'examen des crédits budgétaires ministère par ministère, d'autre part. Pour les socialistes et M. Henri Duffaut (Vaucluse), le Sénat s'est privé de son droit de contrôle des dépenses de l'Etat. En outre, ils estiment que ce « simulacre » de débat était destiné, comme l'a expliqué M. Emmanuelli, à permettre à l'opposition de présenter une unité de façade qu'elle aurait été bien en peine de réaliser s'il lui avait fallu faire des propositions communes.

D'autre part, le Sénat a examiné, mardi 10 décembre, les textes suivants :

PROCÉDURE PÉNALE

La deuxième lecture du projet de loi relatif à la simplification de certaines procédures pénales a été limitée à la confirmation par le Sénat de certaines positions adoptées en première lecture (Le Monde du 25 octobre) et que les députés avaient écartés (Le Monde du 28 novembre). A été porté ainsi de deux à trois ans le délai au terme duquel les objets saisis deviennent propriété de l'Etat si la restitution n'a pas été demandée ou décidée. Au nom du respect de la chose jugée, le Sénat a maintenu son refus, d'une part, de laisser au tribunal, en cas de non-comparution de l'opposant, la possibilité de modifier le jugement précédemment rendu par défaut, et, d'autre part, de permettre à toute juridiction ayant prononcé une peine d'emprisonnement de six ans au plus de décider de lui substituer un travail d'intérêt général. Il a également

limité le nombre des activités susceptibles d'être effectuées sous un régime de semi-liberté.

ÉGALITÉ ENTRE ÉPOUX

Après l'échec de la commission mixte paritaire et une nouvelle lecture à l'Assemblée nationale, le Sénat a adopté à l'unanimité le projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs. Les deux Chambres du Parlement n'ont plus qu'un point de divergence qui porte sur le régime à appliquer aux baux d'habitation passés sur des biens communs. Les députés estiment que chacun des deux époux peut consentir un bail pour les immeubles d'habitation dépendant de la communauté. Les sénateurs, eux, considèrent que la cogestion, c'est-à-dire l'accord des deux époux, est nécessaire pour les baux entraînant une occupation supérieure à deux ans. Les deux Assemblées sont, d'autre part, d'accord pour l'instauration d'un droit d'usage par les enfants du nom de leur parent qui ne leur a pas transmis le sien.

CESSATION D'ACTIVITÉ DES FONCTIONNAIRES

Le Sénat a adopté définitivement en deuxième lecture le projet de loi prorogeant jusqu'au 31 décembre 1986 la possibilité offerte par une ordonnance de 1982 aux agents de l'Etat et des collectivités territoriales de ne pas travailler qu'à mi-temps, tout en ayant un traitement équivalent à 80 % de leur ancien salaire (Le Monde daté 18 octobre et 17-18 novembre).

ANNE CHAUSSEBOURG.

LE DÉBAT SUR L'AGRICULTURE A L'ASSEMBLÉE

M. Nallet : aucun démocrate ne peut accepter la cogestion

Pourquoi un débat sur l'agriculture à l'Assemblée nationale, débat voulu par le gouvernement ? Le ministre, M. Henri Nallet, a fourni mardi 10 décembre quelques réponses : la méconnaissance qu'ont les Français de la réalité agricole et l'importance des enjeux. Parmi ceux-ci, notre approvisionnement, l'équilibre commercial extérieur, les relations avec les pays tiers, sous-développés et industriels dont les Etats-Unis, avec les conceptions desquelles « apparaît un désaccord de plus en plus net » ; enjeu européen, enjeu politique, social et technologique interne enfin. En fait, à trois mois des élections, ce débat est l'allure d'une addition de discours pour temps de campagne.

Pour M. Nallet, un tel débat n'a de sens que si les décideurs politiques ont conscience des contraintes économiques : concurrence au sein de l'Europe ; poids des dossiers en instance (la contribution britannique, l'élargissement de la CEE, la limitation des dépenses agricoles).

Mais la principale contrainte, c'est le succès de la politique agricole commune et la « non-sens économique des prix garantis pour des quantités illimitées dès lors que l'autosuffisance est atteinte ». M. Nallet s'en est pris à ceux « qui n'ont pas eu le courage de dire aux agriculteurs quand il en était encore temps que cela ne pourrait durer éternellement ». D'où une autre obligation : produire pour vendre.

« Il faut, dit le ministre, faire saisir à chaque exploitant qu'il dirige une véritable entreprise ; et que celle-ci, comme toutes les entreprises, modernes, se définit non pas son produit mais par sa clientèle ». Pour le ministre, les « exigences de demain », ce sont : une agriculture forte en Europe et dans le monde, avec « l'harmonisation qui se fait assez mal entre production, transformation et commercialisation » ; un mode d'exploitation autonome, l'exploitation familiale ayant fait la preuve de son efficacité ; une solidarité interne à la profession qui doit s'exprimer dans la coopération et une meilleure répartition des cotisations ; une solidarité nationale enfin.

Trois impasses

A ce propos, M. Henri Nallet a voulu débayer ce qu'il appelle les « impasses » : l'étatisme et le libéralisme.

A ceux qui estiment qu'il y a trop d'Etat, M. Nallet répond qu'« on ne peut simultanément vouloir les subventions et refuser les contrôles, demander plus d'argent public et moins d'argent public ».

Troisième impasse, la cogestion, que MM. Chirac et Giscard d'Estaing ont promise à la FNSEA. « C'est un système de confusion », a déclaré M. Nallet. L'exercice de l'autorité de l'Etat devient subordonné à l'accord de ceux auxquels elle doit s'appliquer. Cela conduit, dit-il, à un « lobbying » dans lequel le ministre n'est pas le représentant du gouvernement auprès des agriculteurs mais la courroie de transmission des organisations professionnelles auprès de l'Etat. « Aucun démocrate ne peut accepter cette inversion des rôles ».

Refuser la cogestion, c'est amener les organisations agricoles à jouer leur rôle, a-t-il poursuivi : réfléchir, proposer, revendiquer, agir et même dénoncer, « mais qu'elles ne prétendent pas gouverner l'agriculture. Cette tâche revient à l'Etat seul ». Il doit la mener dans la concertation, mais elle exige « une véritable volonté de dialogue et non un double monologue ». Ce n'est vraiment pas sous le signe du dialogue que le débat s'est engagé.

La « dissolution de la réalité »

Les critiques de la droite ont eu, le plus souvent, une portée très générale. Le ministre a dit ne pas s'en étonner, il ne voit dans les textes des partis de droite qu'un retour en arrière. « Ce n'est pas si simple », a noté M. Nallet, indiquant les changements survenus : dans la technologie, dans la réflexion des agriculteurs et de leurs organisations, dans le fait enfin que « pendant vingt ans on a pu produire à prix garantis pour des quantités illimitées et que c'est terminé ». On peut, a-t-il conclu, « décrire la dissolution de la réalité », mais pour créer l'avenir « la gauche est décidément mieux armée ».

La critique principale du RPR et de l'UDF a porté sur le désintérêt du gouvernement pour une agriculture sacrifiée tant à Paris qu'à Bruxelles. M. Lajoinie (P.C. Allier) met tout le monde dans le même sac accusant M. Nallet « d'avoir mis ses pas dans ceux des gouvernements précédents 1981 ».

Critiques encore : l'indifférence à la sécheresse et l'absence d'aides directes pour les éleveurs, les tentatives « maladroites » de division des agriculteurs et les attaques contre la FNSEA ; la chute des investissements (M. Gossuiff, RPR Finistère) ; les atermoiements sur l'échafaud ; le retrait à soixante ans, « retraite élastique », « considérée, selon M. Lajoinie, comme un affront par les agriculteurs âgés », tandis que, sur les bancs de l'opposition, on critiquait à la fois la progressivité de cette mesure et son coût.

Quant à la limitation des productions, la droite est pour, par réalisme économique (M. Jacques Blanc, UDF, Lozère), mais fait comme si on pouvait éviter les quotas laitiers (M. Blanc toujours). Les socialistes reprochent à l'opposition de n'avoir pas eu le courage de proposer de telles limitations dans les années passées ; laquelle opposition rétorque que les socialistes alors étaient contre.

En fait, le débat a plutôt semblé interne au groupe socialiste : sur le Livre vert de la commission rejeté par M. Benoit-Lévy, jugé « dépassé » par M. Nallet, sur les difficultés qu'engendrent pour les agriculteurs exodés la baisse de l'inflation ; sur le retard apporté par l'administration des finances à définir un régime fiscal simplifié.

JACQUES GRALL.

(Lire la suite des travaux de l'Assemblée page 8.)

L'informatique à l'école, une fantastique révolution française qui met des millions d'écoliers face aux micro-ordinateurs. Pour que ce face-à-face réussisse, voici Théorème, le magazine de l'informatique à l'école. Avec Théorème, les enseignants trouveront une source d'information, d'aide et d'expérience indispensable pour utiliser au mieux les outils mis à leur disposition. Et pour les enfants, de nombreux conseils et des programmes éducatifs pour prolonger l'enseignement dispensé à l'école. Enfin, grâce à Théorème, les parents vont aider réellement leurs enfants à tirer le meilleur parti de l'informatique... et sans doute s'y intéresser eux-mêmes. L'informatique à l'école, c'est un fabuleux pari sur l'avenir des enfants. Théorème apporte les solutions pour le gagner.

N° 1 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.



L'INFORMATIQUE EST A L'ECOLE.

Les solutions sont dans Théorème.

N°1

théorème

Déc.-Janv. 1986

Le premier magazine de l'informatique à l'école

COMPRENDRE DE DES RESEAUX DE MICRO AU LYCEE

PRENDRE 12 PROGRAMMES POUR PROFESSEURS ET ELEVES

COMPRENDRE LES MEILLEURS LOGICIELS DE MATIS

NEUF MOIS POUR VENIR AU MONDE

SCIENCE VIE

HORS SERIE

Comment l'organisme peut-il tolérer le développement d'un fœtus sans le rejeter ? Réponse : un amour unique en son genre, l'amour biologique. Quand la vie étonne la science, c'est passionnant.

18 F EN VENTE PARTOUT

démocratie
à cogestion

— 22 —

Frangois

PS: pendant que tu y es, tu ne pourrais pas arranger autre chose? Mon papa et ma maman, ils ne sont pas mariés parce que ça leur ferait perdre de l'argent. Moi, je trouve que ça devrait plutôt leur en faire gagner.

...mettez une ou des croix :

- pour une priorité de logement aux familles ☐
- pour une allocation de congé parental,
à partir du 3^e enfant, quand le père ou la mère
suspend son activité professionnelle
(3 000 francs par mois pendant deux ans) ☐
- pour une vraie retraite de la mère de famille ☐
- pour des dispositions fiscales plus favorables
au mariage ☐

complétez :

Sexe : _____ **Age :** _____ **Profession :** _____

Situation de famille : _____ Nombre d'enfants : _____

Facultatif

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

La France manque d'enfants. Les gouvernements n'agissent pas en conséquence

Ecrivez à l'Alliance Nationale Population et Avenir

Association reconnue d'utilité publique

35, rue Marbeuf, 75008 PARIS - C.C.P. PARIS 152-17 W

11 45 47 48 20

صلى الله عليه وسلم

صباحنا من الامل

POLITIQUE

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

● La Sécurité sociale financera les secteurs psychiatriques

De l'art de faire des économies budgétaires, grâce à une réforme jugée indispensable par tous. Ainsi pourrait être qualifié le projet de loi de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, sur la sécurisation psychiatrique dont l'Assemblée nationale a discuté, les lundi 9 et mardi 10 décembre.

Un arrêté et une circulaire de 1972 ont recommandé la mise en place de secteurs psychiatriques afin que les actions pour la santé mentale se déroulent en dehors des hôpitaux psychiatriques.

Nul n'a remis en cause ces novations, qui pourtant n'avaient jamais reçu de bases législatives. Pour autant, chacun souhaitait que soient mieux coordonnées les interventions des hôpitaux et des secteurs, alors que les premiers relèvent de la Sécurité sociale et les seconds des collec-

tivités locales, puis de l'Etat depuis 1984. Le texte de M. Hervé met fin à cette dualité. Mais, bien qu'il soit attendu par les personnels concernés (le Monde du 24 septembre), il a été fraîchement accueilli par les députés de l'UDF, du RPR et du Parti communiste.

Grâce à cette opération, en effet, si les hôpitaux psychiatriques reçoivent la responsabilité d'animer les actions de santé mentale, la Sécurité sociale va devoir financer les secteurs psychiatriques. Economie pour l'Etat, dès 1986 : 2,5 milliards de francs : « L'Etat se défouille sur les caisses de Sécurité sociale », a expliqué M. Jacques Blanc (UDF, Loire), qui a ajouté : « Il n'y aura pas plus de crédits. Il y en aura même moins. » M. Claude-Gérard Marcus (RPR, Paris), a demandé : « Que se passera-t-il si la Sécurité sociale, menacée de déficit, comme cela lui arrive périodiquement, trouve que l'action des secteurs lui coûte trop cher ? »

M^{me} Jacqueline Fraysse Cazalis (PC, Hauts-de-Seine), a demandé que l'Etat verse une contribution générale à la Sécurité sociale. Plus fondamentalement, le Parti communiste a reproché à cette réforme de retirer à l'Etat « la responsabilité de la politique de la santé mentale », et de « la confier à la Sécurité sociale », alors que les élus qui gèrent celle-ci « représentent les assurés, et non pas la nation tout entière ». Il craint aussi qu'elle ne contrarie les efforts faits pour mettre fin à l'hospitalo-centrisme.

Les communistes n'ont pas été convaincus par les arguments du ministre, qui a expliqué qu'il cherchait à « recentrer l'hospitalisation psychiatrique sur un rôle strictement thérapeutique, et à développer les alternatives à l'hospitalisation ». Ainsi, il prévoyait la « réduction de la taille des grands hôpitaux psychiatriques spécialisés », et il a assuré que « les budgets annuels des hôpitaux ne seront approuvés par les autorités de tutelle que s'ils vont dans le sens d'un développement des alternatives à l'hospitalisation ».

M. Hervé a, en revanche, rassuré les orateurs de la droite qui s'inquiétaient d'un maintien de la liberté de choix des médecins par les malades, ainsi que de l'avenir des personnels travaillant pour les secteurs, et qui voudraient garder un statut libéral. Le ministre a affirmé que rien ne serait changé à la situation actuelle, pour ces deux points. Après quelques modifications mineures, le projet a été adopté par les députés socialistes, les communistes votant contre, ceux du RPR et de l'UDF s'abstenant.

Th. B.

M. Léotard dans le brouillard

Dans l'Essonne, on doit aimer la discrétion. C'est vraiment sans tapage, insistent les « locomotives » de la liste UDF pour les législatives (MM. Michel Pelchat (PR), premier vice-président du conseil général, Pierre-André Wiltzer, adjoint direct, directeur de cabinet de M. Barre, et M^{me} Geneviève Delso (CDS), adjointe au maire d'Asnières-Mors), sans oublier, à la dernière place, M^{me} France Léotard, vice-présidente de la fédération du PR, ont donné, mardi 10 décembre, avec M. François Léotard, le mari de la dame, le coup d'envoi de leur campagne dans le département.

Au programme d'une journée singulière : visite du campus de la faculté d'Orsay, déjeuner avec des « socio-pro », contact avec la population de Gif-sur-Yvette. Et c'est ainsi que l'on a pu voir, vers 11 heures, émerger du brouillard, entre les arbres, un petit groupe de quelques hommes marchant à pas lents, la tête dans les épaules - il faisait très froid - à la recherche d'un ne sait qui ou quoi. Sur les campus, pas une âme qui vive à l'horizon. Quand même, quelques voitures manifestant par un discret coup de klaxon la gêne que leur occasionnaient ces badauds sur la chaussée.

Une courte halte devant l'Institut d'optique, une autre sur les

courts de tennis - couverts - le temps de prendre un petit moment, et puis les « socio-pro » avec des « socio-pro » très inquiets du développement des grandes surfaces. Ce n'était pas « Au secours, la droite revient » mais « Attention, le libéralisme approche ». M. Léotard, dans un souci affirmé d'écumenisme, se proposait d'être celui qui ferait la navette entre les différents cavaliers de l'opposition pour maintenir l'esprit d'équipe : « L'opposition ne doit pas être une addition de comportements solitaires », déclarait-il, et, inspiré peut-être par l'environnement, il ajoutait que l'opposition ne saurait « répondre à l'arbitrage des discours de M. Mitterrand par... le brouillard ».

Plus tard, à Gif-sur-Yvette, pas de population, donc pas de contacts, si ce n'est avec le boucher et la droguiste, dont, fort heureusement, les boutiques étaient ouvertes sur le chemin menant à la mairie annexe. Là, dans le hall, derniers palabres devant les toiles d'un peintre local qui, sur un de ses tableaux avait peint deux chiens dos à dos, symbolisant pour lui « la bonté à portée de main ». Nouvelle plongée dans le brouillard. Fin d'une journée singulière.

C. F.-M.

● OISE - M. François-Michel Gonnat, président de la fédération UDF de l'Oise précise que le conseil départemental de cette formation ne s'est pas réuni depuis la décision du bureau politique national de l'UDF

d'investir la liste menée par MM. Dassault et Hensant. Il n'a donc pris aucune décision de maintenir ou de retirer sa propre liste pour les élections législatives dans ce département (le Monde du 10 décembre).

● La difficulté de simplifier le permis de construire

Simplifier les procédures administratives, chacun est pour, en théorie. Le passage à l'acte est plus difficile. M. Jean Auzoux, le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, en a eu une nouvelle preuve en défendant en première lecture à l'Assemblée nationale son projet sur les simplifications en matière d'urbanisme déjà adopté par le Sénat (le Monde du 31 octobre).

Ce projet prévoit que s'appliquent automatiquement les règles d'urbanisme traditionnelles aux lotissements qui ont plus de dix ans et pour améliorer les garanties offertes aux propriétaires, notamment en raccourcissant à deux ans le délai maximal dans lequel la collectivité publique est tenue d'acquiescer les terrains réservés dans les plans d'occupation des sols pour les équipements publics (contrairement aux sénateurs, les députés n'ont donné qu'un an à la collectivité pour décider ou non de l'acquisition).

Le remplacement du permis de construire par un régime déclaratif pour les constructions de faible importance a été plus contesté.

M. François Grussemeyer (RPR, Bas-Rhin) a craint qu'il ne provoque « de nombreuses complications », notamment pour le calcul des taxes locales et « ne multiplie les constructions irrégulières, donc, les conflits ». M. Paul Mercieca (PC, Val-de-Marne), lui aussi, redoutait « de nouvelles atteintes au cadre de vie urbain » et M. Guy Malandain (PS, Yvelines) a souligné le cas des petites communes, des parcs naturels régionaux où un effort est fait pour la qualité architecturale, mais qui ne disposent pas de personnel compétent pour étudier les dossiers aussi vite que prévu.

Le rapporteur de la commission de la production lui-même, M. Jean-Claude Forthault (PS, Loire), a déclaré : « Simplifier, oui, dégrader, non ». Ainsi, a-t-il fait adopter un amendement rendant applicables aux travaux soumis au régime déclaratif les sanctions prévues en cas d'infraction pour ceux qui relèvent du permis de construire. Ainsi modifié, le projet a été adopté par le PS et le PC, le RPR s'abstenant et l'UDF n'étant pas représentée lors du vote.

● Les « universités de technologie » perdent leur titre

L'Assemblée nationale et le Sénat ne sont pas d'accord sur la meilleure façon de développer l'enseignement technique, objectif qu'ils ont en commun. Examinant en deuxième lecture, lundi 9 décembre, la loi-programme sur l'enseignement technologique et professionnel présentée par M. Roland Carraz, les députés sont, pour l'essentiel, revenus à leur version de première lecture (le Monde du 10 octobre). Ils ont ainsi refusé les amendements sénatoriaux qui donnaient à l'apprentissage et aux maisons familiales rurales la possibilité de préparer tous les nouveaux diplômés créés par la loi ou qui prévoyaient un système d'aide à l'enseignement privé comparable à celui qui existe dans le primaire et le secondaire.

Le gouvernement a profité de l'occasion pour créer deux possibilités de statut pour les établissements d'enseignement supérieur créés par ce texte : celui des instituts et écoles extérieures aux universités, celui des « grands établissements » relevant du régime prévu par la loi pour l'enseignement supérieur. Mais ce faisant, il a fait disparaître du projet le paragraphe donnant à ces nouveaux établissements le titre de « universités de technologie ». L'expression ne figure de plus que dans l'exposé des motifs. Or plusieurs députés socialistes avaient contesté cette dénomination à laquelle tenait M. Fabius. Il est en effet contraire aux traditions françaises que le dirigeant d'une université soit nommé, ce qui sera le cas pour ces établissements supérieurs de technologie.

POUR CONTOURNER L'OBSTRUCTION DU PC

Le gouvernement a décidé d'engager sa responsabilité sur l'aménagement du temps de travail

Le conseil des ministres du mercredi 11 décembre a autorisé le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement sur le texte amendé de la loi-programme sur l'aménagement du temps de travail. M. Laurent Fabius devait le signifier à l'Assemblée nationale mercredi après-midi. L'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution mettra fin à la discussion à l'Assemblée nationale et donc à l'obstruction des communistes. Ce projet sera considéré comme adopté, sans vote, si aucune motion de censure n'est déposée ou, si cela fait, elle n'est pas adoptée. Les députés communistes n'étant pas cinquante, ils ne peuvent, d'après la Constitution, déposer une telle motion. Seule la droite le pourra.

A l'UDF on se félicite que, dans le cadre de leur accord, ce soit au tour du RPR de prendre une telle décision. Toutefois M. Jean-Claude Gaudin estime que « l'opinion comprendrait mal que nous venions en aide au PC. Nous n'avons pas à choisir entre les deux camps de la gauche ». Au RPR aucune décision formelle n'a encore été prise. Si certains députés, comme MM. Jean Foyer et Bruno Bourg-Broc, y sont favorables, le président du groupe lui-même, M. Claude Labbé, est fort réticent, expliquant : « Dans ce débat nous restons spectateurs

jusqu'au bout. Nous n'avons pas l'intention d'aller au secours des socialistes ». En tout état de cause, si le RPR déposait une motion de censure, elle ne concernerait pas le seul problème de la flexibilité, mais serait une condamnation de la politique générale du gouvernement.

En attendant, la majorité se préparait à un éventuel débat marathon. Lors de la conférence des présidents du mardi 10 décembre, qui fixe l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée, M. André Labarère, ministre délégué aux relations avec le Parlement, voulait que les députés débattent de ce projet vendredi, samedi et dimanche. Ce n'est que parce qu'on lui a fait remarquer que cela ferait travailler l'Assemblée vingt-deux jours sans interruption qu'il a accepté de renoncer aux séances du dimanche. Mais il a insisté à l'ordre du jour de cette fin de semaine, en même temps que le texte sur l'aménagement du temps de travail, celui sur les congés de formation des militants syndicaux, tant attendu par les syndicats. Histoire de montrer que, s'il ne peut être adopté, ce sera de la faute de l'obstruction communiste sur l'autre projet.

Th. B.

Propos et débats

M. Joxe : « trouble »... par le « trouble »...

Interrogé sur le « trouble » exprimé par le premier ministre à propos de la venue à Paris du général Jaruzelski, le ministre de l'intérieur, qui était, mardi 10 décembre, l'invité à dîner de l'Association de la presse anglo-saxonne, a répondu en paraphrasant avec ironie ce qu'avait dit M. Laurent Fabius, le 4 décembre, à l'Assemblée nationale : « C'est la question la plus difficile à laquelle j'aie eu à répondre au cours de ce déjeuner. Je ne vous cacherais pas, a ajouté M. Pierre Joxe, que j'ai été troublé... par le trouble de M. Fabius, et plus encore par les circonstances de temps et de lieu où il l'a exprimé. Mais je comprends, moi, qu'il y ait des moments, dans la politique, où des hommes qui ont des objectifs, des analyses, des projets communs puissent avoir des différences d'appréciation ».

M. Giscard d'Estaing : « ma réponse... en janvier »

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui était mardi 10 décembre à Clermont-Ferrand, où il a présenté la liste d'union de l'opposition aux élections législatives dans le Puy-de-Dôme, a réagi aux propos tenus la veille sur Europe 1 par M. François Mitterrand en disant : « Le président de la République n'a pas répondu à l'interrogation légitime des Français et des Français sur le rôle respectif du président de la République et du gouvernement en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives. Je le regrette. Une réponse claire et sans équivoque est indispensable pour éclairer le choix des électeurs. J'apporterai ma réponse précise sur les conditions et les limites de la cohabitation constitutionnelle au cours d'une conférence de presse, en janvier prochain, puis en répondant aux questions de journalistes à « l'heure de vérité » le 29 janvier. » (Corresp.)

M. Léotard : « comme saint Siméon le Stylite »

M. François Léotard a estimé, mardi, que « l'opposition ne doit pas se laisser prendre dans les filets du président de la République, car il se comporte comme saint Siméon le Stylite : il monte sur sa colonne, donne son sentiment sur tout, mais il cache la réalité des choses ». Le secrétaire général du Parti républicain a ajouté : « M. Mitterrand, qui a dialogué avec lui-même, ne pourra pas être égaré par un échec de la majorité en 1988. » [NDLR : Siméon Stylite (390-459) était un anachorète de Cilicie, région d'Asie mineure, réputé pour ses miracles, ses prédictions et son penchant pour les mortifications. Il fut le premier « stylite » - du mot stulos, (colonne) - parce que le premier il s'établit au sommet d'une colonne pour y exprimer la parole divine. Il fut suivi, pendant de nombreux siècles, dans la chrétienté orientale, par de nombreux émules.]

M. Méhaignerie : « autosatisfaction »

Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, qui s'exprimait au micro d'Europe 1, mardi, a déclaré : « Je n'ai pas aimé l'autosatisfaction tranquille et les contraventions grasses du président de la République. La gauche perdra à cause de ses mensonges : les Français n'aiment pas être trompés. » Il a, d'autre part, estimé que la période 1986-1988 constituerait « un mauvais passage » et indiqué qu'il ne participerait pas durant ces deux ans « à un gouvernement incapable ».

M. Fiterman : « une confirmation »

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du PCF, a vu dans les propos de M. Mitterrand à Europe 1 « la confirmation que le président de la République prépare la cohabitation et s'est déjà inscrit dans la défaite du Parti socialiste ». L'ancien ministre a affirmé que son parti, actuellement, « fait mille cinq cents adhésions par semaine », ce qui démontre, assure-t-il, « une remobilisation de l'électorat communiste ». Il n'a pas exclu une ramonée du PCF aux élections, ce qui constituerait « un coup de tonnerre », a-t-il dit.

Mgr Decourtray : « pourquoi pas ? »

Mgr Decourtray, cardinal-archevêque de Lyon, qui était, mardi 10 décembre, l'invité de l'émission « Le Monde reçoit », sur CFM, a déclaré, à propos de la « visite privée » du général Jaruzelski à Paris : « Elle m'a d'abord laissé complètement perplexe. Elle m'a plongé dans un certain doute. Pour être plus clair, je n'étais pas très content. Je me suis demandé pourquoi le président de la République avait pris cette décision. J'ai entendu Louis de Funès dire : « Après tout, pourquoi pas ? Cela peut être utile. » J'ai entendu l'archevêque de Varsovie dire : « Pourquoi pas, si ça peut être utile ? » Alors, actuellement, j'en suis là : pourquoi pas, si ça peut être utile ? »

M. Stirbois : « empêcher toute dérive »

Le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois, a déclaré, mardi 10 décembre, au cours d'un déjeuner de presse, que la présence de son parti à l'Assemblée nationale « contribuera à la moralisation de la vie politique nationale ». « Nous empêcherons toute dérive vers la gauche d'une nouvelle majorité RPR-UDF qui se contenterait uniquement de gérer le socialisme de 1986 à 1988 », a ajouté le second de M. Le Pen.

M. Labbé : « suicidaire »

Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé, a souligné, mardi 10 décembre, que les dirigeants de l'opposition ne se livrent pas à une concurrence « entre eux et qu'ils se placent dans l'optique de 1988 et non pas dans celle de 1986 ». Citant notamment MM. Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing, il a regretté qu'« il y ait des hommes qui essaient de se démarquer les uns des autres ». « L'objectif, a-t-il dit au cours d'une réunion de presse, n'est pas 1988 mais 1986. Nous serions déçus que certains puissent jouer un jeu inverse qui serait tout à fait suicidaire. »

Mesures individuelles au conseil des ministres

Le conseil des ministres, réuni à l'Elysée, mercredi 11 décembre, a adopté les mesures individuelles suivantes :
- M. Robert Drapez est nommé adjoint au directeur général des impôts ;
- M. André Holleaux est réintégré dans ses fonctions de conseiller d'Etat ;
- M. Jacques Roché, adjoint au directeur général des impôts, est nommé conseiller-maître à la Cour des comptes ;
- M. Jean Méric, conseiller d'Etat, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

NEUF MOIS
POUR VENIR
AU MONDE

SCIENCE
VIE
HORS
SERIE

Que se passe-t-il
entre la rencontre
de deux cellules
et la naissance
d'un petit homme ?
Quand la science explique
la vie, c'est passionnant.

18 F EN VENTE PARTOUT

VOUS MESUREZ
1 m 80
OU PLUS
SI VOUS
ÊTES MINCE
OU FORT
John
Dapal
40, Av. de la
REPUBLIQUE
75011 PARIS
Tel. 42.55.00.00

société

UN LIVRE D'ANDRÉ LAURENS Sondages au coin du feu

Les sondages d'opinion n'arrêtent plus. A tout instant, ils vous sortent de leur chapeau « un échantillon national représentatif de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus » qui se prononce sur ceci ou sur cela. Impossible d'ignorer désormais la cote d'amour hebdomadaire des hommes politiques, la popularité des syndicats, le degré d'approbation pour telle réforme ou tel projet de loi... La France est confondue en permanence, décortiquée, chiffrée, cataloguée.

Connait-on les Français pour autant ? Que sait-on de leurs convictions intimes, de leurs pulsions secrètes et de leurs peurs insoupçonnées ? L'Institut français de recherches économiques et sociales (IFRES) a voulu « sonder l'inconscient », en consacrant une série d'enquêtes aux sujets qui n'intéressent pas directement ni les partis politiques ni les industriels : le viol, l'homosexualité, l'euthanasie, la fraude fiscale, l'astrologie, la délinquance...

Une bonne idée, d'autant plus ambitieuse que cet album de photographies de la société française doit être actualisé régulièrement pour mesurer l'évolution des mentalités. On regrettera que l'échantillon ne soit partagé qu'en quatre familles politiques (RPR, UDF, PS, PC), ignorant le Front national. Et sans doute pouvait-on introduire quelques questions plus pointues, pour en remplacer d'autres, bien dépeçées, sur la fonction de bourreau par exemple.

Les nombreux tableaux publiés ont cependant l'avantage de ne pas être que des colonnes de chiffres. L'IFRES a demandé à André Laurens, ancien directeur du Monde, de les analyser et de les commenter. Il a fait davantage : un vrai livre, vivant et alerte, dont chaque chapitre résume parfaitement l'état d'esprit des Français sur une question précise (1). « Les plus inquiets, conclut-il, ne sont pas nécessairement les plus menacés, et ceux qui ont une opinion ne sont pas toujours les mieux informés. »

Tabous et clichés

L'entreprise de l'IFRES n'a pas toujours été facile. Un enquêteur s'est fait gifler, par exemple, pour avoir demandé à une dame très convenable si elle avait jamais trompé son mari... Mais, dans l'ensemble, les Français de 1985 acceptent de répondre à brûle-pourpoint à des questions délicates, portant sur l'argent ou la sexualité, et c'est le premier enseignement de cette étude. Les tabous s'effritent doucement.

Et pourtant, de nombreux clichés demeurent. André Laurens nous montre que la France continue d'envier ses fonctionnaires, d'admirer la compétence de ses patrons et de mettre en doute la probité de ses hommes politiques. Une France indulgente envers les fraudeurs et qui peut pousser la débrouillardise jusqu'au délit. Une France doublette, souvent obsédée par sa sécurité : un adulte sur trois admettrait

que le souci de protéger ses biens aille jusqu'au meurtre.

Attention aux généralisations. L'opinion publique est faite de publics différents, souligne l'auteur. Si, dans leurs passions et leurs tabous, les femmes ne se distinguent presque plus des hommes, le fameux fossé des générations existe bel et bien. Mais l'ordre chronologique n'est pas toujours respecté : les dix-huit-vingt-quatre ans sont d'accord avec les plus de soixante ans pour estimer par exemple, en grande majorité, que la vie d'un malade atteint de souffrances incurables pourrait être abrégée. L'euthanasie est l'un des domaines où l'opinion française évolue le plus vite.

Le bulletin de vote n'est pas innocent. « Il y a, par exemple, une attitude politique devant l'adultère, constate André Laurens avec un clin d'œil. Au palmarès de la fidélité, les communistes sont les vainqueurs... »

L'héritage chrétien de l'UDF apparaît dans la plupart des résultats. Quant à la base socialiste, elle semble être en retard sur les programmes de ses dirigeants à propos

des comportements, des mœurs, de la condition féminine ou des étrangers. Cela n'empêche pas ces revendications, bourgeoises et élitistes au départ, de finir par être acceptées et digérées par le plus grand nombre.

C'est une société relativement ouverte aux nouveautés qui apparaît à travers ces pages. Peut-être parce que moins sûre d'elle-même et contrainte de réviser ses normes. Une société qui garde un œil sur le ciel (66 % des personnes questionnées déclarent croire en Dieu) et interroge volontiers les étoiles (50 % des hommes et 80 % des femmes ne sont pas indifférents à leur horoscope). Mais une société fragile, capable de se replier sur elle-même à la première alerte et de devenir agressive... On souhaite bien du plaisir aux hommes politiques qui auraient la faiblesse de vouloir bâtir leur programme sur des données aussi paradoxales.

ROBERT SOLÉ

(1) Les Français — Passions et Tabous, Editions Alain Moreau, 304 p., 79 F.

Des personnalités catholiques s'opposent à la création d'un carmel à Auschwitz

Une collecte de fonds lancée dans les trois pays du Benelux par le Père Werenfried Van Straaten, animateur d'Eglise en détresse-prêtres des pays de l'Est, pour la création d'un couvent de carmélites sur le site du camp d'extermination d'Auschwitz, en Pologne, soulève une vive émotion dans la communauté juive.

Interrogé à ce sujet le 6 décembre, par Radio-France, le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, avait affirmé : « J'espère que ces rumeurs ne sont pas fondées (...). De leur côté, six personnalités catholiques françaises, les Pères Jean Dujardin, Bernard Dupuy et Michel Riquet, Sœur Louis-Marie Nies, M^{me} Germaine Ribière et M. Pierre Pierrard, viennent de déclarer : « Sans aucun doute, c'est une volonté de repentance qui inspire ce projet. D'autres interprétations peuvent être faites. Quoi qu'il en soit, une telle information est de prime abord profondément déconcertante. Signe ou contre-signe ? Si la barbarie nazie s'est abattue en ce lieu sur nombre d'hommes, de femmes et d'enfants

qui n'étaient pas sous juifs, c'est un fait que le camp d'Auschwitz-Birkenau est devenu pour l'histoire mondiale et restera dans l'histoire le lieu-témoin entre tous du déshonneur de la Shoah, c'est-à-dire de la tentative d'extermination des juifs, parce que juifs. Une pareille

épreuve a conféré au peuple juif, à travers ses martyrs, une dignité, qui est son bien propre. » Les signataires appellent les chrétiens à engager « une réflexion morale sur la Shoah » et un « dialogue vrai » avec les juifs.

SPORTS

Une voiture franco-italienne en formule 1

Le constructeur français AGS, qui participait la saison dernière au championnat de formule 3000, effectuera peut-être ses débuts en formule 1 à l'occasion du Grand Prix d'Italie, le 7 septembre 1986, à Monza, et cela grâce au soutien financier et technique de l'écurie italienne Jolly Club, présente jusqu'à sur les rallyes avec Lancia. La voiture sera équipée par Motori Moderni, dont le moteur a déjà été utilisé par l'écurie Minardi en 1985. Le nom du pilote ne sera connu

qu'au mois de juin, après les premiers essais effectués par le Suisse Mario Hytten sur le circuit Paul Ricard.

« La saison 1986 sera consacrée à la construction et à la mise au point, explique-t-on chez AGS. En 1987, nous disputerons une saison complète, mais l'an prochain nous devrions être présents à Monza et à Estoril (Portugal). Peut-être à Zeltweg (Autriche), si nous sommes prêts. »



Parfums
Jacomo
Paris

Berger-Levrault

JEUNESSE
Pour apprendre et se distraire
Leçons de choses :
• SORCIÈRES, UN PROCÈS
AU MOYEN ÂGE
• LE TRAIN DE LA FORÊT-VIERGE,
L'ÉPOQUE DU TRANSGABONNAIS
Histoire et vie d'un monument
(co-édition CNMHS) :
• L'HISTOIRE ET LA VIE
D'UNE ROUTE

SI VOUS MESUREZ

**1 m 80
OU PLUS**
(jusqu'à 2 m 10)
**SI VOUS
ÊTES MINCE
OU FORT**

**John
Rapal**
Spécialiste prêt-à-porter
grandes tailles.

UNE SEULE ADRESSE :
**40, Av. de la
RÉPUBLIQUE
75011 PARIS**
Tél. : 43.55.06.00
Ouvert du lundi au
samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Pommeville
Parking gratuit

صكرا من الامل

SOCIÉTÉ

DEVANT LA COUR D'APPEL DE PARIS

L'avocat général déclare irrégulier et partial le jugement qui avait condamné M. Tjibaou pour atteinte à l'intégrité du territoire

Rarement des juges de première instance se sont fait écho de pareille manière : mardi 10 décembre, devant la onzième chambre de la cour de Paris, présidée par M. Jean Schewin, M. Raymond Galibier, avocat général, n'a pas mâché ses mots pour dire ce qu'il pensait du jugement rendu le 24 mai par la 17^e chambre correctionnelle, qui avait condamné M. Jean-Marie Tjibaou, leader du FLNKS, à un an de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende, pour atteinte à l'intégrité du territoire national (Le Monde daté 26-27 mai).

Non content de le proclamer « sommaire dans sa motivation, dans ses preuves et dans son bon usage de la loi », le représentant du parquet général, qui était le premier appelant de cette décision, en a, de surcroît, dénoncé « les irrégularités, pour ne pas dire la légèreté et même la partialité ».

Le hasard veut que ces paroles aient été prononcées quarante-huit heures avant un autre procès, intenté lui par l'Association professionnelle des magistrats (APM), à M. Raymond Forni, Président de la commission des lois à l'époque, et invité par Europe 1, à donner son sentiment sur ce même jugement. M. Forni avait déclaré que, en sa qualité, il se refusait toujours à commenter une décision de justice.

« même si, dans l'instant, je la tiens pour absurde et imbécile ».

Pour comprendre les raisons de ce courroux exceptionnel, il faut se remémorer les origines du procès qui devait entraîner la condamnation de M. Tjibaou. Ce dernier avait été cité directement à comparaître devant le tribunal de Paris à la requête de M. Dick Ukeiwé, alors président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie.

Il était reproché à M. Tjibaou divers propos tenus publiquement, notamment à Paris, et qui, pour le plaignant, constituaient le délit d'atteinte à l'intégrité du territoire national, tel qu'il est prévu et réprimé par l'article 88 du code pénal. En dépit des conclusions du parquet qui, à l'audience du 10 mai, avait rappelé que les poursuites fondées sur cet article ne peuvent être engagées que sur réquisitions du ministère public, le tribunal avait suivi la partie civile.

Son jugement relevait ainsi que M. Tjibaou, « peu soucieux, semble-t-il, d'accepter les conséquences d'un référendum démocratique, a préféré, depuis le mois de janvier 1985, entreprendre, à Paris, une campagne tendant à convaincre l'opinion publique métropolitaine, de ce que l'indépendance était d'ores et déjà acquise ».

De ces appréciations, l'avocat général ne devait pas faire état.

devant la cour d'appel. C'est que, pour lui, le « fond » n'a même pas à être abordé. Ce qu'il reproche aux juges de la dix-septième chambre du tribunal, c'est d'avoir tenu pour recevable une action qui ne l'était pas. « La conclusion, a-t-il dit, a été trop vite tirée que le gouvernement du territoire de Nouvelle-Calédonie avait qualité pour intenter une action judiciaire. C'était aller un peu vite en besogne ».

A ses yeux, « le gouvernement du territoire pouvait ester en justice, comme tout particulier, comme tout corps constitué. Mais il ne pouvait se substituer à l'Etat pour engager une action sur le fondement de l'article 88 du code pénal. Pour quoi ? Parce que de telles poursuites ne peuvent être engagées que si l'Etat en prend l'initiative, étant seul juge de l'opportunité qu'il y a ou non à poursuivre ».

La Cour de cassation, a rappelé M. Galibier d'Aunay, « n'a jamais admis que de telles poursuites soient laissées à la discrétion de l'Etat ou de l'Etat, fut-il une collectivité territoriale ».

Excès de pouvoir

La citation délivrée à M. Tjibaou se trouvait de ce fait entachée d'une irrégularité « à l'origine de laquelle on trouve en outre une étrange préconception », puisque cette citation, qui normalement aurait dû être adressée au domicile du leader indépendantiste, c'est-à-dire en Nouvelle-Calédonie, lui fut signifiée à l'hôtel parisien où il se trouvait de passage.

De ces objections, le tribunal devait faire table rase. Pour l'avocat général, il y a là « une précipitation judiciaire, comme s'il fallait balayer tous les obstacles pour rendre le jugement que vous savez ». Comme si ces remontrances ne suffisaient pas, M. Galibier d'Aunay devait ajouter : « En reprenant servilement le libellé des conclusions de la partie civile, les juges ont cru devoir sanctionner ce que cette dernière avait appelé la soumission à l'Etat du territoire. N'est-ce pas en effet accordé à M. Tjibaou des circonstances atténuantes, en précisant que, aucune poursuite n'ayant été engagée à son encontre par le parquet après la constitution partielle de l'Assemblée territoriale, l'Etat n'avait pas pu prendre l'initiative de poursuites ? ».

L'avocat général voit là, de la part d'une juridiction de jugement, « une véritable remontrance, qui constitue au terme d'une jurisprudence constante un excès de pouvoir, car il est interdit aux juridictions de l'Etat d'apprécier les actes du ministre public ou l'exercice du dernier fait de ses droits quant à l'opportunité d'engager ou non des poursuites ».

Ainsi est tombée la péroraison : « Cela fait, messieurs, beaucoup d'irrégularités, pour ne pas dire, de légèreté et de partialité. Certes, la passion politique, mais il n'appartenait pas aux juges de la soumission à l'Etat du territoire de la Nouvelle-Calédonie à la mise fin à l'existence légale du gouvernement territorial, que ne peut donc plus représenter M. Ukeiwé. C'est aujourd'hui M. Forni, Président de la République, qui incarne dans le territoire le pouvoir exécutif ».

C'est donc au nom de ce dernier qu'intervenait M. Domenach pour dire qu'il s'en rapportait à la cour pour juger de la régularité de la citation et de la recevabilité de l'action. La cour rendra son arrêt le 18 janvier prochain.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

■ Nomination de quatre magistrats à la Cour de cassation. — Cinq magistrats ont été nommés, mardi 10 décembre, par le Conseil supérieur de la magistrature, présidé par M. François Mitterrand. — Roger Fabre, conseiller à la Cour de cassation, a été nommé président de la chambre sociale de la Cour de cassation. Trois magistrats ont été nommés conseillers à la même juridiction : MM. Jean Gautier, actuellement président de chambre à la cour d'appel de Paris ; Yves Lesec, procureur de la République au Tribunal de grande instance de Créteil ; et Georges Zennaro, président de chambre à la cour d'appel de Dijon. Enfin, M. Jean Constantini, président de chambre à la cour d'appel de Rennes, est nommé premier président de la cour d'appel de Reims.

PIERRE GEORGES.

A Paris

DEUX MALFAITEURS TUENT UN EMPLOYÉ DES PTT

Deux malfaiteurs ont tué un employé des PTT, Jean-Michel Labaye, vingt-sept ans, mardi 10 décembre, dans le vingtième arrondissement de Paris, alors qu'il venait de vider le contenu d'une cabine téléphonique. M. Labaye terminait sa tournée, après avoir retiré une quarantaine de cassettes contenant les recettes des cabines, lorsqu'il a relevé le compteur du téléphone situé dans le hall d'entrée de l'école d'infirmières Tenon-Debrunne, rue des Balkans.

Au moment où il s'apprêtait à monter dans sa fourgonnette bleue, immatriculée aux PTT, deux malfaiteurs ont immédiatement ouvert le feu sur le jeune homme, le blessant grièvement au visage. M. Labaye a jeté au milieu de la chaussée les clés permettant d'ouvrir les cassettes. Les deux hommes ont à nouveau tiré, touchant le posier à l'omoplate et au flanc gauche. Ils ont ensuite pris la fuite à bord d'une voiture blanche garée au peu plus loin. Le jeune posier est mort à l'arrivée des secours.

Selon les témoins, il n'y a pas eu de bagarre. Les deux malfaiteurs ont agi à visage découvert. Agés de trente-cinq à quarante ans, ils étaient vêtus de blousons et de pantalons foncés. L'un serait très grand et corpulent et l'autre de taille moyenne. Ils ont utilisé une arme de petit calibre.

L'enquête a été confiée à la brigade de répression du banditisme dirigée par le commissaire Raymond Mertz. M. Louis Mexandeau, ministre des PTT, a exprimé « sa profonde indignation » devant ce crime « particulièrement odieux et révoltant », commis dans des « conditions abominables » contre « un agent du service public qui a accompli jusqu'au bout son devoir ».

PARIS

Armistice aux Tuileries

Le jardin des Tuileries sera rendu aux promeneurs le mercredi 8 janvier. Le Forum des enfants doit clore ses portes le soir du dimanche 15 décembre, mais ses installations demanderont environ trois semaines de démontage. Entre les forains — qui ont squattés les Tuileries depuis dimanche 1^{er} décembre — et le ministère de la Culture, le conflit s'est apaisé. Les premiers ont retiré leur plateau pour proposer d'installer le second renonce à toute expulsion, d'ailleurs fort impopulaire et irréaliste. Les forains ont donc promis par écrit de fermer leurs attractions le dimanche 5 janvier et de partir le 8. Tous les occupants du jardin, qu'ils soient légaux ou non, remettront les lieux en état à leurs frais.

SCIENCES

Deux nouveaux satellites pour Ariane

L'Agence spatiale européenne (ESA) a confié à Arianespace, mardi 10 décembre, le lancement de deux nouveaux satellites : ECS-4, un satellite de télécommunication et de transmission de programmes de télévision, et Hipparcos, un satellite d'astrométrie (mesure précise des positions des étoiles). Ces satellites devraient être mis sur orbite par Ariane au printemps 1986 et au printemps 1988 respectivement. Avec ce nouveau contrat, le carnet de commandes d'Arianespace s'élève à environ 7,6 milliards de francs, pour vingt-sept satellites à lancer.

Des ECU pour la recherche

A l'occasion de la réunion qui s'est tenue, mardi 10 décembre, à Bruxelles, les ministres européens de la recherche ont adopté le programme de travail pour 1986 du projet ESPRIT sur les technologies de l'information. Pour l'heure, 90 % des crédits affectés pour une durée de cinq ans à ce projet sont engagés. D'autre part, il a été convenu de doter de 75 millions d'ECU un programme de recherche sur l'environnement (1986-1989) et de 70 millions d'ECU un autre sur les matériaux (1986-1989). Enfin, en marge de cette réunion, Français et Italiens ont signé avec les Britanniques un accord de coopération pour l'amélioration de la source de neutrons ISIS installée en Grande-Bretagne.

ENVIRONNEMENT

Le « Greenpeace » saboté ?

Le navire Greenpeace qui se trouve dans le port australien de Sydney en partance pour l'Antarctique où il doit installer une base d'observation scientifique n'a-t-il été saboté ? L'équipage a découvert qu'un carter a été vidé de son huile et que les fils du générateur ont disparu. Le Greenpeace avait organisé une opération « cale ouverte » durant les quinze jours précédents.

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE VERSAILLES

Le désespoir imprécateur

La justice aime bien les grandes douleurs. Soit même, elle aime les grandes misères. Et, devant un cas assez patent de désespoir imprécateur, elle blâme sous l'offense. Elle se cabre sous l'outrage. Elle poursuit d'alerte manière. La justice est lente, certes. Sauf quand il s'agit pour elle de se rendre justice, de ne point pardonner les offenses qui lui sont faites.

Ce serait peu dire que M. Jacques Belhomme offense la justice et les magistrats. Il les injurie délibérément avec des mots insupportables aux oreilles vigilantes de la chancellerie et à la dignité infléchie de la magistrature. Cet expert-comptable toulousain n'y est pas allé par quatre chemins, pour, à ses dépens, traîner la justice en justice. En désespoir de cause, ou en désespoir tout court.

Il a dit, dans un premier temps, ce qu'il pense — 20 000 francs d'amende en avril 1984, — puis écrit dans un second temps : « Justice est pourrie » et trois magistrats toulousains sont plus particulièrement « pourris ». Dans un numéro d'avril 1984 de la revue *Toute la vérité sur...*, organe de l'Association des victimes des procédures civiles, pénales et civiles, M. Belhomme, « fils de gendarme, ancien du 1^{er} bataillon de choc parachutiste », a écrit comme on « rafale ». Que le procureur général de Toulouse était « un corrompu, un véritable chef de la mafia ». Que l'avocat général n'avait pas de conscience. Qu'un juge d'instruction était « un magouilleur et un magouilleur pouru, car dans la magistrature plus on magouille, plus on est promu », et l'« assassin d'une famille ». Entre autres choses. L'énormité de la charge donne la mesure du désespoir. Il n'empêche. La chancellerie ne pouvait pas ne pas poursuivre. Plainte fut donc déposée par la garde des sceaux, M. Robert Badinter lui-même, pour diffamation publique à l'égard de magistrats dans l'exercice de leurs fonctions.

L'affaire confiée au tribunal correctionnel de Versailles est venue en audience publique, mardi 10 décembre. Non pour son épilogue, on doute qu'elle le trouve jamais pour M. Belhomme, mais pour un épisode délicat : condamne-t-on le désespoir, même insistant ? Seul à invoquer un « état de désespérance au moment des dires ou des écrits », il faut bien en effet juger. Et c'est avec d'infinies précautions, entre la tentation visible de poser un diagnostic et la nécessité de rendre un verdict, que le tribunal a siégé.

Le malheur de M. Belhomme aurait pu ne point échapper à une tragique banalité : la mort d'un fils, Jean-Jacques, dix-neuf ans, dans un accident de la route, le 3 octobre 1976, après une « troisième », mi-temps de rugby.

Le jeune homme conduisait sa voiture, quand un camion l'accident provoqua. Également la mort de deux compagnons de club. L'enquête de gendarmerie conclut à l'accident et à la responsabilité du conducteur. C'est cela que refuse, depuis 1976, le père, qui affirme, après sa propre enquête, que l'accident fut « provoqué délibérément », après une altercation, par un autre camion de club, au volant d'une voiture volée et maquillée.

Le malheur procédurier

C'est cette thèse, et celle d'une vaste conspiration politico-policère pour protéger de « gros bonnets locaux » que M. Belhomme a mené depuis neuf ans (Le Monde du 17 juin 1978 et du 3 janvier 1982). Nous n'en savons rien. Et, ce qui est plus inadmissible, la justice pas davantage, qui, depuis neuf ans, d'ordonnance de non-lieu refusée en cassation, en réouverture d'une information, le 3 janvier 1984, confiée à M. Jean-Claude Nicod, premier juge d'instruction à Bordeaux, n'a pas su donner ou pas pu donner réponse à M. Belhomme et à sa plainte contre X... pour homicide involontaire.

Le malheur peut se faire procédurier. On ne le sait que trop dans les rédactions, à la réception de ces dossiers embarrassants qu'on se refait prestement, comme des pommes de terre chaudes. Ou à la lecture de ces inextricables procédures du désespoir où il ne manque guère, faute d'adresse, que l'assignation à Dieu.

Il n'empêche. M. Belhomme, qui admettait la mort de son fils, mais pas le fait qu'il ait pu être un « assassin de la route », a posé une question à la justice. Il y a usé, au sens littéral du terme, une kyrielle d'avocats. Et même les avocats, les « producteurs de la justice », dit-il aujourd'hui, l'ont abandonné, lassés. Il y a engagé ses fonds : 600 000 francs jusqu'à présent. Il a assigné tout le monde, gendarmes, experts, magistrats. Il a recherché fébrilement, à droite comme à gauche, des appuis politiques qui eux aussi se sont lassés. Il a même essayé de se porter candidat à la présidence de la République pour faire connaître à la France l'état de sa justice. Et l'étendue de son malheur propre.

Neuf ans après, la justice, épuisée, ne lui a pas donné de réponse. Alors M. Belhomme insulte la justice. Et la justice au cours d'une audience menée avec infiniment de tact par le président M. Costes, s'est contentée de demander, pour prix de son honneur, le tarif Belhomme, 20 000 francs d'amende.

Jugement le 7 janvier prochain.

COMMUNICATION

Les mots nouveaux sont arrivés

Face à une situation, vis-à-vis de l'Anglo-Américain, la France est passée, en dix ans, de l'enrichissement mutuel à l'indigestion, l'indigestion publique à la néologie francophone était devenue — comme au Québec — un impératif. Mi-science, mi-poésie, elle a déjà connu quelques jolis succès : ordinateur, logiciel, remue-méninges, et même baladeur entendu de plus en plus à la place de *walkman*. Sans parler de tous les mots en «-ique », à l'exception de « mercatique » arrivé trop tard pour déborder marketing.

La part du feu

Les réflexions qui viennent à l'esprit, après le publicitaire (1) d'une certaine, de termes pour l'audiovisuel et la publicité, sont un peu les mêmes que celles qui eurent cours lors de la mise sur le marché linguistique en 1983, de cent premiers mots pour les mêmes domaines (Le Monde du 17 février 1983) : les néologues écoutent-ils suffisamment les gens, la rue, et surtout les jeunes, parler autour d'eux ? A l'heure où la tendance est aux mots raccourcis (pub, appart, télé, ciné, etc.), comme on fit jadis pour dactylo, auto, cinéma, on s'imaginerait que *boomier* aura quelque chance d'être supplanté par « haut-parleur de graves ». Pourquoi pas tout simplement, « boomier » (d'ailleurs suggéré aussi, mais en seconde place, dans la dernière liste), sur le modèle de *boolegogue* (*bullog*) ?

Et n'est-ce pas une gageure de proposer aux journalistes « rédaction séduisante » pour *desk* (dans ce cas,

les envoyés spéciaux et les correspondants, seraient-ils la « rédaction nomade » ?) alors que « rédaction » tout court devrait présider, ainsi que « rubricard » pour les « rédacteurs séduisants » ? De même que « séduisant » à la place de *compromis*, ou « reporter » (Remarque : reportage) pour franciser *reporter*. Faire le point, au lieu de faire un *round-up* est également bienvenu, comme le bon vieux « palmarès », envoyé à la casse par *hit-parade*, mais qui a bien raison de résister. « Publipostage » n'est pas trop mal pour *mailing*, et pourquoi « varia » n'aurait-il pas ses chances face à l'obscur *feature* (reportage magazine) ?

En revanche, nous sommes prêts à parier que « message publicitaire » ne damnera pas le pion au si pratique *spot*. Les néologues devraient faire la part du feu, sous peine de n'être guère suivis. Leur utilité est enfin reconnue. Pour qu'ils soient mieux entendus, il leur reste à attraper la vie et à fabriquer des mots qui fient du bien à la bouche comme à l'esprit, tels que *action*, *avion* ou *paquet*. D'accord, il n'y a pas de ces néologues, qui demandent cependant qu'on lui explique pourquoi *disparcher*, qui écorche le palais, réussit si bien à déstabiliser le « réparti » ou de « distribuer » ; et pourquoi encore l'excellent « creuset » arrive de moins en moins à se maintenir devant le lourd *melting-pot*.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Journal officiel des 11, 12 et 13 novembre 1983.

Les principales innovations

Coût média (*above the line*) : antipage (*antislanding*) : émission publique (*audience show*) : polarisation (*biasing*) : mémoire (*brand name recall*) : disque compact (*compact-disc*) : animateur (*disc jockey*) : force centripète (*drag*) : interlude (*fill-in*) : scintillement (*flutter*) : titre (*headline*) : rangement (*turn*) : journal interne d'entreprise (*house organ*) : marchandiseur (*merchandiser*) : enregistrement fractionné (*multiplay*) : spectacle solo (*one man show*) : parchiste (*perchman*) : présonorisation (*play-back*) : épreuve (*rush*) : exclusivité, primeur (*scoop*) : feuilleton (*serial*) : accord (*turning*) : haut-parleur d'égus, tuteurs (*tutors*), etc.

Auparavant, le Journal officiel (21 et 22 octobre 1985), avait diffusé une liste des pays et capitales du monde, rendant leur orthographe française à bon

nombre d'appellations. On avait sa tendance, en effet, ces dernières années, à confondre les changements de noms (Arabie au lieu de Bône, Burkina au lieu de Haute-Volta) et l'adoption en français d'une graphie reproduisant au plus près la prononciation locale (*Kampuchéa* au lieu de Cambodge, *Antananarivo* au lieu de Tananarive, etc.), ce qui nous avait bien sûr conduits à dire *London* au lieu de Londres ou *Den Haag* au lieu de La Haye. Il faut donc revenir à Saint-Domingue (*Santo Domingo*), Port-d'Espagne (*Port-of-Spain*), Abou-Dabi, Katmandou, Chinghai, Decca, Setchouan, Nankin, etc. Formose est autorisée au même titre que Taïwan, mais Sri Lanka ne restera Ceylan que pour parler thé et New-Delhi l'a définitivement emporté sur La Nouvelle-Delhi, avec la bénédiction du Quesi d'Orsay.

Marcel Bleustein-Blanchet précurseur

LE VIEUX LION DE LA RADIO

Radio-Cité reste une star. L'ancêtre des radios privées, créée en 1934 par Marcel Bleustein-Blanchet, président de Publicis, a fait l'objet d'un film réalisé en 1974 par Igor Gouzenko et Robert Rocca, et diffusé le 10 décembre devant des personnalités et des journalistes. C'est à la fois un document d'histoire, d'humour et d'émotion qui a nécessité la collecte de photos et de films d'archives, ainsi que la reconstitution de scènes de studio et un mois et demi de patient montage.

L'aventure débute à cinquante et un ans. Marcel Bleustein-Blanchet, déjà propriétaire de l'Agence Publicis, qu'il a fondée en 1926, veut à tout prix une radio. Il croit en ce jeune médium, il l'aura. Il rachète en effet en 1934 un poste de radio émetteur privé, mais aussi les droits de son propriétaire. Sans en connaître le montant, qui se révèle de 3,5 millions de francs de l'époque ! La première émission a lieu le 29 septembre 1935. Et, très vite, Radio-Cité se distingue des autres radios privées alors autorisées en émettant des bulletins d'information. Grâce à des journalistes venus du journal *L'Intransigeant*, le premier « journal parlé ». « La voix de Paris », est lancée. C'est l'époque où les amplis lourds de (150 kilos) et toute l'équipe se déplacent dans des autocars. Les formes maintenant antédiluviennes, les reportages sont enregistrés sur disque souple, où la rédaction et le public s'entendent de l'autre bout de la composition du ministre Camille Chautemps, annoncée à 9 h 45.

Mais Radio-Cité, c'est aussi les premiers Tours de France cyclistes retransmis à la radio, la célèbre « Famille Duranton », « Le music-hall des jeunes », qui produit Charles Trénet et Edith Piaf débattante, « La minute du bon sens », de Saint-Granier, Pierre Des et Jeanne Sourza. Les informations, les variétés, les radios-crochets, l'Association des auditeurs de Radio-Cité, mais aussi les chœurs symphoniques du dimanche soir, avec Darius Milhaud ou d'autres, et surtout, les slogans chantés (« Da da da du bon Dubonnet », ou « Dop, Dop, Dop », etc.), qu'invente Marcel Bleustein-Blanchet pour attirer les jeunes auditeurs, séduisent les annonceurs. C'est le succès. Seule la guerre l'arrêtera. Plutôt que de voir sa radio passer aux mains de l'ennemi, Marcel Bleustein-Blanchet préfère en dynamiser les studios. Mais le silence qu'elle a tracé et les innovations qu'elle a expérimentées font maintenant partie du paysage ordinaire des radios, périphériques, d'Etat ou privées.

YVES-MARIE LABÉ.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



Kevin Costner et Kevin Kline.

Un brave garçon à la queue d'assassin dort paisiblement dans une cabane en plein désert. La caméra glisse sur son visage émacié, zoomant amoureusement sur les objets, les vêtements, les bottes, les ceintures. Et, soudain, sur l'émacé. En vain. Même endormi, ce mince vaurien tire douze balles à la demi-seconde, par devant, par derrière, dans le toit et sous le plancher. La mort des autres n'est qu'une formalité pour M. Emmett (Scott Glenn), et son petit séjour en prison ne l'a pas trop rouillé apparemment. Deux minutes et trois cactus plus tard, il rencontre un quasi-cadavre, Paden (Kevin Kline), à qui il donne un peu d'eau de sa gourde. « Please to meet you », dit le cadavre.

Incontestablement, Silverado, le western de Lawrence Kasdan (réalisateur de la Fière au corps, les Copains d'abord), commence bien. Grand écran, grands espaces, une goutte de sépia dans l'objectif qui donne à tout (même le sang n'est pas vraiment

rouge) la teinte bistre des vieilles photos de l'Ouest authentique, l'ancien ; une goutte presque trop jolies, qui, d'emblée, éveille aussi comme un soupçon. Mais qu'importe, Paden et Emmett sont déjà en train de faire évader de prison le frère d'Emmett, Jake, qui ne souhaitait plus y rester : une potence l'attendait, c'est un rendez-vous qu'on peut préférer remettre.

Sympathique au possible, ce Jake (Kevin Costner), fanfaron, tête brûlée, un œil sur les chasseurs de primes, l'autre sur les filles, et qui ne peut pas s'empêcher de dégoûter, pour les deux, comme un fou. C'est d'ailleurs comme ça qu'il a eu l'occasion de rectifier, en légitime défense, le frère d'un important personnage de Silverado, bled poussiéreux où règnent le racisme, la peur et un shérif sans humour (vite remplacé par une joviale et massive crapule à la solde du maître des lieux - et des mercénaires, - un certain McKendrick). Un Noir, injustement traité (un must du genre) et

Grand écran et grands espaces, shérifs crapuleux, voyous séduisants, cavalcades, bagarres et si peu d'amour, mais de l'humour et de l'action. Un western des familles.

bâti comme un tronc d'arbre, se joint aux trois lascars pour former un quatuor de gâchettes assez efficace, quelque chose comme les quatre cavaliers de la Rédemption face à Silverado, la ville corrompue.

Un western, donc. C'est vrai, tout y est ou presque. Le shérif pourri, mais assez séduisant, le grand propriétaire terrien qui reste dans l'ombre et manipule ses hommes de main bien payés mais beloués, le saloon enlaid, beau comme un feuillet (si feuillet) avait contre l'Amérique, bien sûr, où brûle Stalle, la serveuse naïve au grand cœur, les troupeaux de vaches en foie, les chevaux en sueur et les femmes en rage ; les silences qui précèdent le pire, les virtuosités balistiques

et équestres, les bons qui gagnent, les méchants qui s'écroulent face contre terre, et des gentils qui perdent aussi, parce que, dans ce monde, la justice n'est pas bien faite, n'oubliez pas le guide.

Et de l'humour, de bons acteurs, même si le sort réservé à la charmante et douce Rosanna Arquette, qui fut sublime dans le Chant du tournoy, est absurde et étonnant. Le film est, à ce propos, plutôt assé, y compris dans la dimension « homo-repoussé » qui a sous-tendu tant de ces chefs-d'œuvre rustiques. Du brio, de l'action, de grandes trouvailles, comme le meurtre simultané de deux canailles par Jake le fascieux, qui arrache des bravos à la salle, bref, un divertissement

tout à fait pétaradant. Et pourtant quelque chose coince.

« A l'Ouest enfin du nouveau », proclame l'affiche du film. Ah ? C'est là que le bât blesse, que la sensation d'une beauté bizarre se précise : avec ces musiques trop éclatantes de cuivres, ces fanfares un peu pomprières - celles qui scandent la Guerre des étoiles, L'empire contre-attaque, le Retour du Jedi, trois produits de Lucas et Spielberg dont Kasdan a écrit le scénario, - on retrouve un cocktail de gentillesse, de morale, de comique et d'action qui plaît aux petits et aux grands et remplit les salles : Lawrence Kasdan a fait un film très « Spielbergien ». Ce n'est pas une injure, certes, mais aujourd'hui un western qui a envie de gagner, cela paraît étrange. On s'était habitué - après la résurrection parodique du genre par les Italiens, Sergio Leone en tête - à son visage creusé de looser magnifique, celui de Clint Eastwood dans Pale Rider.

Kasdan savait qu'il arrivait bien tard dans l'histoire du western, et

que nous pensions qu'il avait dû s'en apercevoir. Il s'est donc empressé à chaque instant de se montrer non dupe. Il y a dans Silverado des citations, des cités d'œuvres, des références, tout un commentaire sur le western, mais on n'est pas dans un western. Cela ressemble au post-modernisme en architecture, des assemblages de styles et d'époques incongrus, des coq-à-l'âne, une façon de dire : « Voyez comme on est intelligent, et drôle avec ça », qui est plutôt gaie. Mais la bonne humeur n'indique pas forcément une bonne santé. On est loin de la « naïveté » des grands monuments et de la franchise des ancêtres.

Cela dit, nul n'est obligé de se monter une migraine sur la théorie du second degré avant d'aller au cinéma, et on peut prendre à Silverado un très vil plaisir, surtout avec les enfants. La tuerie finale est réjouissante, hélas un peu trop « propre », mais Noël arrive.

MICHEL BRAUDEAU.

* Voir les films nouveaux.

Genet au Français

LAVAUDANT A TRAVERS LE MIROIR

Le Balcon à la Comédie-Française (à partir du 14 décembre) marque l'entrée de Jean Genet au répertoire, son inscription en somme parmi les classiques. C'est la première mise en scène de Georges Lavaudant dans la maison, et ça n'a rien à voir avec la décision prise par l'administrateur général Jean-Pierre Vincent de refuser le renouvellement de son contrat (le Monde daté 8-9 décembre).

Les répétitions ont commencé en septembre. Les acteurs se sont habitués à Georges Lavaudant, à sa manière de dire. « Le sens que l'on donne aux mots n'est pas forcément compris tout de suite, reconnaît-il ; il faut un temps d'adaptation pour qu'ils soient

entendus de l'intérieur. » Il est très attentif aux gens, pas du tout pittoresque dans sa façon de faire. Son humour dédramatise les moments de tension. Il est à l'écoute. Avec lui, personne n'est anonyme. Et pour lui, qui, depuis quinze ans, travaille avec les mêmes acteurs - le Théâtre des Partisans, devenu Centre dramatique des Alpes, - diriger les comédiens français est une riche expérience. Si l'étiquette « belles images » qui lui est collée ne le tracasse plus (« Une image est belle quand elle est juste »), il avoue ne pas se sentir un « magicien de la direction d'acteurs », et se dit que le meilleur moyen pour apprendre est de se lancer.

« Le style que j'aime se situe en marge du naturalisme avec une pointe de formalisme dans ce que ça a de généreux. Le jeu est dessiné, frôle la danse. Les gestes, les attitudes, doivent être faux ; c'est autour de ça que, depuis toujours, je tourne. Je ne sais pas si nous avons tenu le pari de bout en bout, et je ne sais d'ailleurs pas si c'était nécessaire. »

Le Balcon présente pas mal de difficultés. Il s'agit, dans un bordel, maison d'illusion, lieu clos, d'un jeu de miroirs et de masques dans lequel interviennent des hommes armés, des révolutionnaires. Pourtant, de même que dans les Paravents Genet ne traite pas de la guerre d'Algérie, ici il ne donne pas de réalité historique à une révolution. Simple, ment, il est et reste un rebelle.

« La structure est complexe, dit Lavaudant. Les personnages n'ont pas de psychologie. Loin en rajouter ne serait pas intéressant. On n'a pas affaire à une pièce néo-réaliste sur les bords de la rue du Strindberg, bien que certaines situations puissent y faire penser, mais il y a toujours un arrière-plan allégorique. Genet ne nous apprend rien sur la personnalité humaine. En termes de magie poétique, il nous apprend beaucoup sur l'image, le reflet, le faux, le vrai. C'est fascinant ; seulement, pendant deux mois, je me suis demandé comment relier les différents éléments, donner le mouvement général, même si on accepte que, par moments, il y ait des creux. Si on n'est pas soi-même le premier spectateur captivé, ça ne va pas. »

« Je me suis heurté, surtout à la fin, à deux scènes que je ne trouvais pas : un condensé de ce qui s'est passé, sans redites pourtant. Des scènes baroques, le baroque étant l'art de la surcharge, de la floriture. J'imagi-



Catherine Samal et Jacques Destoop.

Après Peter Brook, Giorgio Strehler et quelques autres, Georges Lavaudant défie la poésie incandescente de Jean Genet, et son humour carnavalesque, il met en scène le Balcon à la Comédie-Française.

d'un assassin d'enfant ? Mais personne ne s'écrit à propos de Shakespeare ou de Sophocle. La grossièreté ? Mais, de Sade à Guyon, la beauté littéraire choque moins à propos d'une époque, dont elle ne prennent pas en charge la langue. Genet est l'un de ceux qui portent la langue à un tel degré de jouissance qu'il peut tout dire.

« Nous avons dû couper, parce que, pour des raisons techniques, nous ne pouvions pas dépasser trois heures. Mais je n'ai rien voulu changer aux problèmes que pose la pièce. »

COLETTE GODARD.

* Comédie-Française, à partir du 14 décembre.

HÉRITAGES

APRÈS la Comédie-Française, Georges Lavaudant retourne dans sa ville natale de Grenoble. Il prépare la seconde version de Palazzo mentale, son spectacle fétiche, le premier qu'il ait monté sur la grande scène de la Maison de la culture. Ce sera également le dernier, puisque, en juillet 1986, il va rejoindre Roger Planchon et Robert Gilbert à Villeurbanne.

Georges Lavaudant, directeur du Centre dramatique des Alpes depuis 1976, et - avec Jacques Blanc - de la Maison de la culture depuis 1982, laisse une double succession. Pour le centre dramatique, se dégage le nom de Bruno Boëglin - qui présente actuellement L'Ilom, salle Gémier. Ses options théâtrales et littéraires, son talent pour les « images belles » (donc justes), le situent dans la même famille que Georges Lavaudant. Son humour étonné, son talent pour

les gags minuscules, le rapprochent de Jean-Claude Gallota, Grand Prix national de la danse 1985.

Jean-Claude Gallota, installé avec son groupe Emile-Dubois à Grenoble, est bien placé pour être nommé à la tête de la Maison de la culture. Il souhaite en être le seul responsable, secondé par une équipe de direction chargée des secteurs administratifs, techniques, des programmes et de l'information. Il veut être en mesure de rassembler les différentes activités de la maison, de leur donner une cohérence. C'était en 1982 le vœu du ministre de la culture et l'enjeu d'une expérience. Mais Georges Lavaudant et Jacques Blanc avaient encore à subir le poids des habitudes. « Nous aurons moins à nous battre contre les fantômes », dit-il. S'il est effectivement nommé, il entend bien être ouvert à l'actualité artistique et en même temps donner sa marque à la maison. - C. G.

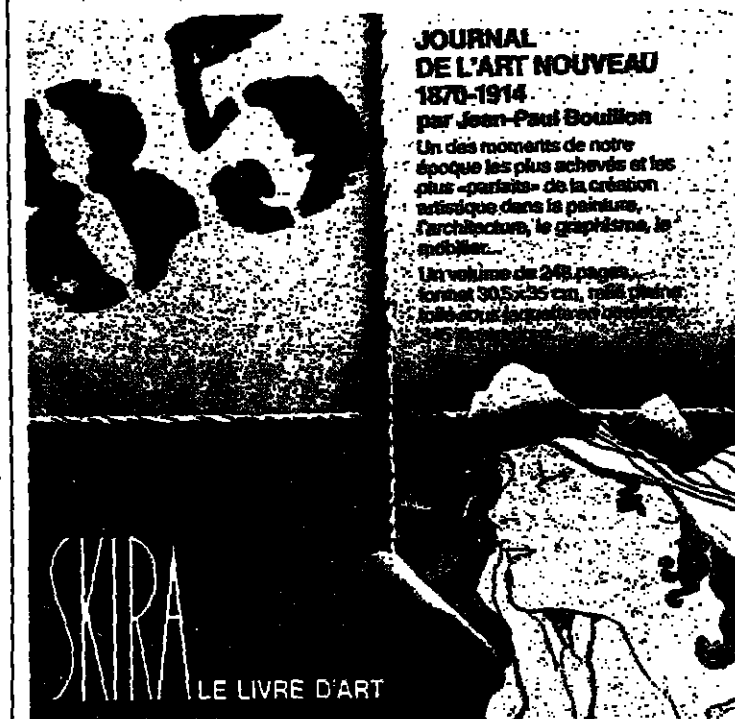
nais quelque chose de shakespearien et ça ne collait pas. J'ai pensé ensuite au chef de la police, à la réalisation de son image, à ce qu'il faut pour édifier cette figure. J'ai pensé à Hitchcock, aux films noirs. Non pas en citations, mais parce qu'ils font partie de ma culture et m'aident à trouver des ambiances. »

Peter Brook, Giorgio Strehler, Antoine Bourseiller, André Stéger, Neuenfels à Berlin - entre autres, - ont monté le Balcon. Georges Lavaudant n'a vu aucune de ces mises en scène. Il ne s'est pas fié aux indications écrites de Genet : « Elles sont bien, mais inapplicables. Je les vois comme des énigmes à interpréter. On peut monter Genet de multiples façons. On peut sortir l'humour, la côté force, les gags carnavalesques ; on peut le monter comme du Jarry, mais je ne suis pas à mon aise là-dedans. »

« Pour moi, je m'intéresse à la magnificence du langage, à son incandescence, à la façon dont Genet utilise le toc, les images de romans de gare, les subtilités, mêle les fausses perles aux vraies et les rend plus belles encore. Genet est un immense auteur moderne, et classique à la fois, lumineux et pervers autant que Racine. »

« Il n'est pas sulfureux, il n'est pas provocateur. La provocation,

quand elle existe, est généralement minable. Une pièce peut faire scandale dans une situation historique donnée. Qu'est-ce qui pourrait choquer gravement aujourd'hui ? La glorification



JOURNAL DE L'ART NOUVEAU 1870-1914
par Jean-Paul Boulouin
Un des moments de notre époque les plus achevés et les plus « parfaits » de la création artistique dans la peinture, l'architecture, le graphisme, le mobilier...
Un volume de 248 pages, format 30x25 cm, 1100 photos, 100 illustrations, 1000 reproductions.

LE LIVRE D'ART



Oshima tourne à Paris

LE MARI, LA FEMME ET LE SINGE

DANS la comédie de boulevard, le ménage à trois est la bonne mesure. A condition, bien sûr, que l'ami soit de même nature, sinon de même race et de même condition, de nature humaine s'entend. D'autre part, dans l'histoire, en tout temps et en tous lieux, chez les hommes et chez les dieux, la culture populaire et la littérature ont fait une large place aux rapports entretenus, sous diverses formes, entre le genre humain ou divin et le monde animal. Entre l'homme et la bête. L'homme, et surtout la femme.

La mythologie de l'Antiquité gréco-romaine est pleine de ces passages du règne humain au règne animal et vice versa ; de leurs amours parfois. Plus près de nous, ces rapports, réalistes ou fabuleux, innocents ou scandaleux, sont nombreux. Cela va de Titania, épouse d'un homme métamorphosé en âne, dans le *Songe d'une nuit d'été*, à la Bête et le *Beau et la Bête*, en passant par *King Kong*, *Tarzan*... Cela dit, dans tous ces classiques, le genre humain garde le beau rôle sans avoir à se poser trop de questions. C'est une affaire de conventions ; effrayant ou rassurant, mièvre ou monstrueux, le rapport avec la bête

reste, pour l'essentiel, une projection dans l'imaginaire.

Soit la bête se transforme par amour en prince charmant, soit King Kong amoureux reste éternellement frustré. Quant à Tarzan, roi des singes, il ne se met pas en ménage avec une beauté anthropoïde mais avec Jane ; et les *« Femelles du canton »* de Georges Brassens, contemplant cet *« endroit bien précis »* par lequel le gorille les trouble, en restent à leurs phantasmes.

Devenue grande, la petite fille qui s'endormait en serrant contre elle son chimpanzé en peluche adoré peut-elle tomber vraiment amoureuse, en visitant un zoo, d'un grand singe aux yeux doux et en mal d'affection ? Allant beaucoup plus loin que Marco Ferreri dans *Rêve de singe*, Nagisa Oshima, Jean-Claude Carrière et Charlotte Rampling répondent tout simplement : pourquoi pas ?

Laissent de côté les facilités souvent fallacieuses de l'imaginaire, s'écartant résolument du conformisme généralement de rigueur en la matière, ils ont choisi de traiter, sur le mode classique du trio de boulevard, cette *« réalité improbable »*, cet *« amour impossible »*, mais après tout pas

impossible : Max aime Margaret et Margaret aime Max. Margaret, jeune femme du monde BCBG, apparemment comblée — beau mari, bel enfant et bel appartement. — Et Max ; Max le chimpanzé. Un amour pour de bon, pour de vrai et pas pour rire ; même si, dans cette comédie, mieux vaut en rire. Et on en rit !

Veinon, ou plutôt convaincu, par l'intensité de l'amour de Margaret pour Max — « Tu ne m'as jamais aimé comme cela », remarquera-t-il tristement, — Peter acceptera, comme tant de mari un jour ou l'autre, mais dans une situation moins insolite, que tout ait commencé par un *« coup de foudre »*, par deux regards accrochés ; qu'il ne s'agisse pas d'une fantaisie *« contre nature »* ; d'une perversion du ressort de la neuropsychologie, d'une aberration sexuelle, comme on dit. Non. Interrogeant un zoologue, Peter dira : « Je ne parle pas seulement de sexe, ni de la tendresse que l'on peut éprouver pour un chien.

Je parle d'amour. Est-ce que l'amour n'est possible qu'à l'intérieur d'une même espèce ? Un cheval peut-il tomber amoureux d'un serpent ? ou d'un carlier ? »

La réalisation d'un tel sujet pourrait, facilement, glisser dans le mauvais goût, l'introuvable ou le naturalisme excessif. Grâce au talent, au tact et à la sincérité de ceux qui le font et qui le jouent, le film, à travers les rushes que nous avons vus, ne semble pas tomber dans ces travers-là. Voir Max jaloux, au cours d'un dîner, jeter à terre, sous le regard ahuri puis scandalisé des invités, le cadeau d'anniversaire offert à Margaret par son ancien amant, puis entamer avec elle, les yeux dans les yeux, un dialogue amoureux fait de carresses précises, aurait de quoi susciter la répulsion ou les rires bouffons. La scène, au contraire, est plutôt émouvante, et le grotesque plutôt touchant, si l'on ose dire.

Oshima se refuse à l'inspection. Il s'est contenté de nous dire, par ailleurs, que *« le thème essentiel est celui de la difficulté de communication, d'acceptation de l'autre, et de développement de liens affectifs entre des êtres apparemment très différents »*. On retrouve là un thème déjà déve-

loppé par le cinéaste dans *The Catch*, d'après une nouvelle célèbre de Kenzaburo Oé (des villageois nippons finissent par mettre à mort un évêque noir américain tombé du ciel et mis en cage), et aussi dans *Furyo*, histoire de l'attente amoureuse, impensable dans le contexte de l'armée impériale, mais néanmoins irrésistible, qu'éprouve un officier japonais pour un prisonnier anglais, ennemi.

Max, n'est-ce pas cet autre, encore plus « monstrueux », plus inacceptable que ces deux-là, mais finalement accepté ? Derrière l'humour noir de la comédie satirique, sur fond de peinture de mœurs, *Max mon amour*, n'est-ce pas aussi une parabole sur l'intolérance, la xénophobie, le racisme ? Max fait rire, mécaniquement sur l'instant ; il peut aussi changer notre regard. Serge Silberman, qui ne fut pas pour rien, des années durant, le producteur et l'ami de Luis Buñuel — dont Jean-Claude Carrière fut aussi le scénariste, — nous faisait cette réflexion : « Si des millions de gens sont capables de tomber amoureux de E.T., d'avoir le coup de foudre pour cet extra-terrestre, comment ne pas admettre que l'on puisse aimer Max, qui vit sur notre terre ? ».

R.-P.-P.

LE CINÉMA EST UN DÉFI

« VOUS tournez en France et votre producteur dit de vous : « Oshima, il est vraiment très parisien ». Pour un Japonais qui prétendait ne vouloir tourner qu'au Japon c'est étonnant, non ?

— C'est vrai, j'ai souvent dit que je ne voulais pas tourner à l'étranger ; il y a encore quelques années je n'imaginai même pas qu'un metteur en scène japonais puisse le faire. Cela, je l'ai affirmé pendant le tournage de *la Cérémonie*. Et puis il y a eu deux co-productions, *l'Empire des sens* et *l'Empire de la passion*. Les sujets, les acteurs, les équipes de tournage étaient japonaises, mais la post-production s'est faite à Paris. Un premier pas à l'étranger. Ensuite, j'ai réalisé *Furyo* en coproduction avec l'Angleterre. Là, les acteurs étaient mixtes. Depuis, il y a *Max mon amour*, où cette fois je suis seul à l'étranger, entouré d'étrangers.

— C'est votre choix ou celui du producteur ?

— C'est le mien. Absolument. J'aime ce genre de défi, et c'est très bien comme cela. Alors, voyez-vous, le changement, le passage du Japon à l'étranger s'est fait très naturellement, très progressivement (1).

— Max et Oshima, ça a commencé comment ?

— Max, ça a commencé avec Serge (Silberman). Je l'ai rencontré à Tokyo en 1982 (il préparait alors *Ran*, avec Kurosawa) et

nous sommes tombés d'accord sur le principe d'un film en commun. C'était Max, une idée de Jean-Claude Carrière résumée en un feuillet et demi, pas plus. Je n'ai pas hésité, j'ai tout de suite voulu faire le film. En 1984, j'ai commencé à travailler sur le scénario avec Carrière, à Tokyo et à Paris. Voilà, dans une semaine le tournage sera terminé.

— Qu'est-ce qui vous a attiré dans l'histoire de Max, le côté insolite, provocateur, scandaleux ?

— Non. Le plus important, c'est que j'aie accepté l'idée très naturellement ; le sujet ne m'a pas choqué, je n'y vois rien de particulièrement monstrueux. A partir de là, tout a été relativement facile, Carrière et moi étions sur la même longueur d'onde, nous partageons les mêmes sentiments.

— Tourner avec des équipes étrangères, c'est facile ?

— A Tokyo ou à Paris, le travail est très similaire dans notre métier. Et puis, ne dit-on pas que les Japonais sont un mélange d'Orient et d'Occident ? Ça aide, sans doute. En fait, c'était bien plus compliqué avec l'équipe mixte de *Furyo* ; il fallait sans arrêt que j'explique à la partie anglaise la complexité des méthodes japonaises. Ici, c'est plus simple, je dirige en anglais, tout se passe bien. Le film sera bouclé en six semaines, à condition que Max ne fasse pas trop trainer les choses. Ce chimpanzé, met un temps fou à se préparer.

— Y a-t-il dans la mythologie, dans le folklore et dans la littérature japonaise des exemples de relations amoureuses entre femmes et bêtes ?

— Il y en a des quantités : à commencer par le renard, cette divinité shintoïste, qui peut se transformer en femme ; et on parle dans le film d'un cheval japonais malade d'amour pour une jeune fille qu'il rêve d'épouser. En fait, curieusement, je me suis souvenu de tout cela récemment. Auparavant, je n'avais pas établi de relation consciente entre l'histoire de Max et ces légendes japonaises, mais il est certain que leur connaissance m'a prédisposé à accepter d'emblée l'idée de Carrière.

— Cette histoire d'amour, pouvez-vous l'imaginer dans le contexte du Japon d'aujourd'hui aussi bien qu'à Paris ?

— Non, pour moi cette histoire ne peut se passer qu'à Paris, à Londres ou à New-York ; pas ailleurs, pas à Tokyo.

— Pourquoi ? Le folklore n'est pas si différent...

— Justement, je me suis posé la question : pourquoi pas au Japon ? Tout ce que je peux dire, c'est que, lorsque je pense à cette histoire, j'imaginais une société raffinée et enrichie mais vieillie. Tokyo est une ville trop jeune, trop dynamique, pas assez blasée peut-être...

— Pourrait-on traiter ce sujet autrement que sous la forme d'une comédie un peu surréaliste ?

— Je tourne une histoire de façon aussi réaliste que possible ; je n'ai pas la prétention de délivrer un message. Je pense que les gens sont assez intelligents pour recevoir l'histoire telle qu'elle est. Cela dit, compte tenu du sujet, et tout en étant réaliste, j'essaie d'être aussi léger que possible. Si l'histoire n'était pas traitée avec cette légèreté formelle, elle risquerait, en effet, d'être pénible.

— Faut-il voir *Max mon amour* comme une fable sur la décadence affective, ou même sexuelle, d'un certain Occident ?

— C'est une histoire de la fin de ce siècle.

Propos recueillis par ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) Oshima est également expliqué sur les difficultés pour un cinéaste de sa qualité de trouver au Japon le financement nécessaire à la réalisation de certains scénarios (*le Monde Aujourd'hui*, 7-8 juillet 1985)

PETIT MARIGNY

Compagnie Robert Hossein

Candice PATOU

Robert HOSSEIN

LORNA et TED

de John HALE, adaptation de Claude BAIGNÈRES

Mise en scène de Michel FAGADAU

« Loin du tintamarre et de l'esbroufe, un grand moment de théâtre... Le résultat est saisissant. »

François CHALAIS (France-Soir)

« On ne s'ennuie pas une seconde tant les acteurs mettent d'enthousiasme et de liberté. »

Pierre MARCABRU (Elle)

« Ombres, lumières, reliefs... Un concerto à la Strindberg. »

Jean-Jacques GAUTIER

« L'une des meilleures soirées de théâtre de la saison, superbement adaptée par Claude Baignères et mise en scène par Michel Fagadau. Robert Hossein et Candice Patou vont vous ravir. »

Jean-Claude MAURICE (Journal du Dimanche)

« C'est un plaisir rare, subtil et raffiné de voir sur scène un duo de très grands comédiens travaillant sans fillet. »

Pierre BRUNEAU (Minute)

« Cette comédie, à la fois blagueuse et féroce, est merveilleusement menée par Robert Hossein et Candice Patou. »

(Télé 7 Jours)

« Servie par deux merveilleux comédiens une pièce sur le couple à déguster à deux pour pouvoir en parler, après, sur tous les tons. »

(V.S.D.)

LOCATION OUVERTE POUR LES FÊTES 42.25.20.74 et agences

"une révélation!"

Surtout quand la nuit tombe

d'Arlette Namand

mise en scène de Robert Gironès

THEATRE OUVERT/JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49

GALERIE COARD

12, rue Jacques-Callot, 75006 PARIS

Tél. : 43-26-99-73

BONCOMPAIN

KARAVOUSIS

Françoise MATHERAN

Pastels

Jusqu'au 28 décembre 1985

Cours de dessin et d'aquarelle dans les musées

Téléphone : 39-55-29-43

(Publié)

La ville de Caen

(117 000 habitants)

recrute sur concours

le DIRECTEUR DE

SON CONSERVATOIRE

NATIONAL DE RÉGION

Candidatures à adresser à

M. le Maire de Caen

Hôtel de Ville

14077 CAEN CEDEX

Avant le 29 décembre 1985

La Maison de la Lithographie

110, bd de Courcelles - PARIS 17^e - Tél. : 227.20.16

ZAROU

LITHOGRAPHIES - PASTELS - PEINTURES

du 28 Novembre 1985 au 15 Janvier 1986.

5 DERNIÈRES

Temple

Après "Rêves" de Kafka

Philippe Adrien

Enzo Cormann

KÉ VOÏ ?

Sympathique et branché, il y a du monde chez Philippe Adrien... le plus ignare aura vite compris que ces mirages divers, enchaînés sans un accord, représentent une image fantastique du monde, présent ou futur, de ses pulsions, de ses songes, de ses hantises. « Ké-voï » est un Ovin, Objet Valable Non Identifié. MATTHIEU GALEY

43 28 36 36

SAGOT LE GARREC

24, rue du Four (9^e) - 43-26-43-38

MIGUEL CONDÉ

Croquis

Jusqu'au 21 décembre

Galerie Eldée

105, Faubourg-Saint-Honoré, Tél. 42-89-09-51 - 42-56 - 35-80

DESSINS ORIGINAUX

DE TEXTILES CONTEMPORAINS

Jusqu'au 15 janvier

sauf le vendredi 12h30-19h - Samedi 11h-19h

THEATRE BOULOGNE BILLANCOURT

JUSQU'AU 22 DECEMBRE

Thomas BERNHARD

AU BUT

"Il est difficile de rendre compte en peu de place de la richesse, de la complexité, de ce qu'il y a d'intime et d'universel dans le texte de Thomas BERNHARD."

LE FIGARO

"AU BUT a trouvé au T.B.B. en Éléonore HIRT une interprète magistrale."

LIBÉRATION

"Thomas BERNHARD est un écrivain de génie... Cette pièce est un chef-d'œuvre... La miracle est que nous resterions la nuit entière à l'entendre. Allez au T.B.B., ce seront des heures de vos vies parmi les plus inoubliables."

LE MONDE

Seigneur Lakhdar

LOIN DES AURÈS

Le seigneur du « désert culturel » regardait le match France-Yougoslavie devant un téléviseur. A Bou-Saada, à trois cents kilomètres au sud d'Alger, Lakhdar Hamina, le plus grand cinéaste d'Algérie (Palme d'or à Cannes, en 1975, pour ses *Chroniques des années de braise*), avait investi l'hôtel El Cald, en l'occurrence bien nommé. Il pluvait sur les palmiers du jardin. Sur une terrasse, Lakhdar avait fait installer — depuis deux mois que durait le tournage de son film *La Dernière image* — une tente de bédouin. Allongé sur les tapis et les coussins, au centre, il commentait parfois le match, tranchant même de cela : « A part Bats, très grand gardien, et Platini, c'est tous des bégueules, les Français. »

Autour du patron en survêtement, bronzé, petites lunettes cerclées, cheveux longs et gris ramenés derrière la nuque en clogan, une partie de l'équipe : Georges Garverez, volubile, Jean Larrieu (de TFI, coproducteur), deux fils de Lakhdar (le plus jeune joue dans le film le rôle de son père enfant), l'acteur français Jean Bouise sympathique et discret, Véronique Jannot, fatiguée, des techniciens, des amis fidèles. Après le coup de sifflet final de l'arbitre tout ce petit monde se retrouvera dans une des pièces de la « suite », autour d'une bouteille de rosé et d'une autre de champagne. Du

Laurent Perrier : on sait vivre sur les hauts plateaux.

Si Lakhdar Hamina déplaît à certains autant qu'il plaît à d'autres, c'est sans doute en raison de ses divers talents, dont la provocation, la violence verbale (jusqu'à l'obscénité) ne sont pas les moindres. Il est peut-être, dans cette Algérie où tant de bouches

rienne. « La jeunesse ? — A travers toute l'Algérie je n'ai jamais vu autant de gens se défouler à la bière. Les gens boivent comme des dingues, comme des dingues. On leur a donné à choisir entre le bar et la mosquée et les deux excès ne sont pas bons (...) Il y a eu vide culturel et pendant vingt ans l'Etat n'a pas fait face à quel que

« donné une partie de (sa) vie comme moudjahid ».

On comprend qu'il dérange, cet homme-là, ce monument national de l'excès, de la faconde et du talent. Riche et libre dans un pays qui ne l'est pas. On lui connaît des appuis au plus haut de l'Etat, et cela ne date pas d'hier. Protégé ? Les mesquins le lui reprochent. « La révolution lui a tout donné, nous a dit un membre du FLN, et il lui crache à la figure, c'est indigne. »

Le film que tourne Lakhdar Hamina est autobiographique. Il raconte la confrontation d'un jeune écolier arabe et d'une institutrice française, dans les années 40. En face de l'hôtel El Cald, sur un terrain bien gardé, on a stocké les autos du temps passé apportées pour l'occasion. Il y a dans l'air comme un relent de présence française que ces tacots rappellent.

Lakhdar Hamina, qui dirige son équipe comme un chef guerrier même sa troupe au combat, avec le génie de l'improvisation, sans trêve ni repos. Au bar de l'hôtel, dans une semi-obscure, des jeunes garçons siroient la bière, aux confins de ces deux mondes qu'incarne à lui seul un cinéaste puissant, colérique et aimable. Habitué par le passé — personnel et national — mais porté d'abord par son art. Son prochain film, annonce-t-il, sera « un western ». Loin des Aurès...

BRUNO FRAPPAT.

Le cinéaste algérien Lakhdar Hamina, Palme d'or pour ses *Chroniques des années de braise*, tourne un film autobiographique. Il parle de la jeunesse, de la culture, il crie ses colères, il dérange.

décaprement malaisément la pudeur et la « langue de bois », l'un des seuls à pouvoir penser tout haut. Hôte exquis, courtois et prévenant, il sait, à l'occasion, quand il s'agit de parler de son pays, se mettre dans des colères mythologiques. Alors les mots se bousculent au portillon, la grossièreté jaillit, l'emphase aussi. De l'excès considéré comme un des beaux arts...

On taira les propos qu'il eut ce soir-là, entre amis. Et on s'abritera derrière ceux, de la même veine, que vient de publier le journal *Algérie actualités* à l'occasion d'une tonitruante interview. L'Etat et la culture ? « On se fous totalement de la culture algé-

ce soit. » « Les gens sont devenus des tubes digestifs. » En somme, des veaux. Et la télévision ? « Dans la merde. » Et le cinéma ? « Dans toute l'Algérie il y a trois cent cinquante salles dont cent cinquante marchent correctement. Correctement, qu'est-ce que je dis ?... Ce sont des dépotoirs, des poubelles, c'est une honte. Et pour le client et pour l'exploitant. »

On a l'impression que, en poussant un peu, l'interviewer aurait pu lui faire dire que, du temps des Français, la jeunesse s'ennuyait moins. Mais ce serait oublier que le père de Lakhdar, un paysan des Aurès, est mort en martyr, tué par l'armée coloniale et que lui-même

Sélection

CINÉMA

Festival d'automne

Jacques Becker intégral et Robert Frank inédit sont les deux têtes d'affiche du cinéma au Festival d'automne, avec la traditionnelle Semaine des *Cahiers du cinéma* (douze avant-premières passionnantes). Pour la France, un personnage, un style, dont la parfaite élégance promet d'heureuses redécouvertes. Pour l'Amérique, le témoignage âpre et personnel d'un grand photographe qui est passé, par nécessité d'artiste, à l'image animée. (Rétrospective Becker reprise ensuite jusqu'au 7 janvier.)

« Tonnerres lointains », de Satyajit Ray

Tonnerres lointains est un inédit de Satyajit Ray (mais vu récemment à la télévision) Ours d'or au Festival de Berlin 1973. C'est bien sûr la maison et le monde, les secousses de la seconde guerre mondiale vécues par un jeune brahmane et son épouse, dans un village au fin fond du Bengale. Le riz vient à manquer, le tissu social se défait, les individus se débattent. Une mise en scène de l'insurmontable, et la lutte d'un cinéaste pour tempérer le cours du temps, du malheur, de la violence, par la sérénité généreuse de son témoignage. — C. D.

ET AUSSI. — L'Enfermé, de Claude Miller (mélange de l'adolescence). Sans toit ni loi, d'Agnès Varda (le mystère de Mona, morte). L'Arroseuse orange, de Zoltan Kossuth (rêves d'enfance squatters). Les Goonies, de Richard Donner (voyage chez les pirates). Taram et le chaudron magique, de Ted Demme (la terre trébuche).

THÉÂTRE

« La Chanson du Tourlourou » au TEP

La Chanson du Tourlourou, mis en scène par Jean-Marie Soria, ce sont trente chansons qui, en trente histoires, racontent la vie du piquou, du bidasse, du soldat. Chair à canon, chair à pâté, qui finira dans le fond d'une tranchée. Refrains-mélos, mélodies-rétros, Ignace et Rose rencontrent Zizi au zoo. Il y a des petits gars sans le sou et des grands rouquins qui rêvent de leur pays. Il y a aussi des infirmières au grand cœur et des mamans qui attendent et pleurent en faisant chauffer du café. Rires et larmes sur fond de champs de neige ou de champs de blé piqués de coquelicots. Bleu, blanc, rouge et cocorico, à eux deux, Jean-Marie Prossier et Gérard Viale incarnent toute l'armée française. — Ca. B.

MUSIQUE

Scarlatti à Nice, Pierre Henry à Paris

Les Rencontres internationales de musique ancienne de Nice sont une grande fête célébrée avec éclat pour le tricentenaire de Scarlatti. Colloques et concerts rempliront les prochaines journées à ras bord, avec les plus grands interprètes et spécialistes : Scott Ross, K. Gilbert, S. Vartolo, L. Alvin, W. Dowd, R. Saorgin, G. Bezina, etc. (Du 12 au 15 ; ren. : FNAC, 93-92-09-09.)

Autres importantes manifestations, très originales, en province : à Clermont-Ferrand, l'université de Clermont-II organise un colloque sur E.T.A. Hoffmann (12, 13, 14), marqué par la création en France, à la scène, d'*Odine* (les 14 et 15) par Musique-Université (tél. : 73-35-57-47), tandis que, à Bordeaux, se déroule la première Biennale des musiques contemporaines espagnoles, où l'on pourra entendre, à côté d'œuvres anciennes et classiques, des partitions modernes de Mompou, Marco, Gerhard, de Pablo, Haïffter, etc. (Du 12 au 17 ; ren. : ADAMA, 56-52-01-68, poste 370.)

Paris n'est pas en reste avec la création de la version intégrale de la *Hugo-Symphonie* de Pierre Henry, Grand Prix national de la musique 1985 : le 14, la *Terre* (17 h), l'*Air* (19 h), le *Fau* (21 h), et le 15 décembre (17 h), création absolue de l'*Eau* ; tous ces concerts au Studio 103 de la Maison de Radio-France (diffusion intégrale sur France-Musique dans la nuit du 23 au 24). A l'Opéra-Comique, spectacle très attendu avec l'*Heure espagnole*, de Ravel, et Gianni Schicchi, de Puccini, par Jean-Louis Martinoty, un metteur en scène qui a plus d'un tour dans son sac... (neuf représentations à partir du 16). — J. L.

JAZZ

« Bazar-bizarre »

« Bazar-bizarre » ou le jazz expliqué aux enfants. A Dunois, 28, rue Dunois, dans le treizième, tous les mercredis et les dimanches à 15 heures, Bernard Sellan, Lionel Dublanche et Bruno Marguier racontent en musique l'histoire du jazz. Contes, théâtre musical, clowneries, le spectacle est un peu de tout et n'évite aucun des aspects historiques de la musique afro-américaine. « Bazar-bizarre » : vous avez dit bazar ?

« Quoi de neuf, docteur ? »

Sous ce titre malicieux couvent des activités d'un des nombreux big-bands qui fleurissent dans le jazz hexagonal. L'an dernier, ils ont produit un disque affublé du même titre intrigant. Arrangements de qualité, bons solistes et une force dynamique d'ensemble. Mais c'est surtout le goût, la joie et l'emportement de jouer qui frappent. A découvrir en direct au New Morning les 11 et 12 décembre, à 21 h 30. — F. M.

DANSE

Les contemporains Paris-Angers

Sous le titre tarabiscoté d'*Oc le nargués et Oriane l'effraie*, Claude Brumachon propose, au Centre Pompidou, un conte pour adultes où sorcières, monstres et magiciens, soumis à une danse brutale et à des éclairages durs, évoquent l'atmosphère des films fantastiques (du 11 au 18 décembre).

Travaux en cours à la Ménagerie de verre : présentation d'*Histoire de Madame Foutue*, de Joëlle Ballonzi, une Française installée à New-York depuis sept ans (18 décembre, à 18 h 30). Au Théâtre municipal d'Angers, la compagnie de Lars Lubovitch donne un ballet conçu pendant une résidence d'un mois au Centre chorégraphique d'Angers (11-12 décembre, à 20 h 30). — M. M.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

DENISE RENÉ
196, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - 42-22-77-57

GRAPHIQUES - MULTIPLES
1953 1985 1965 1985

ALBERS - AGAM - ARP - BAERTLING - MAX-BILL
CLAISSE - CRUZ-DIEZ - S. DELAUNAY - GERSTNER
HERBIN - INDIANA - LE PARC - MONDRIAN
MORELLET - MORTENSEN - SOTO - VASARELY

DAVID HOCKNEY
« Images et pensées
pour le magazine Vogue, Paris »
du 10 décembre 1985 au 15 janvier 1986

GALERIE CLAUDE BERNARD
7-9, rue des Beaux-Arts, Paris (6^e) - Tél. : 43-26-97-07

17^e SALON DES ANTIQUAIRES
PARIS-AUSTERLITZ
DU 7 AU 18 DÉCEMBRE 1985
24-30 QUAI D'AUSTERLITZ
75013 PARIS

Tous les jours de 11 h à 20 h. Nocturne Jeudi jusqu'à 23 h.
Samedi - Dimanche de 10 h à 20 h.

MUSÉE MARMOTTAN
2, rue Louis-Boilly, PARIS (16^e)

Andres de SANTA MARIA
(1860-1945)
20 novembre 1985-15 janvier 1986
10-18 heures, fermé le lundi

OFFREZ-VOUS "LA GRIFFE" DE LA MONNAIE

LA MÉDAILLE CALENDRIER
1 9 8 6

MONNAIE DE PARIS
2, rue Guénégaud
75270 Paris Cedex 06
Tél. : 43.29.12.48

créée par Y. Oshio
diamètre : 95 mm.

en bronze : 225,00 F.
en argent : 4.275,00 F.

Cette médaille est disponible à la galerie de vente, 2, rue Guénégaud, 75270 Paris Cedex 06.
Par correspondance, remplir ce bon de commande et l'adresser à La Monnaie de Paris, 11, quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Je désire recevoir : médaille(s) calendrier 1986 en bronze médaille(s) calendrier 1986 en argent

Ci joint mon règlement de : ☐ par chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ mandat-lettre

à l'ordre de l'Agent comptable de La Monnaie de Paris.

Prix garantis exceptionnellement jusqu'au 31 janvier 1986.

Expédition sous 7 semaines

سلا من الامم

... ..

Le Monde

EDUCATION

Les ingénieurs face au choc du futur

HEUREUSEMENT que le calendrier est là pour donner un visage au temps! Au moment où notre société doit affronter un avenir de plus en plus incertain, elle découvre l'usage pédagogique de l'an 2000... Affronter le vingt et unième siècle, voilà au moins un objectif concret pour l'humanité perplexe.

D'où l'abondance de références à ce passage difficile mais exaltant. Le gouvernement propose de doubler le nombre des bacheliers et des ingénieurs en l'an 2000. Le plan et le CNRS viennent de réunir un important colloque « Prospective 2005 » (Le Monde daté 24-25 novembre). Et les 12 et 13 décembre, la conférence des grandes écoles organise une rencontre à HEC sur le thème « Ingénieurs et cadres du vingt et unième siècle. Conséquences pour la formation? » (1). Que des écoles s'interrogent sur l'avenir des professions auxquelles elles préparent, rien de plus naturel. Mais cette réflexion prend d'autant plus d'importance que l'avenir des ingénieurs et des cadres - c'est-à-dire de ceux qui font tourner la machine économique - comporte bien des incertitudes.

L'évolution ultrarapide des techniques va bouleverser les métiers. Les services, la recherche, l'organisation, la promotion, se développeront au détriment de la production proprement dite. Les transformations toucheront l'organisation du travail, les rapports humains et la fonction sociale des cadres. Les entreprises seront moins conçues comme des grands ensembles hiérarchisés et bureaucratiques et davantage comme de petites entités autonomes et flexibles capables d'anticiper sur une demande de plus en plus fine et exigeante. La mondialisation des affaires exigera une connaissance approfondie des langues, des réglementations et des cultures étrangères.

En même temps, appelé de plus en plus à devenir créateur d'entre-

prise, le cadre devra négocier avec les responsables administratifs, politiques de la région, connaître les potentialités locales de formation et d'information.

Bref, le cadre de demain est invité à devenir une sorte de surhomme polymorphe, imbattable dans sa spécialité (à qui il doit sa compétence), mais ouvert aux autres (pour travailler en équipe); doté pour l'abstraction (vu l'importance croissante de la

sante des tâches et l'importance prise dans la production par des secteurs non directement liés aux activités techniques ont rendu leur position plus fragile.

D'où les efforts très réels qui ont été faits depuis une trentaine d'années pour adapter la formation donnée dans les écoles d'ingénieurs. Alors qu'après la guerre celle-ci était essentiellement technique, elle s'est ouverte, dans les années 60, aux sciences fonda-

à développer la recherche technologique et à augmenter la proportion des ingénieurs formés par la recherche (qui est actuellement de 5%, alors que M. Schwartz souhaiterait qu'elle atteigne 15% à 20%). Trois de ces pôles viennent d'être créés à Paris (mécanique et matériaux), Grenoble (intelligence artificielle et communication) et Toulouse (biotechnologies).

Mais le groupe de la conférence consacré à l'avenir de la formation (présidé par M. Quatre, directeur adjoint des ponts et chaussées) ne craint pas de pousser plus loin la réflexion en posant quelques questions iconoclastes.

Il indique que le coût croissant de formations de plus en plus spécialisées et l'augmentation prévisible du nombre des élèves conduisent à s'interroger sur l'adaptation de la productivité des écoles. C'est pourquoi il propose de « favoriser la mise en place de pôles d'excellence communs à plusieurs établissements ». La création d'une dernière année commune à plusieurs écoles d'ingénieurs ou de gestion - comme cela a été fait dans le secteur agricole avec l'Institut supérieur de l'agro-alimentaire - permettrait d'améliorer la qualité et le rendement de la formation.

Recruter

après le baccalauréat

Les étudiants pourraient être encouragés à financer eux-mêmes une part importante de leur formation (documentation, usage des ordinateurs, matériel de travaux pratiques) par le développement des formules de prêts, de capitaux formation ou de pré-contracts (comme cela vient d'être expérimenté pour l'informatique à l'Ecole supérieure de commerce de Bordeaux).

Les rapporteurs invitent à remettre en cause la formule des classes préparatoires, qui obligent les élèves à se consacrer à des études purement théoriques pendant deux ans, et les écoles à organiser leurs programmes sur un temps trop court (trois ans). Le recrutement directement après le baccalauréat - comme cela se fait en Allemagne ou dans les pays anglo-saxons - permettrait, estiment-ils, d'étaler sur cinq ans une formation où la théorie et la pratique seraient mieux articulées et où les stages en entreprises et les séjours à l'étranger pourraient prendre une plus grande place. Le succès de l'université de Compiègne montre que cette formule peut avoir des avantages - sans affaiblir le niveau scientifique.

Enfin, le groupe observe que l'accroissement des mutations techniques et le fait que certaines compétences nécessaires aux ingénieurs (en matière de gestion, de relations humaines, de création d'entreprises...) s'acquerraient mieux après une période de vie professionnelle devraient inciter à favoriser des formations plus courtes (en trois ou quatre ans), suivies de perfectionnements ultérieurs. L'alternance entre l'étude et le travail correspondrait mieux au rythme futur de la vie professionnelle, dans une société où le besoin de recyclage est permanent.

Elle permettrait aussi de résoudre ce qui ressemble à la quadrature du cercle : comment donner

(1) La conférence réunit les directeurs de cent trente écoles d'ingénieurs, de gestion et des écoles normales supérieures. Pour tous renseignements sur cette rencontre, s'adresser à Carine Petit, Ecole HEC, Rencontres 85, 78350 Jouy-en-Josas. Tél. : (1) 39-56-80-00 (poste 404).

(2) Le nombre des diplômés d'écoles d'ingénieurs a doublé en vingt ans, passant de 6 658 en 1963 à 12 650 en 1984. Le nombre de diplômés de gestion reconnus par l'Etat dérivés en 1984 était de 3 500.

(3) La formation économique de l'ingénieur vient de faire l'objet d'un colloque organisé par le CEFI (Comité d'études sur les formations d'ingénieurs) et l'INGETEF (Association française des ingénieurs d'études technico-économiques et technico-financières).

La conférence des grandes écoles va « plancher » pendant deux jours, à HEC, sur un sujet ardu : comment préparer les ingénieurs et les cadres à un avenir tumultueux et fort peu prévisible?

modélisation), mais ayant le sens des réalités; sachant éclairer ses supérieurs et entraîner ses collaborateurs; sûr de lui, mais capable d'innover et de se remettre en cause. « Technicien, financier, organisateur, psychologue, économiste, moraliste - voire philosophe - c'est la base du métier de l'ingénieur de demain », écrivent les rapporteurs de la conférence des grandes écoles.

Un pouvoir contesté

On conçoit que la définition d'un tel profil ait de quoi inquiéter. Où trouver? comment former de tels aînés? La perplexité devant tant d'exigences est d'autant plus grande que le nombre des élèves en grandes écoles - et donc des ingénieurs - ne cesse de croître, ce qui renforce la concurrence (2). Longtemps peu nombreux et très qualifiés, ils jouissaient, dans les entreprises, de positions de pouvoir incontestées. Sachant tout faire et ayant une vocation naturelle à occuper tous les postes, ils régnaient pratiquement sans partage. L'apparition de cadres venus d'autres horizons (des écoles de gestion ou des universités), la diversification crois-

mentales et - plus modestement - à l'économie et aux sciences humaines. On assiste depuis quelques années à de nombreuses initiatives pour diversifier les formations par des systèmes d'options, pour faire place à la recherche et au management (3).

En même temps, les méthodes pédagogiques étaient renouées pour faire place aux travaux pratiques, aux études de cas, aux stages en entreprise et à l'étranger, aux projets de fins d'études.

Mais, malgré ces progrès indéniables - qui ne touchent pas la totalité des écoles - la situation est encore loin d'être satisfaisante. M. Laurent Schwartz relevait dans son rapport pour la commission du bilan, en 1981, ce qui lui paraissait les défauts majeurs du système : l'absence d'un corps d'enseignants permanents capables de donner une cohérence pédagogique aux établissements et l'insuffisance de la formation par la recherche, responsable, à ses yeux, de la faiblesse de l'industrie et de l'innovation technologique dans notre pays.

C'est pour remédier à cette lacune que le gouvernement vient de créer les « pôles de formation des ingénieurs par la recherche dans les technologies diffuses » (pôles Fitech) destinés



Dessin de NICOLAS VIAL

une formation à la fois générale (pour permettre les conversions ultérieures) et spécialisée (pour être immédiatement utilisable) sur des sujets de plus en plus nombreux.

Si les élèves doivent acquérir à l'école une formation de base leur permettant de maîtriser leur spécialité et une culture les sensibilisant aux données économiques et sociales de leur future activité, ce n'est que sur le terrain et par des retours périodiques dans les laboratoires et les amphithéâtres qu'ils pourront approfondir les différents domaines qu'ils auront découverts.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Les « 216 » de Paris s'adressent à M. Chevènement et s'expliquent :

Où le ministre de l'Éducation nationale veut-il conduire l'enseignement spécialisé?

Nous sommes au moins deux cent seize en France à avoir compris qu'il y a un problème. Nous avons, en cours d'une démarche de deux mois pour défendre nos droits salariaux d'enseignants spécialisés parisiens, acquis la certitude qu'une même autre que financière plus aujourd'hui sur notre fonction. Le respect que nous portons à notre métier nous interdit de nous taire.

Nous sommes instituteurs du service public dont M. Chevènement est responsable. Nous avons choisi de suivre une formation spécifique pour exercer auprès d'enfants, d'adolescents et d'adultes en grande difficulté. Certains d'entre eux sont atteints d'un handicap physique (accidents, maladies infectieuses ou congénitales), d'autres souffrent de troubles psychologiques (intellectuels ou affectifs), jusqu'à l'altération de la santé mentale, d'autres enfin sont des enfants ou des adultes en échec scolaire. Dans tous les cas, nos élèves ne peuvent suivre une scolarité standard dans le circuit habituel de l'éducation. On les retrouve dans les hôpitaux, les écoles nationales de perfectionnement, les prisons et les foyers d'aide sociale à l'enfance.

Quel rôle est à l'origine de notre conflit avec le ministère? Dans le cadre de la loi de décentralisation, une circulaire (circulaire du 1^{er} février 1984, décret du 2 octobre 1983) confiée par les ministres de l'Éducation et de l'Intérieur, nous a exclus de la liste des ayants droit à l'indemnité représentative de logement. Nous avons perdu brutalement de 1 000 F à 1 600 F par mois selon la situation familiale.



Ainsi, il y a ceux qui ont droit et ceux qui sont sur la liste mais, parmi lesquels nous trouvons :

- Les instituteurs qui s'exercent dans les écoles publiques des communes, et notamment ceux qui exercent :
- dans les écoles nationales de perfectionnement ;
- dans les écoles nationales du premier degré ;
- dans les sections d'éducation spécialisée ;
- dans les centres permanents des classes de nature ;
- dans tout organisme de formation continue ;
- dans des organismes publics d'éducation surveillée ;
- dans des établissements spécialisés pour enfants handicapés ;

Le collectif des « 216 », 111, rue Pasteur, 93100 MONTREUIL.

Nous remercions les parents d'élèves et les nombreux amis qui, par leur solidarité, nous ont permis de nous exprimer.

APPEL

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, MESDAMES ET MESSIEURS LES DÉPUTÉS, MESDAMES ET MESSIEURS LES SÉNATEURS, Encore une loi à voter!

Vous avez voté beaucoup de textes en cinq ans, vous avez voté la loi SAVARY sur l'enseignement supérieur qui créait les conditions d'une mise en cohérence entre toutes les formations d'enseignement. Cette cohérence reste à réaliser. Une pièce essentielle manque encore à ce dispositif.

Il faut donner une assise à la nouvelle formation des instituteurs. Il faut voter maintenant une loi sur les Ecoles Normales.

POURQUOI?

Tous les citoyens doivent le savoir : si depuis quinze ans les Ecoles Normales ne sont adaptées au rôle et à la mission des enseignants d'une formation des instituteurs qui s'élève peu à peu, elles risquent encore de le devenir. Ces lois continuent à être déclinées, adaptées; elles sont incapables de constituer le cadre vivant des nouvelles structures de formation qui se mettent en place. Elles empêchent les Ecoles Normales de s'adapter avec tout leur potentiel dans l'appareil nouveau des formations. Le Ministère de l'Éducation Nationale a préparé un texte de loi nouveau sur les Ecoles Normales.

QUE DEVIENT CE PROJET, PENDANT QUE LE TEMPS PASSE?

Il faut que le Parlement soit saisi de sa loi, qu'il la mette en discussion et lui donne force de loi. Mesdames et Messieurs les Parlementaires, il est nécessaire que vous garantissiez à cette loi l'efficacité et la durée. Pour cela, elle doit :

- affirmer l'importance des Ecoles Normales dans chaque département et assurer leur autonomie et leur responsabilité pédagogique ;
- garantir à chacune des Ecoles Normales la vocation première de formation initiale et continue des instituteurs du département ;
- créer dans chaque académie, en cohérence avec l'Université, la structure coordonnatrice du réseau de ses Ecoles Normales ;
- définir l'ensemble des autres missions de formation et de recherche appliquée à la pédagogie qui incombent à ces établissements ;
- définir un statut pour les professeurs qui travaillent dans les Ecoles Normales, préciser leurs tâches et leurs droits, et garantir leur stabilité.

CAR ENFIN,

Permettez à l'école d'assurer une formation solide, efficace et moderne pour les futurs citoyens de vingt et unième siècle, c'est bien le projet ambitieux affirmé par le gouvernement. Encore faut-il en donner les moyens à cette école. C'est dans les Ecoles Normales rassemblées et solidement fondées que ce projet trouvera son cadre et son impulsion indispensables.

AUJOURD'HUI, IL Y A URGEANCE

Il ne faut pas laisser un projet d'importance de l'enseignement de l'avenir sans cadre. Les professeurs d'Ecole Normale et leur syndicat ont pris et prendront leurs responsabilités dans ce domaine. Ainsi pour régler des problèmes comme ceux de la gestion des personnels ou la répartition des moyens de formation, ils ne peuvent attendre des mesures conjoncturelles prises sans concertation. Il faut une bonne loi pour les Ecoles Normales.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, C'EST À VOUS DE DÉPOSER CE PROJET

MESDAMES ET MESSIEURS LES DÉPUTÉS, MESDAMES ET MESSIEURS LES SÉNATEURS,

IL VOUS FAUT VOTER UNE BONNE LOI POUR LES ÉCOLES NORMALES!

Tout publié par la association des enseignants membres du Syndicat National des Professeurs des Ecoles Normales (SNPEN-FEN).

48, rue La Fayette - 75003 Paris

صلى الله عليه وسلم

économie

REPÈRES

Dollar : ferme à 7,77 F

La menace d'une guerre des prix pétroliers, qui pourrait s'ouvrir après la réunion de l'OPEP à Genève, continue à développer ses effets. La baisse des tarifs du brut favorise le dollar, dans la mesure où elle diminue le coût de l'énergie consommée par l'industrie américaine et contribue à contenir l'inflation : le billet vert s'est donc montré ferme, passant, mercredi 11 décembre, de 7,7570 F à 7,77 F et de 2,5430 DM à 2,5470 DM. En revanche, une chute du prix du baril serait préjudiciable à la livre sterling, dont le cours, toutefois, s'est stabilisé un peu au-dessus de 1,43 dollar, contre 1,44 dollar la veille et 1,48 dollar à la veille du week-end. La devise britannique va trouver un soutien dans le niveau élevé des taux d'intérêt britanniques, qui, selon M^{me} Thatcher, ne sauraient baisser dans l'immédiat au sein du SME. Le franc belge se montre à nouveau très faible, se rapprochant dangereusement de son cours plancher. La lire italienne s'est montrée, elle aussi, assez faible.

Automobile : baisse de 6 % du marché français en novembre

Selon les statistiques de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, les ventes d'automobiles neuves ont chuté de 6 % en novembre par rapport au mois correspondant de l'année dernière. Sur l'ensemble des onze premiers mois de l'année, le marché français enregistre une quasi-stagnation (+ 0,3 %). La pénétration étrangère se stabilise depuis deux mois à 36,7 %, contre 35,9 % en 1984. La part de PSA continue de progresser avec 34,4 % du marché, tandis que Renault se retrouve au plus bas, avec 28,9 %. Seule consolation pour la Régie : la Supercinq reste en tête pour le deuxième mois consécutif, avec 12 % des ventes, contre 11,1 % pour sa rivale, la Peugeot 205.

Commerce : le Japon engrange de nouveaux excédents

Le Japon a enregistré, en novembre, de nouveaux excédents commerciaux qui risquent fort de renforcer encore les pressions de Washington en faveur d'une plus grande ouverture du marché nippon aux produits américains. Le solde positif des échanges japonais avec les Etats-Unis a atteint un record de 4,04 milliards de dollars dû essentiellement à la vigueur des ventes d'automobiles et d'instruments optiques. L'excédent est également confortable avec la Communauté européenne : 1,03 milliard de dollars. Au total, les exportations nippones ont progressé le mois dernier de 10,6 % par rapport à novembre 1984, alors que les importations baissaient de 1,9 %.

ÉNERGIE

Aux Etats-Unis

Le Sénat durcit les modalités de l'accord de coopération nucléaire avec la Chine

Le Sénat américain a durci les conditions attachées à l'accord de coopération nucléaire entre les Etats-Unis et la Chine, qui, négocié depuis avril 1984, devait entrer en application cette semaine. Cet amendement, voté à une large majorité, pourrait, selon l'administration américaine, pousser la Chine à refuser le traité. L'amendement voté par le Sénat oblige le président Reagan à certifier devant le Parlement que tous les matériels nucléaires vendus par l'industrie américaine à la Chine sont soumis aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique afin d'éviter les risques de prolifération.

L'accord de coopération est la condition préalable permettant à l'industrie américaine de participer au programme chinois de construction de centrales électro-nucléaires, programme sur lequel les industries française, allemande, britannique et japonaise sont déjà en concurrence. Le traité, initialement conclu entre la Chine et les Etats-Unis lors de la visite à Pékin du président Reagan l'an dernier, a suscité depuis de vives polémiques entre l'administration et le Parlement. Ce dernier redoute que la Chine n'aide d'autres pays, comme le Pakistan, à acquérir la maîtrise du secteur nucléaire.

L'amendement voté par le Sénat risque de « torpiller » l'accord de coopération, a déclaré un porte-parole de l'administration. Il pourrait également « porter atteinte aux relations américano-chinoises et annuler les progrès faits jusqu'ici avec la Chine dans le domaine de la non-prolifération nucléaire ».

NUMERO DE NOËL
MONSTRE est lâché
AUJOURD'HUI EN KIOSQUE !

NEUF MOIS POUR VENIR AU MONDE

SCIENCE VIE
HORS SERIE

La stérilité n'est plus une fatalité. Comment la vaincre ? Ce numéro hors série de Science & Vie répond.

18 F EN VENTE PARTOUT

TICKET CNIT

FORUM GÉNÉRAL DE L'ÉNERGIE

TICKET CHOC

du 10 au 13 décembre 85 au CNIT Paris La Défense
Organisé en collaboration avec **L'USINE**

ÉTRANGER

En RFA

Le gouvernement et les syndicats entrent en conflit sur le droit de grève

De notre correspondant

Bonn. — Le climat social s'est brusquement à nouveau dégradé en cette fin d'année en Allemagne fédérale, un an et demi après le conflit sur la réduction de la durée de la semaine de travail, qui avait paralysé la métallurgie et l'industrie pendant sept semaines. Une nouvelle épreuve de force s'est engagée entre le gouvernement et le patronat d'un côté, la fédération des syndicats de l'autre, à propos de la réglementation du droit de grève. La réunion au sommet, à laquelle le chancelier Kohl avait convié, mardi soir 10 décembre, à Bonn, les dirigeants du patronat et du DGB, n'est allée par un échec.

Plusieurs milliers de personnes étaient venues manifester en face de la chancellerie pour protester contre les projets du gouvernement. Le syndicat IG Metall, fort de ses 2,5 millions d'adhérents, avait appelé au cours de la journée à des débrayages dans les entreprises de la métallurgie. Près de 350 000 ouvriers ont interrompu le travail pour participer à des meetings dans l'ensemble de la RFA, principalement dans le Bade-Wurtemberg. Le patronat a dénoncé ces arrêts de travail, qui ont en

moyenne duré une heure, comme illégaux, estimant qu'il s'agissait d'une grève politique.

Appuyé par le gouvernement, qui fait valoir son obligation de neutralité dans un conflit, le patronat souhaite obtenir que l'Office fédéral du travail n'ait plus à verser d'indemnités de chômage aux employés d'une entreprise qui est obligée d'arrêter ses activités en raison d'une grève dans une autre entreprise. En cas de conflit dans les négociations salariales ou sur les conventions collectives, les grévistes ne peuvent prétendre à aucune indemnité de l'Office du travail ; mais ils sont en revanche pris en charge par la caisse de leur syndicat, ce qui coûte fort cher à ce dernier en cas de prolongement de la grève. Le conflit de la métallurgie avait coûté près d'un demi-milliard de deutschemarks au syndicat IG-Metall.

Malgré l'imprécision de la législation, les tribunaux du travail, lors du conflit de 1984, avaient donné raison à l'interprétation des syndicats selon laquelle les employés d'une usine non gréviste doivent être pris en charge par l'Office du travail. Cette interprétation permet aux syndicats, pour mener leurs actions, de déclencher la grève dans des secteurs

sensibles de manière à provoquer des réactions en chaîne. C'est ce qui s'est passé l'année dernière dans la métallurgie, où IG Metall avait lancé le mouvement dans les sous-traitants de l'automobile en Hesse et au Bade-Wurtemberg, provoquant rapidement la paralysie de l'industrie automobile. Revenir sur cette interprétation, comme le souhaite le patronat, reviendrait, à l'inverse, à donner aux employeurs les moyens d'acquiescer financièrement les syndicats à cesser une grève.

Divisé sur le conflit des trente-cinq heures, l'année dernière, le front syndical s'est ressoudu sur cette question. Les exigences du patronat sont ressenties comme une tentative de porter atteinte au droit fondamental des syndicats de déclencher un conflit en cas de désaccord dans les négociations salariales. Le gouvernement, qui a proposé des solutions de compromis jugées totalement inacceptables par le DGB, se trouve désormais en première ligne pour trouver une issue à la crise. Après l'échec de la réunion de mardi soir, le ministre des affaires sociales, M. Norbert Blum, a indiqué qu'il ferait l'année prochaine des propositions pour régler le problème par la voie législative.

HENRI DE BRESSON.

AGRICULTURE

POUR RÉDUIRE LA SURPRODUCTION DU SUCRE

La CEE propose une taxe modulée selon les Etats

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'Agriculture de la CEE ont adopté, le 10 décembre, à un accord pour résorber le passif de 400 millions d'ECU (2,8 milliards de francs) dû à l'insuffisance des cotisations acquittées par les producteurs de sucre.

L'idée initiale de la Commission de Bruxelles était d'augmenter les prélèvements (de 2 % à 2,5 % du prix garanti du sucre), perçus sur les quantités correspondant à la consommation de chaque pays, et surmont les taxes (de 39,5 % à 49 %) prélevées sur la production, qui dépasse les besoins nationaux. Cette dernière hausse aurait eu pour effet de pénaliser les entreprises capables de produire pour l'exportation, malgré le versement d'une forte cotisation.

A la demande de la France, Bruxelles a changé de position en proposant une taxe spéciale applicable pendant cinq ans. Tous les gouvernements membres se sont ralliés au nouveau projet de la Commission, qui fixe le niveau du prélèvement en fonction de l'importance de la production sucrière de chaque Etat. Ainsi, en France et en Allemagne fédérale, la taxe de résorption atteindra 1,63 % du prix d'intervention, alors qu'elle ne sera que de

0,63 % en Italie et 0,80 % au Royaume-Uni.

Outre cette modulation de la cotisation, Rome et Londres ont obtenu, pour la campagne 1988-1989, l'importance des quotas puisse être révisée en hausse. Pour des pays comme l'Italie et la Grande-Bretagne, peu compétitifs dans ce secteur, l'objectif est de placer la plus grande part de leur production sous le régime des contingents.

De son côté, M. Souchon, ministre délégué chargé de l'Agriculture et de la forêt, a estimé que la France pourrait elle aussi remettre en cause dans deux ans un certain nombre de dispositions actuelles en fonction de l'évolution du marché. En réalité, les Français, qui auraient préféré un prélèvement de résorption uniforme, ne sont pas complètement satisfaits de l'accord.

MARCEL SCOTTO.

ALGERIE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DU TOURISME

CHAINES TOURISTIQUES INTERNATIONALES, PROMOTEURS ET INVESTISSEURS DANS LE TOURISME,

UNE CHAÎNE D'HÔTELS ET DE RELAIS-REFUGES

est programmée à travers les sites fabuleux du HOGGAR et du TASSILI.

DESCRIPTION DU PROGRAMME (études faites)

- * dans le Hoggar, réalisation de :
 - 4 relais - refuges de 15 chambres chacun avec une salle de restauration et une salle de séjour.
 - 1 aire de camping.
- * sur le plateau du Tassili :
 - 2 hôtels de 120 lits chacun à ILIZI et DJANET.
 - 4 relais - refuges.

MODALITÉS DE RÉALISATION : deux formules possibles :

- * la société d'économie mixte avec 49 % du capital social au partenaire étranger, dont les principaux avantages :
 - 3 ans d'exemption de l'impôt sur les B.I.C et réduction de 50 % la 4ème année et 25 % la 5ème année.
 - imposition au taux réduit de 20 % des bénéfices réinvestis.
- * investissement direct sur la base :
 - de la location du terrain d'assiette (durée jusqu'à 25 ans).
 - de règlement à l'Algérie d'une redevance par touriste traité.

GESTION - COMMERCIALISATION :

Dans les deux cas la gestion et la commercialisation seront assurées par le partenaire étranger qui peut exporter sa rémunération en totalité. Les hôtels existants de Tamanrasset et de Aïn-Salah seront intégrés à la chaîne.

Des séances d'information avec exposés et projection de diapositives et des visites sur site seront organisées.

RENSEIGNEMENTS : MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DU TOURISME
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE ET DU THERMALISME.
Palais de la Culture - ALGER -

Après l'accord du Congrès

LE PRÉSIDENT REAGAN SE RÉSIGNE À ENTERNER LE COMPROMIS BUDGÉTAIRE

(De notre correspondant)

Washington. — Après de longues hésitations et quelques concessions mineures du Congrès, M. Reagan a finalement, le mardi 10 décembre, donné son aval au projet de loi prévoyant la suppression progressive du déficit budgétaire d'ici à 1991 (le *Monroe* du 11 décembre). Dit « Gramm-Rudman », du nom de ses premiers promoteurs, ce texte, qui était déjà le fruit d'un compromis entre le Sénat (à majorité républicaine) et la Chambre des représentants (dominée par les démocrates), devait en conséquence être adopté dès ce mercredi.

Ce vote devait également éviter au gouvernement américain de se trouver en cessation de paiement à compter des premières heures du 12 décembre. Le relèvement par le Congrès du plafond de la dette publique (à 2 000 milliards de dollars) était, en effet, bloqué depuis trois mois par la question du déficit dans la mesure où le projet « Gramm-Rudman » avait été attaché, comme amendement, à la loi autorisant l'élargissement des possibilités d'emprunt de l'Etat.

Pour arriver, sur cinq ans, à la suppression totale d'un déficit qui s'élève à près de 200 milliards de dollars, il est prévu d'opérer pour quelque 12 milliards de coupes dans les dépenses de l'année fiscale 1986, qui a débuté en octobre. L'année prochaine, le déficit devrait être ramené à 144 milliards et décroître ensuite, jusqu'à extinction, de 36 milliards par an.

Au cas où le Congrès et la Maison Blanche n'arriveraient pas à tenir ces objectifs, les coupes nécessaires seraient automatiquement forcées de loi et s'appliqueraient à l'ensemble des dépenses (sauf l'intérêt de la dette, les retraites et plusieurs programmes sociaux essentiels) et toucheraient à part égale les dépenses militaires et civiles.

C'est cette dernière disposition qui posait un lourd dilemme à M. Reagan : il ne pouvait s'opposer à une mesure d'assainissement qu'il réclamait depuis sa campagne électorale de 1980 et pouvait difficilement accepter de voir presque certainement compromise - à moins de finir par accepter une augmentation de la pression fiscale - la progression des dépenses militaires.

BERNARD GUETTA.

صوتنا من الداخل

AFFAIRES

ENTREPRISES

Texaco devra verser 10,5 milliards de dollars à Pennzoil

Un magistrat de Houston (Texas) a confirmé, le mardi 10 décembre, le jugement du 19 novembre dernier qui condamne Texaco, troisième compagnie pétrolière américaine, à verser 10,5 milliards de dollars de dommages-intérêts à Pennzoil, petite société texane, pour avoir fait des « manœuvres contraires à l'éthique » lors du rachat de Getty Oil. Selon les lois de l'Etat, Texaco peut demander un nouveau jugement, la cour disposant de trente jours pour juger la recevabilité de cette requête. La compagnie peut également aller en appel, mais elle doit dans ce cas verser immédiatement une caution d'un montant équivalent aux sommes dues (12 milliards de dollars au total, compte tenu des intérêts).

Texaco a déjà affirmé qu'elle aurait du mal à réunir cette somme, elle a évoqué l'éventualité de licenciements massifs, et même un recours à la loi sur la faillite. Les milieux financiers américains estiment néanmoins que le groupe est capable de réunir la somme voulue, quitte à entamer sa situation financière.

Jeumont-Schneider prend 5 % de Sema-Metra

Le groupe Jeumont-Schneider va prendre une participation de 5 % dans le capital de Sema-Metra, une entreprise qui figure parmi les cinq premières sociétés françaises de services et d'ingénierie informatique. A l'issue de cette opération, le capital de Sema-Metra sera détenu par Paribas (55,8 %), Chiers-Châtillon et Nord-Est (10,8 % chacun), Electrolab (7,6 %) et Jeumont-Schneider (5 %), le reste du capital étant réparti dans le public depuis l'introduction, le 24 octobre dernier, de cette société au second marché de Paris. Dans le même temps, Sema-Metra va acquérir (pour une somme que les deux partenaires ne veulent pas révéler) la majorité des activités de la CERCI, filiale de Jeumont-Schneider, cette entreprise spécialisée dans l'informatique technique et industrielle devrait réaliser, en 1985, un chiffre d'affaires de 220 millions de francs avec des effectifs de 380 personnes. De son côté, Sema-Metra, qui emploie 2 300 salariés, escompte un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs (et un bénéfice après impôts de 25 millions de francs), précise son président, M. Pierre Bonelli, estimant que cette opération permettra de faire converger l'informatique industrielle de CERCI et la gestion de production assistée par ordinateur de Sema-Metra, pour aboutir à la constitution

d'un groupe « leader européen dans le domaine informatique technique et industrielle » à travers deux entités « qui devraient rester juridiquement séparées pour l'instant ».

Citroën vise l'équilibre en 1986

Citroën va mieux, même si la filiale de PSA est encore dans le rouge en 1985. « Nous avons fait très largement plus de la moitié du chemin qui nous sépare de l'équilibre », a affirmé M. Jacques Calvet, PDG d'Automobile Citroën. Un équilibre désormais prévu pour 1986, alors que le constructeur automobile avait affiché 1,93 milliard de francs de déficit en 1984. Les gains de productivité (6 à 7 %), les économies sur la masse salariale (dus aux 3 500 suppressions d'emplois et à une hausse des salaires à peine supérieure à 4 %), tout autant que le programme commercial (14 % du marché français contre 13 % en 1984), expliquent l'amélioration de 1985. Ces efforts seront poursuivis en 1986 (1 800 départs sont prévus), année qui doit voir la sortie d'une petite voiture produite à Aulnay et sans doute également à Vigo en Espagne. Ce qui implique des investissements en forte croissance : 1,9 milliard de francs en 1984, 2,9 en 1985, 3,5 en 1986. PSA avait reçu, en 1985, 500 millions de prêts du FIM (Fonds industriel de modernisation) pour Citroën et a déposé une demande du même montant pour 1986.

EN BOURSE

J. P. Morgan à Paris

Cotées à New-York, Londres, Bruxelles, Zurich, Bâle et Genève, les actions de J. P. Morgan ont été introduites mercredi 11 décembre à la Bourse de Paris.

J. P. Morgan, c'est la holding de Morgan Guaranty Trust of New-York, vingt-septième banque mondiale, cinquante des Etats-Unis pour le montant du bilan, mais le deuxième établissement new-yorkais pour le bénéfice annuel : 537,6 millions de dollars en 1984 et 531 millions pour les neuf premiers mois de 1985 ; près de 4 milliards de francs, de quoi faire rêver les grandes banques françaises. J. P. Morgan est aussi la première banque new-yorkaise pour la rentabilité, (1,08 % sur les actifs), devant Citicorp, Chase Manhattan, Manufacturers Hanover, Chemical, et Bankers Trust.

Mais surtout, c'est l'établissement le plus « sûr » des « grands » américains, avec des fonds propres représentant 10 % de ses prêts, et un ratio de « Primary capital » (total des actions, de la dette à rembourser pour des émissions d'actions, et des provisions pour créances douteuses, rapporté au total des engagements) le plus élevé des Etats-

Unis, à 7,6 % contre 6 % à 7 % pour les autres.

J. P. Morgan a toujours mené une politique de crédit très prudente, notamment en Amérique latine, où ses engagements sont les plus faibles des « grands » américains, et ses provisions (755 millions de dollars) couvrent presque ses prêts « non performants ». C'est pourquoi cet établissement est le seul américain à avoir conservé le prestigieux Triple A, c'est-à-dire la meilleure appréciation possible auprès des prêteurs sur le marché international, tous ses concurrents l'ayant perdu (à cause de l'Amérique latine).

Spécialisée dans les prêts aux grandes entreprises, avec très peu de clients particuliers, J. P. Morgan s'est abondamment diversifiée : syndication d'emprunts en eurodollar, placement de papier commercial, et gestion de portefeuilles (premier rang américain avec 40 milliards de dollars de fonds gérés).

La banque Morgan est présente à Paris depuis 1868, avec une banque de dépôts (28 milliards de francs de bilan) et une banque d'affaires bien connue, Morgan et Co.

F. R.

Le RPR s'éloigne du libéralisme pur et dur

(Suite de la première page.)

Bref, le RPR redécouvre peu à peu les vertus du corporatisme et ce faisant retrouve ses racines. « L'Etat ne peut se désintéresser du futur du pays », a ainsi indiqué M. Michel Noir au cours de sa conférence de presse en réhabilitant « la politique industrielle », concept antilibéral s'il en est.

Le député du Rhône a cité l'exemple des grands ordinateurs nécessaires au ministère de la défense, où « la France ne peut être absente » et qu'il faudra construire « même s'il n'y a pas de marché ». Plus globalement, « des scientifiques » devront indiquer quelles sont les « technologies stratégiques » que le pays doit maîtriser dans quinze ou vingt ans, « stratégiques » devant être entendus au sens militaire mais également commercial. L'Etat intervient ensuite de façon « incitative » pour en assurer le développement par les entreprises françaises.

Sans doute les « technologies stratégiques » ne sont pas exactement les « secteurs stratégiques » qui définissent une politique industrielle à proprement parler, mais la nuance est faible. La définition de ce qui est stratégique ou pas (l'acier de l'an 2000 l'est-il ?) est une question ouverte. Mais l'existence même d'un débat sur ce thème marque, à quoi qu'il en soit, une rupture avec le libéralisme et la suprématie du seul « marché ».

Les dénationalisations rapides et en bloc par mise en vente sur les marchés boursiers des entreprises industrielles et des banques sont désormais repoussées : il faudra privatiser « progressivement sur cinq ans ». Cette position du RPR n'est pas exactement nouvelle, mais l'accent mis par M. Noir sur la vente des actions des entreprises à leurs salariés - la participation est de plus en plus forte. La privatisation par augmentation de capital évoquée par M. Noir est, elle, nouvelle, le député du Rhône ayant admis que

M. NOIR FAVORABLE A L'ACCORD ATT-CGE

M. Michel Noir, député du Rhône, a indiqué, lors de sa conférence de presse le mardi 10 décembre, qu'il était favorable à la signature par l'Etat du projet d'accord entre le groupe américain ATT et le groupe nationalisé CGE dans les télécommunications.

M. Michel Noir a expliqué que les entreprises devaient avoir une stratégie internationale dans ces secteurs de l'électronique où les marchés sont mondiaux.

D'autre part, il estime que les entreprises doivent être autonomes dans leur gestion. Le marché public des PTT doit s'ouvrir, estime le député du Rhône, qui ne voit pas d'objection à l'entrée d'ATT. Néanmoins, par manque d'informations, il « ne sait pas si les contreparties offertes par le groupe américain sont bonnes ou pas ».

FAITS ET CHIFFRES

● Le prix de l'eau en liberté surveillée. — M^{me} Huguette Bourchard, ministre de l'environnement, a déclaré vendredi 6 décembre à Toulouse que le prix de l'eau « restera libre » mais son augmentation ne devra pas être supérieure au taux d'inflation. (...) Le prix de l'eau devra faire l'objet d'une convention de modération que l'association des maires s'engage à respecter.

● Report de la privatisation de la compagnie aérienne malaisienne. — En raison du mauvais bouclier qui sévit à Kuala Lumpur, la compagnie Malaysian Airline System (MAS) a annoncé qu'elle reportait sa première émission publique d'actions prévue pour le 9 décembre. L'émission de 105 millions de titres par la MAS aurait pâti de la crise de confiance née de la mise en règlement judiciaire du conglomérat Pan-Elctric Industries.

l'Essonne, le Val-de-Marne, le Val-d'Oise, ainsi que, en province, la Savoie, la Vaucluse et la Haute-Corse. Mais on constate aussi des augmentations massives inattendues, en Loire-Atlantique (Nantes passant de 6 % fin 1984 à 15 %), dans l'Isère (Grenoble, de 3,8 % à 14,8 %), dans l'Oise (Beauvais, de 5 % à 14 %), en Haute-Savoie (de 12,8 % à 23,5 %). Du coup, les médecins pratiquant les honoraires conventionnels stricts sont minoritaires à Paris (moins de 40 %), à peine majoritaires (55,8 %) sur la région parisienne et à Nice (55 %).

SÉCURITÉ SOCIALE

Médecins à honoraires libres : un peu plus que prévu

Finalement, le nombre des médecins conventionnés choisissant la liberté des honoraires à l'issue de la nouvelle convention conclue entre les caisses nationales d'assurance-maladie et les syndicats médicaux a été un peu plus important que lors du premier décompte (le Monde du 1^{er} octobre) : 13 713, soit 15,1 % des médecins libéraux, selon le document présenté mardi 10 décembre à la commission maladie de la caisse nationale des salariés, au lieu de 12 691, soit 14,4 %. Au 1^{er} juillet dernier, avant la convention, ils étaient 10 371 (11,5 %). Parallèle-

ment, le nombre de praticiens conventionnés « ordinaires » a diminué, passant de 72 254 à 69 475 (76,6 %).

L'accroissement est inégal. Il paraît marqué dans les départements et les caisses où le nombre de praticiens à honoraires libres était déjà relativement élevé, comme les Alpes-Maritimes (37,4 % aujourd'hui), le Var, le Rhône, l'Indre, Strasbourg et, en région parisienne, la Seine-et-Marne (42,5 %), Paris (35,8 %), les Yvelines (33,1 %), les Hauts-de-Seine (30,1 %), ou, à un moindre degré,

TRANSPORTS

M. Jean Dupuy est nommé directeur général de la SNCF

C'est un pur produit de la filière polytechnicienne au sein de la SNCF qui accède à la direction des chemins de fer français : M. Jean Dupuy a effectué toute sa carrière.

Sorti de l'Ecole polytechnique (promotion 1948) et de l'Ecole des mines, il entre à la SNCF en 1956. Il y occupe, tour à tour, les postes de chef d'arrondissement de la traction de Metz, chef d'arrondissement du matériel à Bischheim, chef de division de l'entretien du matériel moteurs, chef de service du matériel et de la traction de la région du Sud-Ouest, directeur adjoint du matériel et de la traction, directeur de la région Est. En 1971, il est nommé directeur du matériel, puis, en 1984, directeur général adjoint. M. Dupuy a participé à la conception et à la réalisation du TGV Sud-Est.

Le nouveau directeur général, qui a cinquante-huit ans, est issu de la « noblesse » ferroviaire. « Mineur » et « tractionnaire », il est pénétré des traditions techniques de la société nationale, qui privilégient le respect des règlements et le bon fonctionnement du matériel. Le tandem qu'il formera avec M. Philippe Essig, président de la SNCF, est assez complémentaire. Celui-ci amortira, par son goût du dialogue, les effets négatifs que les fagons quelquefois caustiques de son directeur pourraient produire à l'extérieur de la maison.

M. Essig, plus sensible au service du public, et M. Dupuy, plus proche des chemins, devront faire équipe pour mener à bien l'ensemble des missions imparties à la SNCF et pour poursuivre sa modernisation tant technique que psychologique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BP BANQUE PARISIENNE DE CRÉDIT

La Banque parisienne de crédit a tenu le 29 novembre une assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire à forme constitutive. Par cette assemblée, la BPC a reçu 95 % du capital de la Banque française commerciale, qui détient elle-même 96 % de la Société de banque de l'Orléanais.

A l'issue de l'assemblée, le nouveau conseil d'administration a proposé la candidature de M. Daniel Houré à la présidence. Par décret du 4 décembre 1985, M. Daniel Houré a été nommé président.

Le capital de la BPC se répartit désormais de la manière suivante : l'Etat, 48,76 % ; CORIVAM, société holding de la BPC, 51,24 % et filiale à 100 % de la Compagnie financière de Suez. La CORIVAM est également présidée par M. Daniel Houré.

(Publicité)

Et si demain, vous achetez aussi le FINANCIAL TIMES??

COMPAGNIE LA HÉNIN

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 10 décembre 1985. Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende net par action de F 13,50 auquel s'ajoute un avoir fiscal de F 6,75, à partir du 16 décembre 1985.

Allocution du Président Dominique CHATILLON

Mesdames, Messieurs,

C'est, vous en doutez, avec plus de satisfaction que je m'adresse à vous aujourd'hui, en raison de l'évolution favorable que nous connaissons depuis notre dernière Assemblée. Leur appréciation, par rapport à décembre 1984, a été de 45 % environ, nettement supérieure à l'indice C.A.C.

Evidemment, il serait absurde d'attribuer à nos seuls mérites l'origine de ces progrès. La bonne évolution du marché français, à l'instar des marchés mondiaux, la baisse des taux d'intérêt ont été une explication. S'y ajoute, en ce qui nous concerne, la redécouverte par les investisseurs des valeurs à forte dominante d'actifs réels de la COMPAGNIE LA HÉNIN comme exemple.

Mais j'ose aussi penser que la définition à laquelle nous avons procédé de notre stratégie à moyen et long terme, dont mon allocution de l'an dernier donnait les principales orientations n'a pas été non plus étrangère à la meilleure perception qu'a notre environnement financier de ce que nous sommes en réalité et de ce vers quoi nous tendons.

LES GRANDES LIGNES DE LA STRATÉGIE

Je le crois d'autant plus que cette stratégie a commencé à se mettre en place et à produire ses premiers effets. Vous vous en rappelez les grandes lignes :

— Céder nos actifs à faible rendement. L'année 1985 aura marqué, de ce point de vue, une nouvelle étape importante : 180 millions d'actifs vendus, grâce à quoi nous avons pu accroître nos participations de près de 260 millions, sans aucune augmentation de notre endettement.

— Valoriser et internationaliser nos actifs d'opération, notamment l'objet de l'opération, longuement commentée dans le rapport du Conseil, qui a consisté à apporter nos parts dans les centres commerciaux à l'étranger dans une perspective visant la rentabilité tout autant que la valorisation du capital investi. Nous nous y employons, très confiants dans l'issue de ces efforts, même si ceux-ci exigent persévérance et patience.

Nos Sociétés de Financement (SOFI-ROUTE, SOMICA - SERAC) ont recouru leur pleine autonomie et conduisent actuellement leur développement de façon active. Dans ce secteur où les évolutions, tant réglementaires que monétaires et techniques, sont rapides, nous sommes convaincus que seule l'efficacité du service rendu à la clientèle permettra de préserver les marges qui assurent une bonne rémunération des capitaux investis. Toute notre politique tend

permettre ainsi d'associer, aux côtés de la COMPAGNIE LA HÉNIN, des sociétés de notre part de marché, objectifs qui paraissent à notre portée.

— Développer chez nos filiales des politiques visant à améliorer la rentabilité et donc les dividendes. Cet objectif est, sans nul doute, le plus conforme à notre véritable vocation de holding, et aussi le plus passionnant, car c'est par là que nous participons à la création de richesses.

L'ÉVOLUTION DES FILIALES

A considérer l'évolution de nos filiales les plus importantes, il me semble que nous sommes dans la bonne voie.

La Société Immobilière La Hénin, qui regroupe la plus grande partie de nos participations dans la promotion, a fait l'objet de nouvelles provisions justifiées par l'appréciation prudente avec laquelle nous évaluons nos risques. Mais je pense qu'avec le léger redressement de l'immobilier que nous constatons, la S.I.L.H., dont l'exercice s'achève à fin mars 1986, devrait connaître des résultats en nette amélioration, et ne plus peser l'an prochain dans les charges exceptionnelles de la COMPAGNIE.

Le Crédit Foncier et Immobilier, dont l'actif s'est sensiblement valorisé, poursuit le rajeunissement de son patrimoine, avec le souci d'en améliorer le rendement. Le résultat de l'exercice, compte tenu, entre autres raisons, d'importantes plus-values dégagées sur les cessions, devrait être en amélioration sensible par rapport à celui de 1984.

Les conditions atmosphériques ont été favorables à nos deux sociétés relevant du secteur agro-alimentaire. La Compagnie des Salles de Miel connaît une forte croissance de son chiffre d'affaires et également de ses résultats. Quant aux Sociétés du Groupe Cardier, notre accession à la majorité du capital depuis le début de l'année, nous donne la pleine responsabilité de leur gestion dans une perspective visant la rentabilité tout autant que la valorisation du capital investi. Nous nous y employons, très confiants dans l'issue de ces efforts, même si ceux-ci exigent persévérance et patience.

Nos Sociétés de Financement (SOFI-ROUTE, SOMICA - SERAC) ont recouru leur pleine autonomie et conduisent actuellement leur développement de façon active. Dans ce secteur où les évolutions, tant réglementaires que monétaires et techniques, sont rapides, nous sommes convaincus que seule l'efficacité du service rendu à la clientèle permettra de préserver les marges qui assurent une bonne rémunération des capitaux investis. Toute notre politique tend

vers ce résultat, ainsi qu'à l'élargissement de notre part de marché, objectifs qui paraissent à notre portée.

EXERCICE DE TRANSITION DE 4 MOIS

Le décalage entre la date d'arrêt des comptes de votre COMPAGNIE, et celles de la majorité de ses filiales, rend les comparaisons malaisées.

Afin de présenter à nos actionnaires ainsi qu'à notre environnement financier une image reflétant, de façon plus claire, la situation du groupe, nous avons décidé de faire coïncider les dates de clôture des différents exercices en alignant celle de votre COMPAGNIE sur l'année civile. Afin de réduire au minimum de temps cette période de transition, notre prochain exercice ne comportera donc que 4 mois, et se clôturera le 31 décembre 1985.

Une grande partie des revenus étant perçue sous forme de dividendes au cours du premier semestre, les résultats de cette période de quatre mois seront négatifs puisqu'ils comptabiliseront principalement des charges d'exploitation. En revanche, dès notre prochaine Assemblée en mai 1986, nous vous présenterons également les résultats consolidés de 1985 qui seuls traduiront la réalité économique et financière du groupe de la COMPAGNIE LA HÉNIN. Le Conseil a tenu à préciser, à cette occasion, qu'il veillera à ce que cette modification n'entraîne pas de rupture dans la distribution aux actionnaires.

PERSPECTIVES

Que conclure après ce tour de propriété un peu rapide où je vous ai entraînés ? Il me semble qu'on peut, sans excès, percevoir, après les ébranlements de 1982 consécutifs à la nationalisation de ses banques, que la COMPAGNIE retrouve sa vocation de centre de décision et d'animation. Son dividende, même si son cours record actuel de son action, se situe à un niveau très voisin, en termes de rendement, de ce qu'offrent les sociétés immobilières auxquelles elle peut se comparer. Mais l'objectif prioritaire reste, cependant, l'amélioration de sa rentabilité, et donc de celle de ses filiales, car nous voulons pouvoir distribuer plus et trouver en nous-mêmes des sources d'expansion. Je pense sincèrement que la qualité de nos actifs, la rigueur de notre gestion et le bien-fondé de nos choix stratégiques nous en donnent le moyen. Ceci me pousse à vous inviter à nous maintenir votre confiance.

BOURSE DE PARIS Comptant 11 DECEMBRE

NEW-YORK

Dow » bute sur les 1 500

Pour la troisième fois en cette semaine, le "Dow" a franchi, mardi, le barre psychologique des 1.500 points. L'indice a donc franchi, que, à un moment, il s'écroulait à 1.514,91. Mais derechef, le fameux indice n'a pu maintenir toute son avance. A la clôture, il s'est établi à 1.499,19, avec une hausse de 1,22 point, à 2,12 points de la veille. L'effacement de ce gain n'a pas empêché le détenteur d'un capital de 100 millions tombé, le troisième trimestre de l'année, et le bilan général est demeuré positif. Sur 2066 valeurs cotées, 877 ont monté, 763 ont baissé et 426 sont restées stables.

De l'avis général, l'insouciance des investisseurs américains, due à la baisse du dollar du brut, a contraint le marché à faire deux temps. Mais, selon les analystes, un capécitisme transitoire reste intacte. Une bonne raison à cela, c'est que le marché a été permis par une "urgence mondiale" comme par exemple aux entreprises américaines de l'énergie. Autour du "Big Board", les professionnels ne disaient assurés que, d'ici la fin de l'année, cette barre des 1 500 points sera franchie.

"Dow" pourrait même s'élever à la cote de 1 580. Objet d'une OPA par GAFSA (le Monde du 11 décembre), Union Carbide, les investisseurs de ce groupe ont pris leurs actions jusqu'à plus ample informé.

VALEURS	Cours du 27	Cours du 10
Alcan	27	27
A.T.T.	24 1/2	24 1/8
Boeing	213/9	211 1/4
Chemical Bank	21 1/2	21 1/2
De Pont de Nemours	61 1/2	62 1/2
Eastman Kodak	50 3/4	51 5/8
General	52	52
Ford	55 1/4	56
General Electric	60 5/8	61 7/8
IBM	72 1/2	73 1/2
Johnson	24 5/8	25 1/8
Rockwell	149 5/8	146 3/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Marathon Oil	22 7/8	23
Pittman	28 3/4	29 1/8
Raychem	28 1/2	28 1/2
Texaco	30 7/8	31
U.S. Steel	45 1/2	45 1/2
U.S. Chemicals	48 1/2	48 1/2
U.S. Steel	44 1/2	44 3/4
Westinghouse	58 1/2	59

A CORBEILLE

HUGO BOSS A LA BOURSE DE

**HUGO BOSS A LA BOURSE DE
FRANCFORT ET DE STUTTGART.**
Les actions du conglomérat
ouest-allemand pour homme Hugo
Boss AG, seront introduites à la Bourse de
Francfort et de Stuttgart le 20 décembre
prochain. Elles seront émises à un prix
par action nominale de 50 DM, ce qui
constitue un record pour un nouveau venant
à la Bourse en 1985, a annoncé à Francfort
M. Jürgen Terrabe, membre du directoire
de la Bourse de Francfort.

Ces actions sont des actions préférentielles
sans droit de vote. Elles représentent 33 %
du capital de l'entreprise, qui totalise
15 millions de marks. Elles ont 5 représentants
dans le conseil d'administration, 2 représentants
demeurent aux mains des deux fondeurs
de l'entreprise, les frères Uwe et
Jochen Hoyer. Elles seront proposées au

SINGAPOUR : UN GROUPE D'ACTIONNAIRES VEUT ATTAQUER LA SOCIÉTÉ PAN ELECTRIC. - Un groupe d'actionnaires de Pan-Electric Industries envisage de poursuivre en justice

des dirigeants de cette société, ainsi que des agents de change, qu'ils accusent d'être responsables de la mise en liquidation du groupe intervenue en novembre dernier, laquelle avait entraîné la fermeture, pendant quelques jours, de la Bourse de Singa-

pour. Les ventes de Pan Electric, qui englobe soixante-huit filiales à Singapour, Hongkong, aux Bermudes et en Grande-Bretagne, sont évaluées à plus de 160 mil-

[illegible]

U.S. Births		Foreign Births		Total Births		Deaths		Total Population	
Year	Rate	Year	Rate	Year	Rate	Year	Rate	Year	Rate
1950	25.32	1950	1.78	1950	27.10	1950	15.10	1950	100.00
1951	25.32	1951	1.78	1951	27.10	1951	15.10	1951	100.00
1952	25.32	1952	1.78	1952	27.10	1952	15.10	1952	100.00
1953	25.32	1953	1.78	1953	27.10	1953	15.10	1953	100.00
1954	25.32	1954	1.78	1954	27.10	1954	15.10	1954	100.00
1955	25.32	1955	1.78	1955	27.10	1955	15.10	1955	100.00
1956	25.32	1956	1.78	1956	27.10	1956	15.10	1956	100.00
1957	25.32	1957	1.78	1957	27.10	1957	15.10	1957	100.00
1958	25.32	1958	1.78	1958	27.10	1958	15.10	1958	100.00
1959	25.32	1959	1.78	1959	27.10	1959	15.10	1959	100.00
1960	25.32	1960	1.78	1960	27.10	1960	15.10	1960	100.00
1961	25.32	1961	1.78	1961	27.10	1961	15.10	1961	100.00
1962	25.32	1962	1.78	1962	27.10	1962	15.10	1962	100.00
1963	25.32	1963	1.78	1963	27.10	1963	15.10	1963	100.00
1964	25.32	1964	1.78	1964	27.10	1964	15.10	1964	100.00
1965	25.32	1965	1.78	1965	27.10	1965	15.10	1965	100.00
1966	25.32	1966	1.78	1966	27.10	1966	15.10	1966	100.00
1967	25.32	1967	1.78	1967	27.10	1967	15.10	1967	100.00
1968	25.32	1968	1.78	1968	27.10	1968	15.10	1968	100.00
1969	25.32	1969	1.78	1969	27.10	1969	15.10	1969	100.00
1970	25.32	1970	1.78	1970	27.10	1970	15.10	1970	100.00
1971	25.32	1971	1.78	1971	27.10	1971	15.10	1971	100.00
1972	25.32	1972	1.78	1972	27.10	1972	15.10	1972	100.00
1973	25.32	1973	1.78	1973	27.10	1973	15.10	1973	100.00
1974	25.32	1974	1.78	1974	27.10	1974	15.10	1974	100.00
1975	25.32	1975	1.78	1975	27.10	1975	15.10	1975	100.00
1976	25.32	1976	1.78	1976	27.10	1976	15.10	1976	100.00
1977	25.32	1977	1.78	1977	27.10	1977	15.10	1977	100.00
1978	25.32	1978	1.78	1978	27.10	1978	15.10	1978	100.00
1979	25.32	1979	1.78	1979	27.10	1979	15.10	1979	100.00
1980	25.32	1980	1.78	1980	27.10	1980	15.10	1980	100.00
1981	25.32	1981	1.78	1981	27.10	1981	15.10	1981	100.00
1982	25.32	1982	1.78	1982	27.10	1982	15.10	1982	100.00
1983	25.32	1983	1.78	1983	27.10	1983	15.10	1983	100.00
1984	25.32	1984	1.78	1984	27.10	1984	15.10	1984	100.00
1985	25								

[illegible]

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	---

CEV.	390	520	P.L.M.	145	140	A.G.	380	34	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.G.V.	285	250	Pardner	185	180	A.B.F. Inarache	380	28	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.P.	435	400	P.C.	185	180	A.B.F. Inarache	380	28	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
Champion (M)	578	578	Paul	1725	1720	A.L.T.O.	387	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
Champion (M)	128	135	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	180	180	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime	500	500	Ref. Soud. II	155	148	Argentine	382	22	Ge. Randazzo	467	44	P.M.E. St-Honori	314	60
C.I. Maritime</														

[illegible][illegible]

églement mensuel

c : coupon détaché; * : droit détaché;
o : offert; d : demandé; p : prix précédent.

[illegible]

صیغہ من الّاہل

Le Monde

APRÈS LA RÉUNION DE L'OPEP

Les prix du pétrole continuent de chuter

Les prix du pétrole ont continué de baisser de part et d'autre de l'Atlantique le mardi 10 décembre après la décision annoncée par l'OPEP la veille de renoncer à son rôle de gardien des prix mondiaux.

Le pétrole brut de la mer du Nord britannique de qualité Brent, coté plus de 30 dollars le baril il y a deux semaines et 27,80 dollars la veille de la réunion des pays exportateurs, n'a pas trouvé preneur à 24,20 dollars mardi soir. Les produits pétroliers ont suivi le même chemin. Sur le marché libre de Rotterdam, le prix du gazole est tombé de 262 à 240 dollars en trois jours, et le super de 280 à 265 dollars. Quant aux marchés à terme, ils étaient aussi tous orientés à la baisse. Mercredi matin 11 décembre, une grande nervosité continuait de régner sur les marchés, où les transactions s'étaient pratiquement bloquées, faute d'accords entre vendeurs et acheteurs.

La livre sterling, pétromonnaie, a suivi les courbes du pétrole. Le sterling a ainsi cédé 1 % au franc

pour coter 11,1615 francs contre 11,2820 francs, il a perdu 2,35 % contre le dollar et est tombé à son niveau le plus bas depuis neuf mois face au mark allemand.

Cette évolution n'a apparemment pas entamé la sérénité du gouvernement britannique, pourtant placé désormais en première ligne pour la défense des prix du brut. Après avoir renoncé en juillet dernier à intervenir dans la commercialisation du pétrole et à fixer un prix officiel de vente, le gouvernement de Mme Thatcher a fait savoir mardi qu'il n'avait pas l'intention de revenir sur cette politique de non-intervention et qu'il laisserait les compagnies exploitantes déterminer elles-mêmes les niveaux de production en fonction de l'évolution du marché libre.

Le Trésor britannique a par ailleurs démenti que sa politique budgétaire et fiscale soit menacée par la chute des prix du pétrole. Dans les milieux politiques, on commençait en effet d'affirmer que la baisse des impôts promise pour 1986 pourrait être remise en cause si

le mouvement actuel des cours du pétrole devait persister.

Le Trésor a souligné que le chancelier de l'Échiquier tablait sur un prix de 26 dollars par baril pour 1986 (contre près de 30 dollars en 1985) et sur une réduction de 2 milliards de livres des revenus pétroliers de l'État, ce qui les ramènerait à 9 milliards de livres.

Aux États-Unis, si les experts demeurent divisés sur les conséquences de l'effet d'annonce, par l'OPEP, d'une situation qui préexistait à la réunion de Genève, les cours des actions des compagnies pétrolières se sont distingués par leurs baisses (-2,5 dollars pour Amoco, -2 pour Chevron, -1,1 pour Exxon) dans une Bourse qui par ailleurs battait de nouveaux records de hausse.

En fait, malgré ces mouvements, l'expectative prédomine sur des marchés qui enregistrent plutôt des mouvements « spéculatifs, émotionnels ». Alors que commence l'hiver, « il serait étonnant, affirme un courtier, que le marché s'effondre tout de suite ». (AFP, Reuters.)

En URSS

L'AMIRAL TCHERNAVINE A LA TÊTE DE LA MARINE

L'Étoile rouge, organe de l'Armée soviétique, annonce, ce mercredi 11 décembre, à l'occasion d'une visite qu'effectue actuellement en Tunisie le commandant de la marine de guerre soviétique, que le titulaire de cette fonction, l'amiral Gorchikov, a été récemment relevé de ses fonctions. Considéré comme le créateur de la marine de guerre soviétique moderne, il était à son poste depuis trente ans. Il a été remplacé par son ancien chef d'état-major, l'amiral Vladimir Tchernavine.

[Né en 1928, diplômé de l'Académie militaire de la marine de guerre de l'URSS, l'amiral Tchernavine a pris son premier commandement en 1977 à la tête de la flotte du Nord. Il devint en 1981 chef de l'état-major et premier commandant en chef adjoint de la marine de guerre soviétique, aux côtés de l'amiral Gorchikov, commandant en chef. Nommé amiral de la flotte en 1983, il est membre suppléant du Comité central du PC soviétique depuis 1981 et siège au Soviet de l'Union comme représentant d'une circonscription de Leningrad.]

● Retour de trois enfants « retenus » en Algérie. Une mère française, Mme Marie-Christine Le Bannier, trente et un ans, vient de retrouver ses enfants Djamel, dix ans, Makjidi, neuf ans, et Salem, sept ans, retenus depuis six ans en Algérie par son concubin, M. Arzki Amrouche. (Corresp.)

Sur le vif

Eaux troubles

Vous avez vu les sondages ? Celui du Point notamment. C'est affolant. La gauche remonte, la droite recule. Elle revient, même très fort. Vous savez ce qu'il a dit, Mitterrand, à ses copains du PS : faites-moi un 27 %, le reste j'en fais mon affaire. En bien ! Ça y est, il les a. Ou est-ce qu'il va encore nous magouiller au lendemain du 16 mars ? Alors là, moi, je suis catastrophée.

Non, pas du tout ! Ce n'est pas ce que vous croyez. La gauche, je n'ai rien contre. Au contraire, je suis tout contre. D'ailleurs, je n'ai qu'un parti. Le parti d'en rire. Et avouez que, quand Chirac à Matignon, ça aurait quand même été plus marrant qu'avec Poperon.

Vous aimez me dire : bon, des scènes de ménage, si c'est ça que vous voulez, pas besoin d'attendre pour passer à table. Madame est servie. Ça c'est vrai, ils se crèpent carrément le chignon, en ce moment, dans la majorité. Ils s'envoient des piques, ils se balancent des vannes, ils se traitent de tous les noms, ils se bouclent, ils se jalousent.

Au soir de sa sortie à l'Assemblée nationale, le coup de téléphone du président. Fata l'a

attendu pendant des heures en se rongé les ongles. L'autre l'a fait mariner. Normal. De toute façon, ils ne se parlent plus. La visite de Jaurès, j'ai lu ça dans le Canard, c'est pas à la radio qu'il l'a surprise. Fabius, c'est par une dépêche de l'AFP.

Au fond, ils ont peut-être raison, les Français. Ils se disent : pourquoi on se chamaillait ? On ne s'embrasse pas avec ceux-là. Les querelles de la famille sociale, les embrouilles à la J.R., le placard à ressort d'Hermès, les crocs-en-jamba, les remarques assassines, ça devient franchement rigolo.

Chaque soir, vous ouvrez le télé, et c'est parti pour un nouvel épisode. Hier, c'était génial. Vous avez vu Joxe ? C'est un gros jaloux. Tout ce ramdam autour des états d'âme de Fabius, c'est trop injuste. Il n'y a pas de raison ! Et là, alors ? Il a cherché comment faire l'indépendant. Il a demandé conseil. Ça a pris du temps. Une bonne semaine. Et il a trouvé. Vous savez quoi ? Il est troublé. Très troublé. Encore plus que Fabius. Et par quoi ? Par le trouble de Fabius, justement. Pas mal, avouez !

CLAUDE SARRAUTE.

En novembre

TRÈS FAIBLE HAUSSE DES PRIX : + 0,2 %

Les prix à la consommation ont augmenté en France de 0,2 % en novembre, selon l'indice provisoire publié par l'INSEE ce mercredi 11 décembre. La hausse, depuis le début de l'année, serait de 4,5 %, alors qu'elle avait été de 6,5 % pour les onze premiers mois de 1984.

Le résultat de novembre 1985, inférieur à celui du même mois de l'année précédente (+ 0,3 %), confirme les prévisions d'un niveau d'inflation inférieur à 5 % pour l'ensemble de l'année.

Sur un an, de novembre 1984 à novembre 1985, les prix ont augmenté de 4,8 %. C'est le meilleur résultat enregistré depuis 1968.

Le 15 décembre à 20 heures

M. MITTERRAND A TF 1 AVEC YVES MOUROUSI

M. François Mitterrand participera dimanche 15 décembre de 20 h à 21 h à une nouvelle émission « Ça nous intéresse, monsieur le président », avec Yves Mourousi, sur TF 1.

Le président de la République est intervenu récemment à plusieurs reprises, notamment lors de sa conférence de presse du 21 novembre et à Europe 1, lundi 9 décembre. Mais il se détournera momentanément de l'actualité politique pour se consacrer aux fêtes de fin d'année, participer à une émission qui bénéficiera d'un maximum d'audience. Il entend une nouvelle fois faire passer dans l'opinion, plus directement que lors de sa conférence de presse et devant un public plus large qu'à Europe 1, son message sur la défense, nécessaire à ses yeux, des acquis de la gauche.

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

MERCREDI 11 DÉCEMBRE

A 20 h 52-57
préparé par FRANÇOIS KOCH

Les difficultés du tourisme social avec ALAIN FAUJAS et MARIE-CHRISTINE ROBERT

JEUDI 12 DÉCEMBRE

« le Monde » reçoit MARTIN MALVY, secrétaire d'Etat chargé de l'énergie avec PHILIPPE BOUCHER

POUR LA GARANTIE D'UN STATUT

Grève nationale de l'ANPE

Le 12 décembre, les 11 700 employés de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) sont appelés à observer une grève de vingt-quatre heures par une intersyndicale composée, fait exceptionnel, de la CGT, de Force ouvrière et de la CFDT.

La raison de ce mouvement unitaire ? L'opposition résolue des organisations syndicales, et même de la CFDT, à un projet de statut pour le personnel de l'ANPE, présenté le 10 juillet par la direction générale de cet établissement public à caractère administratif, et qui n'aurait guère évolué depuis. « Le 9 septembre, nous avions fait des contrepropositions en dix points », ont expliqué en chœur les syndicalistes au cours d'une conférence de presse, tenue le mardi 10 décembre à Paris. « Il n'y a pas eu de dialogue et nous voulons négocier », ont-ils répété.

En fait, la question du statut des employés de l'ANPE est fort ancienne et, dès l'origine, les organisations syndicales avaient réclamé une assimilation à la fonction publique. Une possibilité qu'avait exclue un décret de janvier 1984, faisant du personnel des agents non-titulaires de l'Etat. Depuis, et en l'attente de précisions, les mêmes organisations syndicales avaient développé leur argumentaire pour maintenir leur revendication initiale, « l'indépendance du personnel » et les « bonnes garanties statutaires » offrant, selon elles, les conditions nécessaires au bon fonctionnement d'un service public de l'emploi. Bien entendu, c'est ce qu'elles réclament encore aujourd'hui, alors que la proximité des élections législatives leur fait redouter une éventuelle privatisation, voire même, comme on en prête l'intention à certains, une suppression pure et simple. Dans ces conditions, le statut proposé ne pouvait qu'être repoussé et jugé comme une tentative de « flexibiliser le personnel de l'ANPE pour flexibiliser

les chômeurs ». Au-delà du 12 décembre, l'action pourrait donc se poursuivre.

LA REMISE DES PRIX NOBEL

Claude Simon et la solitude de l'écrivain

De notre envoyée spéciale

Stockholm. — La traditionnelle journée de gala qui marque le 10 décembre l'anniversaire des deux décennies de l'Alfred Nobel s'est déroulée mardi, selon le rite consacré, pour la remise des prix de physique, de chimie, de médecine, de littérature et d'économie 1985, en présence des membres des académies suédoises des sciences et des lettres et du couple royal.

Une cérémonie bleu et jaune, aux couleurs du drapeau suédois, qui a commencé à 18 heures, la nuit tombée, par une somptueuse distribution des prix (1 700 000 couronnes suédoises, soit environ 160 millions de francs) à la benjamine, la physicienne allemande von Kitzing — née à Potsdam, en 1943, — Michael Brown et Joseph Goldstein, les lauréats américains de médecine qui ont obtenu le prix Nobel de médecine, et enfin le Français Claude Simon, le prix de littérature. C'est la première fois qu'un descendant d'un général de Napoléon remporte un prix Nobel.

« Pour caractériser vos romans, on devrait pouvoir faire œuvre à la fois de peintre et de poète », a déclaré M. Lars Gyllenstein, secrétaire perpétuel de

l'Académie de littérature, pour présenter Claude Simon. « Je n'ai pas le don de parole, et c'est d'ailleurs là une des raisons pour lesquelles j'écris, quoiqu'encore avec beaucoup de difficulté : mon travail absorbe la plus grosse de mon énergie, de sorte que l'âge vient (ou plutôt n'est pas) je vis dans le silence et l'ombre », répondit plus tard Claude Simon à la fin du banquet qui se tenait dans la salle bleue de l'hôtel de ville.

« Et si l'on a pu dire qu'écrivain est l'apanage d'une solitude à une autre solitude, voilà soudain qu'à ces appels lancés par moi comme auteur de romans à la solitude, au point que j'ai l'impression d'avoir ce soir autour de moi plus d'amis que je n'en ai jamais rencontrés au cours de ma vie mondaine ».

Jeudi matin 12 décembre, Claude Simon quitte Stockholm pour Copenhague, où il doit rencontrer les souverains danois. Ensuite retour à la table de travail de Salses.

NICOLE ZAND.

(1) Cet ancêtre de Claude Simon, général de la Révolution et de l'Empire, est nommé L.S.M. dans les Géorgiques.

Une exposition Claude Simon, « Fragments pour un poème », est inaugurée ce 11 décembre à l'Institut français de Stockholm. Elle durera jusqu'au 24 janvier et tournera ensuite à travers la Suède.

NEUF MOIS POUR VENIR AU MONDE

SCIENCE VIE

HORS SERIE

Que se passe-t-il entre la rencontre de deux cellules et la naissance d'un petit homme ? Quand la science explique la vie, c'est passionnant.

18 F EN VENTE PARTOUT

5000 boîtes aux lettres alimentées par micro-ordinateur*...pourquoi pas la vôtre

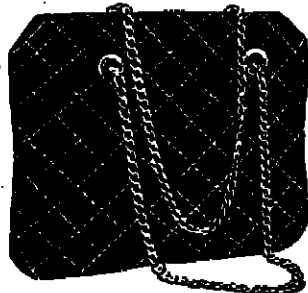
En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, après avoir reçu des messages, c'est le tableau pour la communication d'aujourd'hui grâce à MISSIVE, la messagerie électronique.

* ou MINTEL

Informations et documentation à : F.R.L. - 124, rue Blanche 75002 PARIS - Tél. : 42 96 14 77

A l'aide d'un simple petit terminal, quel que soit votre déplacement dans le monde, MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24 h sur 24. Gagnez sur 2 fronts : économie et rapidité, avec MISSIVE l'avant-garde de la communication.

LA BAGAGERIE®



En jersey, velours ou laque

500 F

Paris : 12, rue Tronchet 41, rue du Four 74, rue de Passy Tour Maine-Montparnasse Lyon - La Part-Dieu

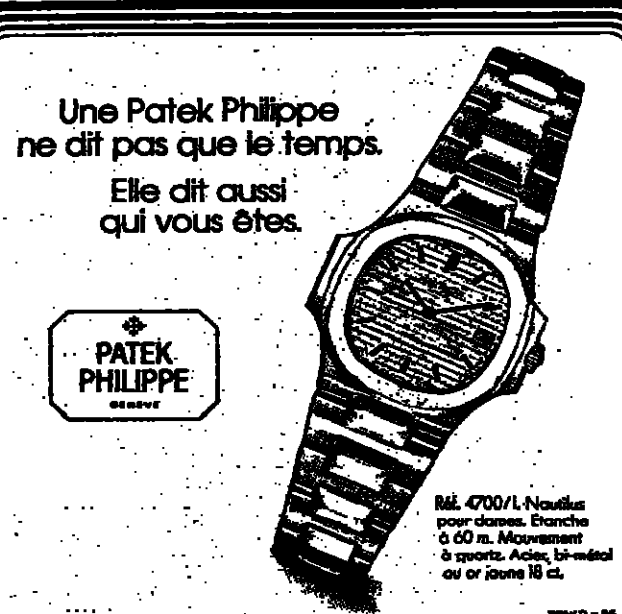
VALEURS ACTUELLES

L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE

en kiosque ou par abonnement

SPECIMEN SUR DEMANDE

écrite 6, rue d'Uzès, 75001 Paris tél. 02



Une Patek Philippe ne dit pas que le temps. Elle dit aussi qui vous êtes.

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine 70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot CANNES : 19, La Croisette